

• avril 1995 • n° 390 •

**INPRECOR**  
• Prix : 35 FF / 7 FS / 150 FB •

Allemagne :

**35h avec gain de salaires !**

Haïti :

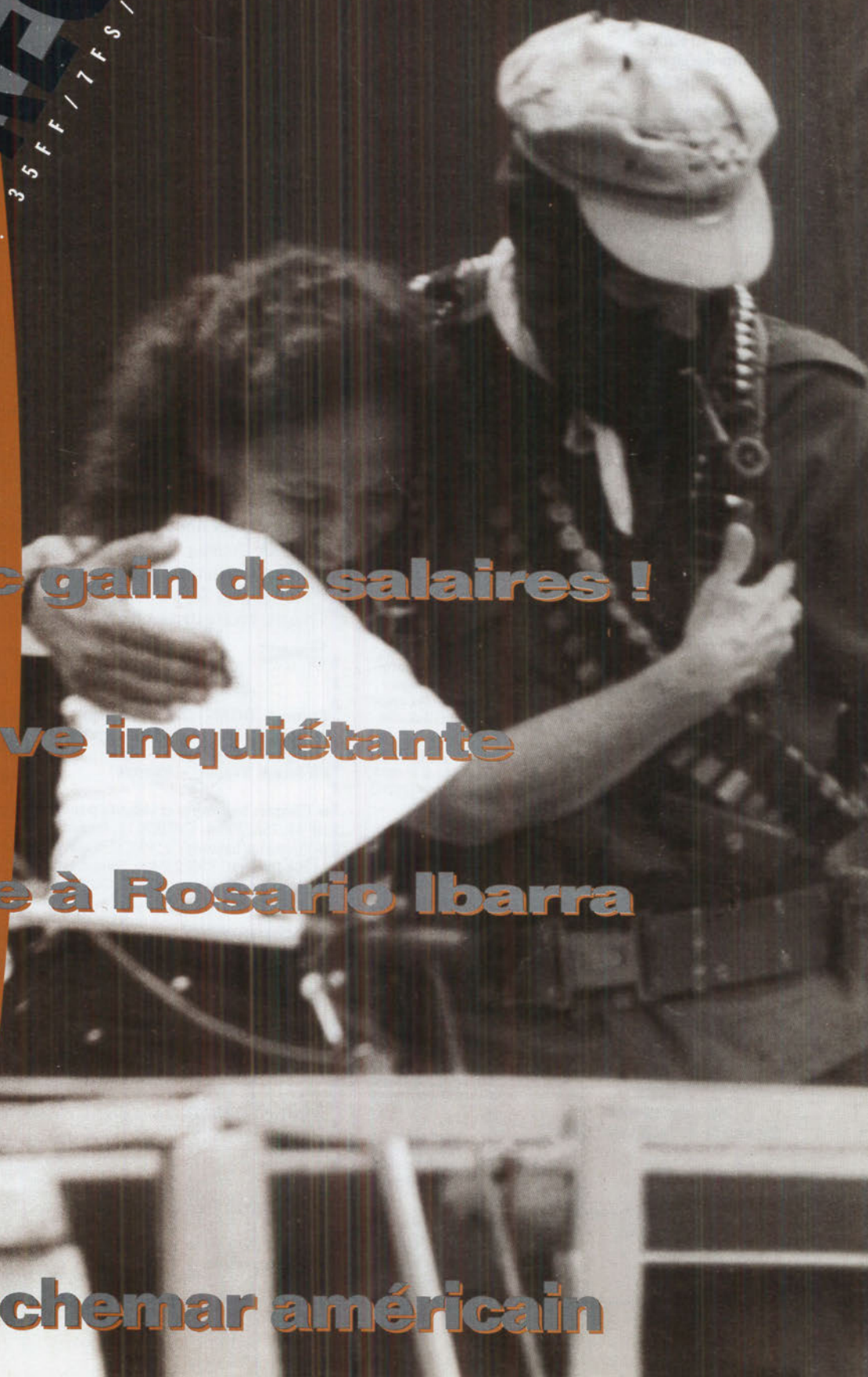
**Une dérive inquiétante**

Mexique :

**La parole à Rosario Ibarra**

Dossier :

**Rêve-cauchemar américain**



# SOMMAIRE

3

MEXIQUE

Zedillo, c'est la guerre !  
Entretien avec Rosario IBARRA

9

FRANCE

Le PS et les présidentielles  
Jacques KERGOAT

12

HAÏTI

Une dérive inquiétante  
Arthur MAHON

## Dossier: Etats-Unis

14

My name is Gringrich and I'm Frankenstein  
G. BUSTER

17

«Le contrat avec l'Amérique» de la droite  
républicaine  
DOCUMENT

18

Le combat pour les droits des immigrants  
continue  
Evelyn SELL

21

Justice sociale et écologie  
Patrick CALIGARI

24

ETAT-ESPAGNOL  
Corruption et crime d'Etat  
Joxe IRIARTE «BIKILA»

26

ALLEMAGNE  
35 heures avec gain de salaires !  
(Correspondance)

27

BOSNIE-HERZEGOVINE  
Contre le partage ethnique  
Secrétariat unifié de la QI

30

SALVADOR  
Le FMLN nouveau est arrivé  
Entretien avec Mario A. MUJANGO

34

ALGERIE  
Rétablir la vérité !  
Entretien avec Redouane OSMAN

36

DETTE  
Les autres voix de la planète  
DOCUMENT

### Aux lecteurs d'Inprecor et d'International Viewpoint,

En connaissant vos  
sentiments solidaires  
je fais appel à vous  
pour une aide aux  
communautés  
indigènes zapatistes.  
Vous pouvez envoyer  
vos contributions à  
l'adresse bancaire  
suivante :

Bancomer, Mexico,  
D.F.  
5016464-9 Maria del  
Rosario IBARRA  
Merci de me prévenir  
de tout transfert à  
l'adresse suivante :  
**Rosario IBARRA,  
MEDELLIN 366,  
COL. ROMA  
SUR, 06760, Mexico,  
DF Mexico**  
Merci.  
Rosario IBARRA

A LOS LECTORES DE INPRECOR Y DE IVP

CONOCEDORA DE SU PREOCUPACION Y DE SU  
SENTIMIENTO SOLIDARIO LES HAGO UN  
LLAMADO PARA LLEVAR A CABO UNA CAMPAÑA  
DE AYUDA A LAS COMUNIDADES INDIGENAS  
ZAPATISTAS. SI ASI LO DESEAN, PUEDE  
ENVIAR SUS CONTRIBUCIONES A LA  
CUENTA BANCARIA SIGUIENTE:

BANCIER- MEXICO, D.F.  
5016464-9 MARIA DEL ROSARIO IBARRA

Y COMUNICAR A LA SIGUIENTE  
DIRECCION: MEDELLIN 366, COL. ROMA SUR  
06760, MEXICO, D.F. MEXICO

GRACIAS

ROSARIO IBARRA

### Lecteurs solidaires

Dans bien des pays le prix de notre magazine constitue un obstacle à sa lecture. Pour nombre de prisonniers politiques *Inprecor* est le seul lien avec la réflexion du mouvement ouvrier. Nous avons toujours tenté de répondre à leurs demandes, mais nos difficultés financières nous imposent, malheureusement trop souvent, de limiter le nombre d'exemplaires envoyés à ceux qui en ont le plus besoin. Vous pouvez nous aider à cette tâche. Nous lançons ainsi la campagne «lecteurs solidaires», qui nous permettra, à chaque fois que nous recevrons 150,00 francs, de fournir pendant six mois *Inprecor* à celle où à celui qui, autrement, n'aurait pu le recevoir. Et, si vous le souhaitez, nous informerons la ou le bénéficiaire de votre solidarité.

Nous comptons sur votre aide.



### ABONNEMENT (11 numéros par an)

|                                |                       |                    |
|--------------------------------|-----------------------|--------------------|
| France - DOM-TOM - Europe      | 190 FF pour six mois. | 360 FF pour un an. |
| Afrique du Nord - Moyen-Orient | 200 FF pour six mois. | 380 FF pour un an. |
| Afrique - Amériques - Asie     | 220 FF pour six mois. | 460 FF pour un an. |
| Pli fermé France - Europe      | 250 FF pour six mois. | 500 FF pour un an. |

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECT", à adresser à PECT, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECT", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECT", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Abonnement ☐

Réabonnement ☐

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois) ☐

Institutions (600 FF, 1 AN) ☐

« Lecteurs solidaires » (150FF, 6 mois) ☐

« Découvrir INPRECOR » \* (150 FF, 6 mois) ☐

\*(Réservé aux nouveaux abonnés)

Nom - Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....



Revue mensuelle  
d'information et  
d'analyse publiée  
sous  
la responsabilité  
du Secrétariat unifié  
de la  
IVE Internationale.

Les articles signés ne  
représentent pas  
nécessairement le point  
de vue de la rédaction.

\*  
Editée par PECT Sarl  
au capital de 50 000 F,  
SIREN n° 391857562

Rédaction —  
Administration :  
PECT, BP 85, 75522  
Paris CEDEX 11,  
France

Tél. : (33-1)43792960  
Fax: (33-1)43792961

E-mail :  
inprecor@igc.apc.org

\*  
Gérant et Directeur  
de publication :  
Jean Malewski  
Commission  
paritaire n° 59117  
ISSN 1 0294 - 8516

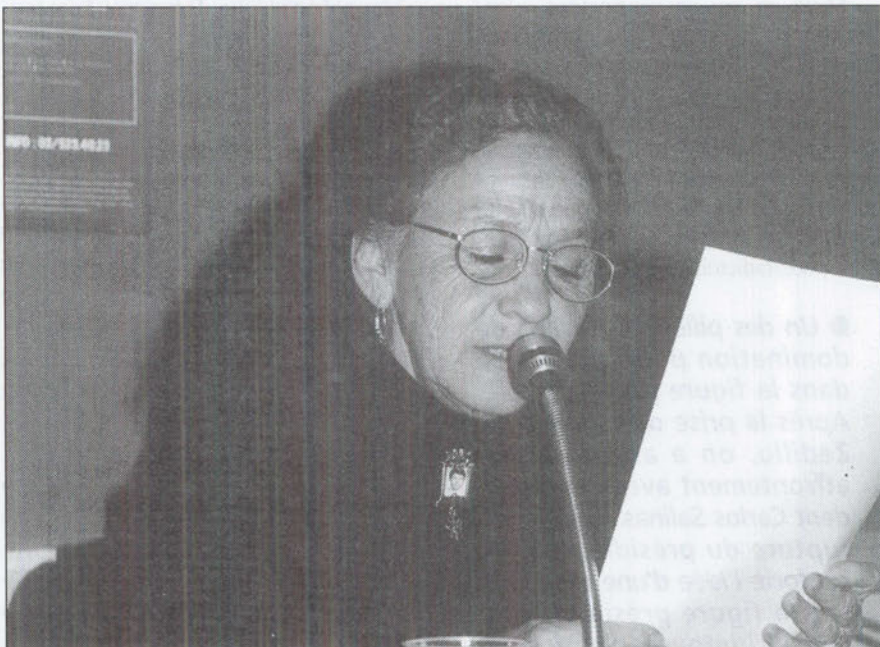
\*  
Imprimé par  
Rotographie  
2, Rue R. Lenoir,  
93100 Montreuil

\*  
Diffusé dans les  
librairies par  
DIF'POP' SARL,  
21 ter rue Voltaire,  
75011 Paris, France.

# Zedillo, c'est la guerre !

Rosario Ibarra de Piedra, membre du Conseil national de représentants de la Convention nationale démocratique (CND) et député au parlement de l'Etat fédéral du Mexique, a effectué une tournée en Europe, fin mars, pour dénoncer l'offensive Zedillo-Lozano contre l'Armée zapatiste de libération nationale (l'EZLN) et demander, comme elle l'a affirmé le 18 mars à Bruxelles, «la solidarité concrète des gens et des peuples». Inprecor a profité de son passage à Paris pour l'interviewer.

Entretien avec  
**Rosario IBARRA de PIEDRA**



Rosario IBARRA à Bruxelles, le 18 mars 1995.

**Inprecor :** *Nous assistons à ce qui paraît être une crise historique du système de domination politique que connaît le Mexique. On parle même d'une éventuelle crise finale. D'après toi, quels sont les éléments principaux de cette crise ? Penses-tu qu'on peut parler d'une crise historique, voire même d'une crise finale ?*

**Rosario IBARRA :** Oui, il est plus que probable qu'on entre dans la phase terminale du régime politique mexicain. Le problème que nous avons toujours connu au Mexique, c'est que cette crise, qui présente des éléments très dramatiques du point de vue de ses conséquences et de ses répercussions pour la société, ne s'accompagne pas de l'émergence simultanée d'une alternative globale. Autrement dit, la crise s'exprime fondamentalement par l'incrédulité dans laquelle a sombré le peuple vis-à-vis du système politique mexicain, mais elle ne fait pas encore apparaître les éléments d'une alternative globale à ce qui se passe dans le pays. Ceux qui seraient le plus à même de les dessiner sont les zapatistes, mais du fait

que leur activité est pour l'essentiel confinée dans les montagnes bleues du Chiapas (à la frontière du Guatemala), et malgré l'écho populaire qu'ils ont rencontré, ils n'ont évidemment pas la possibilité de structurer organiquement une réponse populaire à cette crise.

On peut énoncer ainsi les éléments les plus factuels de la crise :

Premièrement, le discrédit du parti officiel et du gouvernement auprès de la population. Les gens ont cessé de croire dans le gouvernement, alors qu'auparavant ils lui faisaient confiance.

Deuxièmement, cette crise est également mise en évidence par la division et les assassinats au sein du parti officiel lui-même ; la façon dont ont été assassinés Colosio et Ruiz Massieu (secrétaire général du PRI au moment de son assassinat), implique que les normes et règles en vigueur auparavant, qui assuraient la reproduction du système politique mexicain, n'existent plus. Le problème, c'est qu'il n'y a pas encore de nouvelles règles, et cela fait que les aspects les plus violents de ce régime se manifestent non pas seulement contre la population, mais contre lui-même.

Troisièmement, ce qui a été appelé la politique de masse de l'Etat, et qui a pris la forme du Programme national de soli-

darité (PRONASOL) sous le gouvernement Salinas (1989-1994). Il est vrai qu'aujourd'hui cette politique qui a concerné depuis de longues années les secteurs du PRI, de la classe ouvrière, de la paysannerie, etc., n'a plus le même poids, vu que le processus de la déréglementation économique a également affecté l'ensemble de ces mécanismes de contrôle, et ils n'ont plus maintenant la même capacité à opérer comme médiation entre la société et l'Etat.

Un dernier élément qui, je crois, joue également son rôle, c'est le changement que le gouvernement a été contraint d'opérer du fait même de la crise, quant à la politique traditionnelle de l'armée mexicaine. En utilisant l'armée fédérale comme force de frappe politique, en la lançant à la recherche des zapatistes dans la *selva lacandona*, en plaçant les soldats en contact permanent avec les communautés indigènes, l'armée a été placée dans une situation très difficile, car elle découvre des thèmes nouveaux de débat politique, elle se forge une opinion politique, et alors dès que cette possibilité se présente à l'armée, des opinions différentes apparaissent, certaines plus patriotiques même et démocratiques, d'autres profondément réactionnaires ou fascistes. Mais en dernière instance, à la différence de ce qui se produi-

sait avant, le gouvernement n'a pas la possibilité de contrôler l'armée de façon disons sereine.

Je crois donc que tous ces éléments dessinent une crise définitive de l'Etat mexicain et, bien évidemment, cela s'est conjugué à une situation économique terrible pour le pays.

Mais ce qui est important, c'est d'insister sur le fait qu'il ne s'agit pas seulement d'une crise économique qui se traduirait en crise politique, mais qu'il s'agit bien d'une crise du système de domination qui coïncide dans le temps avec différents moments critiques de l'économie, en particulier aujourd'hui, et cela fait que la crise actuelle revêt des aspects hautement complexes, contradictoires et explosifs.

● ***Un des piliers du régime de domination politique réside dans la figure présidentielle. Après la prise de fonction de Zedillo, on a assisté à son affrontement avec l'ex-président Carlos Salinas. Ce type de rupture du présidentielisme conforte l'idée d'une crise finale ; la figure présidentielle, jusqu'ici intouchable, devient maintenant l'objet de mises en cause non seulement émanant de secteurs de la population, ce qui est compréhensible, parce qu'ils sont les plus touchés, mais aussi du patronat mexicain et de secteurs au sein même du PRI. En quoi cette crise du présidentielisme peut-elle, d'après toi, affecter la capacité de recomposition du système politique mexicain ?***

D'abord, c'est évident que la crise du présidentielisme ne vient pas des clowneries auxquelles se sont livrés Salinas, mais aussi Zedillo. C'est quelque chose qui couvait depuis longtemps. Comme tu l'as dit, jusqu'ici, au Mexique, la figure du président était intouchable. Mais cela change profondément, pas seulement en ce qui concerne l'opposition, ou le patronat, mais en tant que mode d'expression des Mexicains, l'opposition des pauvres aux riches, contre celui qui, du fait même de son rôle institutionnel, est responsable de tout. Partout ailleurs dans le monde, face à une crise, la société n'attribue pas le même degré de responsabilité au président. Au Mexique, le système présidentiel a historiquement déterminé l'évolution du pays et, pendant longtemps, on s'est évertué à expliquer en fonction de ce présidentialis-

me les succès qu'a connus le pays, une stabilité qu'ignoraient les autres pays d'Amérique latine. Aujourd'hui, face aux échecs, les gens ont tendance à en rejeter la responsabilité directement sur celui qui est chargé de la conduite politique du pays.

Les gens n'ont plus peur du président, et ils n'ont plus de respect non plus pour la figure présidentielle. Parce que le président a toujours conjugué ces deux aspects : inspirer de la crainte, mais aussi susciter le respect. Mais cela n'est plus vrai et je crois que cela tient à tout le processus de transformation politique et économique qu'a connu le Mexique, d'abord en 1988 puis en 1994. Ce présidentielisme à l'extrême ne pourra plus exister. C'est ma conviction, quoi qu'il arrive, qu'un dialogue s'instaure avec l'opposition offrant aux zapatistes la possibilité de s'adresser à l'ensemble du pays, et de créer par là même une conscience sociale qui permette de réaliser certains changements démocratiques, ou que le gouvernement opte pour l'extermination des zapatistes, ou encore qu'il y ait un coup d'Etat militaire, etc. : on ne peut pas en revenir à un présidentielisme qui a démontré ses limites dans le cadre même de ce qu'il visait, assurer la domination politique sur le peuple mexicain.

● ***A partir de 1988, la politique suivie par Carlos Salinas de Gortari a permis de présenter l'économie mexicaine comme un paradigme. Tout ce rêve s'est effondré avec la dévaluation du peso et la crise qui s'en est suivie. On parle de conditions draconiennes sur ce terrain. Je crois qu'en ta qualité de député, tu disposes d'informations qui sont parvenues à la Chambre. Que peux-tu nous en dire ?***

Ce n'est pas facile parce que je ne suis pas économiste, mais je voudrais dire ceci. Pour de nombreux pays, la crise mexicaine est apparue clairement à partir de décembre 1994. Mais au Mexique, c'est le soulèvement zapatiste qui d'une certaine façon a été le révélateur de la situation nationale. Pour ceux qui considéraient l'économie à partir de ce qu'ils appellent les indices macro-économiques, à l'évidence le Mexique semblait en pleine croissance, ou tout au moins sorti de la crise profonde des années 80. Mais le problème, c'est que le modèle économique qu'a commencé à appliquer le gouvernement de Miguel de la Madrid (1982-1988) et qu'a approfondi Salinas, a engendré une

polarisation économique et sociale extrême, sans précédent, où une série d'aventuriers se sont enrichis du jour au lendemain sur des bases spéculatives. C'est ce qu'on appelle au Mexique «l'économie casino», où ils déposaient leurs mises et avaient tout à gagner s'ils étaient amis du président, ce qu'on appelle au Mexique «la famille heureuse», tout ces gens dans l'entourage du président. Alors que 40 millions de Mexicains vivent dans la misère.

En décembre 1994, la crise a éclaté de façon plus brutale. Zedillo a même eu le culot d'en faire porter la responsabilité, au début, à l'armée zapatiste, alors que les zapatistes se sont précisément soulevés contre cette politique. Ce n'est pas eux qui sont responsables de ces choix et de leur échec, mais Salinas puis Zedillo, c'est-à-dire le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) et ses alliés. Et ce que la crise a montré, ce n'est pas seulement la misère qui existe dans le pays, cette misère que le mouvement zapatiste avait fait éclater à la face du monde, et qui nous plonge dans la douleur et dans la honte, parce que le Mexique est un pays riche ; elle a montré aussi que le modèle en lui-même, d'après leurs propres données, était un échec.

Cela nous a rendus très vulnérables dans nos rapports avec les Etats-Unis. Et comme nous sommes maintenant totalement dépendants des aléas du nord du continent, notre dépendance prend l'ampleur d'un baiser de la mort. D'après mes informations, on n'a jamais donné autant à aucun autre pays au monde (52 000 millions de dollars), et avec les conditions qu'ils ont mises, il est clair qu'ils comptent se servir de la crise mexicaine, et que la violation de notre souveraineté nationale prend des dimensions dramatiques.

Un accord a été signé entre le ministre de l'Economie et le Département du Trésor qui implique en pratique l'abandon de notre souveraineté, en tous cas sur certaines questions essentielles. Par exemple, ils ont accepté qu'un tribunal de New York intervienne dans les relations entre les deux pays, ce qui revient à imposer le système juridique des Etats Unis au Mexique, et le gouvernement mexicain l'accepte. Des jugements pourront être rendus par un juge de district à New York, qui auraient un caractère obligatoire pour le gouvernement mexicain. Et cela montre bien que toute cette histoire de savoir si le Parlement mexicain donne son accord ou non aux lettres de crédit est une farce, puisque il y a ce juge de district nord-américain qui peut décider de questions fondamentales pour le Mexique. De plus, d'après les textes qui ont été diffusés à la

Chambre, ils ont ravalé le consul du Mexique au rang de simple agent de notifications, c'est littéralement ainsi qu'il est désigné. Enfin, les factures pétrolières resteront aux Etats-Unis, et c'est eux qui décideront s'ils peuvent disposer directement de cet argent au cas où le gouvernement mexicain ne paierait pas.

● ***Il est intéressant de constater que fin janvier, après la dévaluation de la monnaie, alors que la crise économique était bien là depuis 1994, Zedillo a réussi à faire approuver par un certain nombre d'organisations politiques — celles qui sont représentées au Parlement — un pacte appelé Accord politique national. Je voudrais savoir comment tu expliques que les représentants du Parti de la révolution démocratique (PRD) aient accepté ce type de négociations. Et que, au mois de février, en pleine offensive du gouvernement contre les zapatistes, ils y aient encore des forces non seulement à droite comme c'est le cas du Parti d'action nationale (PAN) mais aussi le PRD qui aient pour préoccupation première le maintien de l'Accord politique national.***

La dynamique de recherche d'un accord politique national date du lendemain même des élections de 1994. Tout un secteur du PRD en a tiré la conclusion que la campagne électorale, par sa forme, son message, et la politique suivie depuis six ans (essentiellement par Cuahutémoc Cárdenas) était un échec. Cette politique intransigeante aurait effrayé des secteurs importants de la population, il fallait maintenant ouvrir une voie différente, ils avaient saisi, eux, ce qui était payant — le chemin de la négociation avec l'Etat, comme l'avait fait le PAN après la fraude électorale de 1988 — et ils considéraient que cette attitude du PAN lui avait permis de progresser électoralement dans différents Etats, de gagner même des postes de gouverneur, et qu'ils étaient reconnus par le système.

Ils cherchaient donc à se réinsérer dans la politique de l'Etat. Et Zedillo, dans les jours qui ont suivi sa prétendue victoire électorale, a immédiatement envoyé des messagers au PRD, une façon de les encourager à attendre patiemment le

départ de Salinas, qui était leur ennemi juré, et de leur dire que la première action du nouveau gouvernement serait une démonstration claire de sa volonté de mettre en œuvre une autre politique. Une série de secteurs du PRD a mordu à ces propositions. Avant même que Zedillo n'entre en fonction, plusieurs députés du PRD se sont réunis avec lui, ont déjeuné avec lui, dîné avec lui, etc., en un mot ont pactisé avec lui, ce qui n'a pas manqué de susciter des réactions de dégoût parmi la base du parti qui ne comprenait pas comment on pouvait d'un côté accuser le gouvernement de fraude au mois d'août et de l'autre chercher un accord avec celui-là même qui avait bénéficié de cette fraude.

Ce qu'un secteur important du PRD et de sa fraction parlementaire a démontré, c'est leur disposition à s'intégrer et des conflits comme celui du Chiapas ou l'existence de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) sont vus par eux comme des obstacles sur la voie d'une réorganisation de l'Etat mexicain.

Est-ce la position personnelle de Cuahutémoc Cárdenas ou celle de la base du PRD ? Je ne pourrais pas répondre affirmativement. Peut-être faudrait-il le leur demander directement, mais je pense, ce n'est qu'un sentiment, que la majorité du PRD n'est pas sur cette ligne.

● ***Venons-en à un sujet que tu connais à merveille, celui des luttes sociales, en particulier celles qui concernent l'EZLN. Pourrais-tu nous dire brièvement ce que représente l'EZLN dans l'histoire des organisations politico-militaires, non seulement en Amérique latine, mais plus particulièrement au Mexique ? Est-ce une organisation qualitativement nouvelle, comment la définirais-tu et quels sont ses traits essentiels ?***

Avant tout, c'est un grand courant d'air frais dans une atmosphère politique particulièrement raréfiée, où opposition et gouvernement jouaient une sorte de comédie. C'est clair que le zapatisme a bénéficié de la lutte démocratique tenace du peuple mexicain depuis des décennies, et plus particulièrement ses cinq ou six dernières années, et qu'il y a trouvé un creuset pour consolider ses positions. Mais je crois aussi qu'en tant qu'organisation politique, il présente une série de différences très importantes.

D'abord, c'est une force qui surgit, en tant qu'organisation politico-militaire, en marge de l'appareil d'Etat, et au Mexique

c'est un élément clé, alors que dans d'autres pays ce pourrait être une lapalissade. Mais au Mexique où la capacité de cooptation est une permanence, le fait qu'apparaisse une force en dehors de l'appareil d'Etat crée une situation totalement nouvelle. C'est, je crois, un élément qui a mis le système mexicain dans une situation critique, parce qu'il ne sait pas traiter avec une force à laquelle il n'a jamais été confronté, à l'exception peut-être du mouvement étudiant de 1968. L'EZLN apparaît sous une forme beaucoup plus politique, et dès le départ elle tient un discours aussi distant du pouvoir politique que des partis politiques traditionnels, dont les points forts sont apparus au fil des déclarations politiques des zapatistes.

D'abord, peut-être est-ce une vision très personnelle, il y a l'incorporation d'une dimension éthique à la politique : leur mot d'ordre «*tout pour tous, rien pour nous*», ou leur façon de se présenter comme «*les Mexicains et les Mexicaines tout petits*», «*les hommes et les femmes tout petits*», «*ceux qui retourneront à la nuit d'où ils ont surgi si s'instaure la démocratie*», ceux qui ne veulent pas du pouvoir, parce que ce serait une tragédie qu'un groupe armé prenne le pouvoir au Mexique, ceux qui en appellent constamment à la société civile pour qu'elle prenne entre ses mains le contrôle de l'activité politique nationale, etc. Il y a toute une série d'éléments qui modifient de façon substantielle le discours politique traditionnel au Mexique, et qui donnent une dimension éthique à la politique. Je pense que cela donne un contenu fondamental au discours de la gauche mexicaine, qu'il n'avait pas jusque là, où la question de la dignité, ou de croire vraiment à ce que l'on fait et dit joue un rôle central. C'est sûr que la composition en majorité indienne de cette rébellion et de cette organisation contribue largement à nourrir ce nouveau discours.

Je crois que c'est quelque chose de très important et qui a permis d'ouvrir un certain nombre de ponts et de voies de passage au dialogue avec le reste de la société, qui s'identifie indiscutablement à ce discours face à l'échec des projets politiques traditionnels, et face à l'échec parmi les échecs, qui n'est pas celui des partis d'opposition mais celui d'un régime politique qui s'est instauré à l'ombre d'une révolution, qui l'a trahie, institutionnalisée, violée, piétinée, et tout cela affecte évidemment sa crédibilité dans la société. Ce qui est étonnant c'est que le système mexicain est le plus ancien après celui de l'Union soviétique. Mais à la différence de ce qui s'est produit en URSS, la chute du

régime ne s'accompagne pas d'un tournant à droite : la crise du régime se produit dans le cadre d'un certain tournant à gauche de la population, de la société civile, qui accueille avec un grand enthousiasme et un grand intérêt cette nouvelle force politique.

● **Nous avons publié plusieurs communiqués de l'EZLN, et quelque chose frappe l'attention. Il y a d'abord cette dimension éthique dont tu as parlé. Son discours est centré sur une vision fondamentalement démocratique, je pense. Mais il y a également un discours anti-capitaliste, qui va au-delà du refus du Traité de libre commerce (ALENA), ce qui est fondamental parce que c'est une pierre tombale pour les Indiens, on a rarement vu une prise de position aussi claire face à l'impérialisme. Comment l'expliques-tu ? Et leur base sociale essentiellement indienne ? Ce ne serait pas lié à un changement de vision par rapport aux schémas traditionnels de la gauche, qui misaient sur un soulèvement de la classe ouvrière, qui prendrait la tête de grandes luttes et, bien sûr, aux changements intervenus sur le plan social, structurel et économique ces dernières années ?**

Il s'agit de nombreux éléments mêlés. Ils ont affirmé avec constance qu'ils représentent le Mexique du sous-sol, le Mexique indigène, profondément marginalisé, mis sur la touche, et qu'on voulait faire disparaître avec les mesures prises ces dernières années. Quand ils crient : « Assez ! », ils affirment l'idée qu'il faut reconstruire la nation, reconstruire le pays, la patrie, et que pour ce faire, la seule voie est la démocratie.

Ils affirment qu'ils veulent un Mexique libre et ils ajoutent, alors nous verrons. Un Mexique où puissent s'exprimer les divers projets politiques, où les gens puissent dire ce qu'ils veulent. A la différence de ce qui se passait avant, où prévalait un certain avant-gardisme de la part d'organisations qui énonçaient ce qui était essentiel non seulement quant aux luttes pour renverser le régime, mais aussi sur ce qu'il faudrait construire ensuite, ils affirment eux que tant que la société civile, les différents secteurs sociaux, la classe

ouvrière, les paysans et les patrons eux-mêmes n'ont pas eu la possibilité de construire leurs propres organisations et de refléter leurs propres intérêts, alors ce qu'il faut évidemment avant tout, c'est libérer la société de cette tutelle asphyxiante qui l'étouffe, la domination du parti d'Etat et de l'Etat lui-même. Je crois que c'est ça leur conception.

Leur discours est un discours justicier, de justice sociale, tourné vers la gauche, vers des positions socialistes, même si ces termes ont, c'est évident, été discrédités par les terribles méfaits de ceux qui prétendaient agir au nom du socialisme, ou de la classe ouvrière.

Dans un pays comme le Mexique, celui qui lutte pour la terre, la santé, les salaires, le logement, l'eau et en même temps pour la démocratie, la paix, la justice et la dignité, celui-là lutte évidemment contre un système de domination, non ?

Je crois qu'ils ont eu le mérite d'exprimer des revendications historiques d'une grande actualité, pour essayer d'unir le peuple autour de ces revendications, pour créer un système économique et social différent. Tout cela, sans aucun effet tape à l'œil, met en cause concrètement la domination de l'impérialisme, vu que ce qui intéresse le gouvernement américain, les investisseurs américains, c'est l'existence d'une main d'œuvre bon marché, une structure syndicale profondément réactionnaire, etc.

Concernant la classe ouvrière, il faut relever qu'ils ont toujours affirmé, en particulier dans la première déclaration de la *selva lacandona*, mais aussi dans d'autres communiqués, que les changements profonds dont le pays a besoin ne pourront pas se faire sans le concours de la classe ouvrière. Même si ce n'est pas totalement explicite, ils préconisent une sorte d'alliance entre le Mexique du sous-sol et le Mexique d'en bas, pour que de façon autonome, indépendante — ce que le Mexique n'a jamais connu en dehors de l'époque de la révolution avec les armées de Zapata et Villa — ils puissent offrir à l'ensemble de la société une alternative globale en tant que nation.

● **Parlons de la Convention nationale démocratique (CND). D'abord, de quoi s'agit-il ? qui en fait partie ? Elle regroupe environ 300 organisations de différentes natures : syndicales, culturelles, politiques, etc., mais comment la définirais-tu ? C'est une initiative des zapatistes. En ta qualité de présidente de la première assemblée nationale**

**de la CND, peux-tu en préciser la nature ?**

Je ne suis plus présidente, nous avons mis en place un Conseil national de représentants, et je peux dire que la CND est un espace de la société civile, un espace fondamental pour la société civile qui n'a pas d'instruments politiques, où beaucoup de ses adhérents n'appartiennent à aucun parti, n'ont pas d'expérience, et trouvent là un canal d'expression. C'est pour ça qu'elle a été créée, avec l'idée que les différents secteurs sociaux qui se mobilisent et luttent puissent disposer d'un espace pour s'exprimer également sur le plan politique. C'est un espace également où le simple citoyen peut et doit trouver sa place. Tout cela était clair dès le début de la CND, où sont représentés non seulement les organisations sociales mais les citoyens en tant que tels.

La CND est un phénomène social nouveau, qui a moins d'un an d'âge et qui a connu déjà certaines évolutions. Je pense qu'elle a connu des moments difficiles, parce qu'après le premier grand succès de la première assemblée, un certain nombre de personnes dont je suis convaincue qu'elles devraient trouver leur place dans la Convention, n'ont pas trouvé un climat favorable à leur participation et, même si elles n'ont pas ouvertement rompu, elles ont pris leurs distances avec la CND. Par ailleurs, certaines organisations sociales qui sont pourtant non seulement sans parti, mais même antiparti, ont voulu faire de la CND une espèce de structure politique qui leur offre une tribune. Cela a créé des difficultés. Mais même si des sectarismes puissants persistent dans la CND, qui cherchent à la transformer en une expression de ce qu'ils appellent l'extrême-gauche, la CND peut devenir l'expression des secteurs populaires et radicaux du pays, avec une prise de position souple du point de vue tactique, du point de vue de ses alliances.

● **Que représente pour toi le fait que lors de la première assemblée de la CND, le sous-commandant Marcos t'ait remis le drapeau national ?**

C'est d'abord un très grand honneur, j'en suis très fière, j'étais émue aux larmes ; mais c'est aussi un engagement très important, celui d'être dépositaire de ce tissu qui est l'emblème de notre patrie et de l'avoir reçu en outre des mains de celui qui me l'a remis, de gens qui ont honoré ce symbole, qui ont risqué leur vie pour nous conduire à un Mexique plus juste, un pays où la démocratie soit une réalité, où règnent la paix dans la justice et

la dignité, comme ils disent.

Ce fut un moment de grande émotion, un de ceux qui resteront gravés dans ma mémoire comme les plus beaux de ma vie et je crois que je ne ressentirais une émotion aussi forte que si je pouvais embrasser de nouveau mon fils disparu, Jésus.

● ***Après la tenue de trois assemblées de la CND, la plus récente en février dans l'Etat de Querétaro, quels sont pour toi les problèmes les plus importants qu'elle rencontre pour répondre aux appels toujours plus dramatiques de l'EZLN ?***

Je crois que les appels des zapatistes n'ont pas toujours été entendus par certaines forces au sein de la CND, et cela a limité les possibilités d'avancer plus vite. Il faut reconnaître que ce n'est pas simple, parce que le problème fondamental c'est que la CND a maintenant une réalité sociale, et que regrouper tous ces gens n'est pas simple, il y a toujours des positions extrêmes dans le spectre politique qu'embrasse la CND.

Pour l'essentiel, je crois que la CND doit se doter d'une stratégie qui affirme clairement ses objectifs. Comment dire ? La CND s'est créée pour démocratiser le pays, pour la tenue d'une assemblée constituante — parce que la constitution du Mexique a été amendée, frappée, violée, frappée à nouveau par ce maudit gouvernement — ; elle ne se crée pas pour réaliser un programme socialiste, ni même anti-impérialiste, même si la CND en tant que telle a un programme clairement anti-impérialiste. Mais pour atteindre ses objectifs, la CND doit tracer une politique d'alliances, de regroupement de forces, et pour cela il faut partir de l'idée que ce n'est pas le programme de la CND qui peut être imposé à d'autres forces, à d'autres partis. L'EZLN a appelé en décembre 1994 à la formation d'un large mouvement pluraliste, le Mouvement pour la libération nationale (MLN). Certains camarades ont d'abord dit qu'ils n'étaient pas d'accord, puis ont précisé leur position dans la CND et dit oui au MLN, mais en posant comme condition une série de points qui, dans la pratique, limitaient ces possibilités d'alliance. Il est donc fondamental de trouver un plus petit commun dénominateur qui puisse unir toutes les forces d'opposition au régime pour tracer une alternative démocratique, ce qui n'interdit pas que chacune de ces forces défende son propre programme, le populaire.

En entrant dans le MLN, s'il est créé, la CND agira sur deux terrains : d'abord

sur le terrain de ce qui formera le plus petit dénominateur commun permettant la formation de ce front ; ensuite, et je ne tranche pas sur l'ordre de priorité, en proposant à l'ensemble de la population du Mexique son programme, le programme propre à la CND. Si on ne comprend pas cela et qu'on veuille seulement imposer nos conceptions aux autres forces, nous ne formerons jamais un front, nous nous unirons avec nous mêmes, nous n'aurons donc pas la capacité de former de telles alliances.

De mon point de vue, et je l'ai dit publiquement au Mexique, le MLN devrait être la somme de quatre secteurs : la CND, le cardénisme — où pourrait se retrouver également le PRD, mais pas uniquement le PRD parce que le cardénisme est quelque chose de plus que le PRD —, l'EZLN, évidemment — ils ont leur place, leurs propositions et ils sont en fait les promoteurs de cette idée — et enfin, pourrait-on dire, tous ces secteurs qui ont participé à un moment ou à un autre à la CND, qui n'y sont plus, mais qui jouent un rôle dans la société, un rôle clé après l'offensive militaire du 9 février, dans l'organisation des caravanes, de la solidarité, le soutien aux communautés etc., et qui occupent un espace qu'il faut respecter.

● ***Tu as eu l'occasion de rencontrer à plusieurs reprises le sous-commandant Marcos, et d'autres membres de la direction de l'EZLN. Tu nous a même dit que le gouvernement avait fait courir le bruit que Marcos était ton fils disparu. Tu te trouvais encore dans la selva lacandona quelques jours après que le gouvernement de Zedillo a lancé son offensive militaire en février. Quelles sont les conditions de vie des Indiens là-bas au Chiapas ?***

Je veux d'abord dire que, bien que le sous-commandant Marcos ne soit pas mon fils, je suis très fière qu'on le considère ainsi...

● ***Je crois même qu'il t'appelle mère, non ?***

Oui, et moi je l'appelle fils. Pour moi cela traduit un rapport de profonde affection, de beaucoup d'amour, parce que je vois en Marcos et dans la direction de l'EZLN la cristallisation de ce qu'a été la lutte de mon fils disparu il y a vingt ans. Je crois que ce qui s'est passé depuis vingt ans n'a pas été vain, que d'autres conti-

nent la lutte où était engagé mon fils, et voilà pourquoi je m'identifie autant à l'EZLN, et en particulier au sous-commandant Marcos.

J'ai parcouru, c'est vrai, la *selva lacandona* début mars, et j'ai pu voir un spectacle désolant, des communautés entières qui ont gagné les profondeurs de la *selva*, qu'elles l'aient fait par peur de l'armée ou pour apporter leur soutien aux zapatistes. On a vu de nombreux endroits inhabités où l'armée avait détruit les modestes biens de ces gens, des choses infiniment modestes qu'ont les Indiens comme leurs casseroles, leurs marmites, leurs fourneaux, ils ont détruit leurs litières, leurs ponchos, etc. Une chose qui nous a beaucoup inquiétés, c'est à Nueva Estrella où nous avons vu que dans les habitations abandonnées se trouvaient les machettes et les bottes des Indiens. Il faut savoir que quand les paysans et les Indiens pénètrent dans la *selva*, la dernière chose qu'ils oublient, c'est leurs bottes et leurs machettes, parce que c'est ce qui leur permet d'y avancer, d'y ouvrir un passage. Et nous avons donc craint qu'ils n'aient pas fui et qu'en réalité ils aient été arrêtés illégalement par l'armée.

Il est très difficile de porter témoignage sur tout cela, on ne pourra le faire que si la paix revient au Chiapas et que les communautés puissent revenir, on pourra alors faire la liste et voir si les gens qui y vivaient sont revenus, et pour ceux qui ne seraient pas revenus, il faudra, évidemment, dénoncer leur disparition sous la responsabilité de l'armée, du gouvernement.

La peur des gens, des agglomérations de 110 habitants où il y a plus de mille soldats, où les femmes nous disaient qu'elles n'allaient plus se baigner à la rivière parce qu'il y a les soldats, tout cela reflète une situation de guerre qui rappelle beaucoup la situation qu'ont connue des pays comme le Guatemala, ou le Vietnam, ou le Salvador, et nous ne pensions pas que cela pourrait se produire dans notre patrie.

Ce monde que nous avons connu dans la *selva* avec les zapatistes, ce monde qu'on peut dire franchement bucolique, où on respirait la paix, le calme, où il n'y avait pas de conflit entre les habitants, où les gens se réunissaient en assemblée pour résoudre leurs problèmes, c'est aujourd'hui une vision d'affrontements, de haine, où on fait venir des paysans d'autres régions pour qu'ils occupent les habitations abandonnées et créer ainsi des hameaux stratégiques, où les pauvres s'affrontent aux pauvres pour la possession de propriétés totalement misérables, pour le peu de choses qu'ont les gens là-bas. Voilà la situation et il faut souligner qu'il y a un responsable de tout ça, le chef

des forces armées du Mexique, Ernesto Zedillo, car d'après la constitution, il a la totale responsabilité de ce véritable enfer qu'est devenue la *selva lacandona*.

● **Avant ton départ du Mexique, le Parlement a discuté et approuvé une Loi pour le dialogue, l'amnistie, etc. C'était une proposition avancée au départ par le gouvernement par le biais d'une commission parlementaire, qui a été approuvée à la majorité absolue des députés. Je crois que seuls 7 d'entre eux sur un total de 500 ont voté contre, dont toi. Comment justifies-tu ton vote ?**

Cela s'est passé en deux temps. Le premier projet incluait une déclaration liminaire qui ne tarissait pas d'éloge à l'intention de l'armée, vitupérait les zapatistes, qui n'étaient même pas désignés par leur nom mais par la phrase «ceux qui n'étaient pas d'accord» ; il n'était pas question non plus de la Commission nationale de conciliation (CONAI) ; ce document avait été signé par le PRD, par les députés et les sénateurs qui faisaient partie de la commission parlementaire. Ce premier projet a soulevé un refus général et ils en ont fait un autre, en modifiant la déclaration liminaire. Il était moins triomphaliste en ce qui concerne l'armée fédérale, il parlait de l'EZLN, ne serait-ce que par son sigle, et de la CONAI, mais seulement dans les attendus, pas dans le corps de la loi.

Mais un point clé n'apparaissait dans aucun des deux projets, et c'est ce qui a motivé notre vote contre. A aucun moment, ni dans la déclaration liminaire, ni dans le corps de la loi, il n'était question du retrait de l'armée. C'est pour moi un point fondamental, parce qu'il n'est pas possible qu'il y ait un dialogue, une négociation, avec un pistolet sur la tempe.

Ensuite parce que tous les arguments juridiques avancés par Zedillo pour lancer l'armée fédérale à l'assaut de la *selva lacandona* n'ont plus de justification. Pour justifier que l'armée quitte ses garnisons où elle est constitutionnellement cantonnée, on a pris prétexte qu'elle devait intervenir aux côtés du procureur général de la République pour mettre à exécution les mandats d'arrêt lancés contre les zapatistes. Mais puisque la loi suspend pour 30 jours ces mandats d'arrêt et que ce délai peut être prolongé pour les gens qui négocient, quelle est la base juridique qui auto-

rise l'armée fédérale à rester dans la *selva* ? Le gouvernement a annoncé un retrait de 4 kilomètres, mais cela ne donne absolument aucune garantie. C'est donc parce que la loi ne disait rien sur la présence anticonstitutionnelle de l'armée que j'ai voté contre, ainsi que six autres députés.

Cela touche à une question fondamentale, la façon dont je considère le travail au Parlement. Il ne s'agit pas d'arracher au gouvernement une bricole par ci, une bricole par là qu'on puisse présenter comme une victoire. Pour moi, il s'agit de représenter véritablement le peuple. Un député doit choisir : soit il regarde vers le pouvoir, soit il regarde vers le peuple. Et les gens dans la rue ont réclamé, exigé le retrait de l'armée. Aucun des députés qui ont voté la loi ne pourrait apparaître dans un meeting et dire «non, camarades, nous n'avons pas exigé le retrait de l'armée», parce qu'il serait couvert de sifflets, parce que les quatre fois où le centre de Mexico s'est rempli ces dernières semaines, les gens criaient «Dehors, l'armée !» et je crois que c'est comme ça que doit agir un député pour représenter réellement le peuple, agir en fonction des intérêts de la population.

Je crois que c'est aussi fondamental pour pouvoir garantir un dialogue où personne ne vienne à genoux. Et je ne suis pas d'accord non plus avec ceux qui disent «non, ça c'est l'EZLN qui doit l'exiger», c'est-à-dire ceux qui sont dans la situation la plus difficile. Il se peut que l'EZLN soit contrainte d'accepter le cadre de la loi, et demander dans ce cadre le retrait de l'armée, mais elle l'aurait fait dans des conditions bien meilleures si bon nombre de députés, au moins tous ceux du PRD, avaient voté contre, ou fait une proposition concrète sur le retrait de l'armée qui ait permis d'affirmer clairement le soutien de toute une partie de la Chambre. Ce vote reflète pour moi une vision qui confond le travail parlementaire avec un simple travail de mises en cause limitées du pouvoir présidentiel, d'un simple groupe de pression, qui fait de la Chambre une sorte de lobby pour peser en faveur de quelques modifications superficielles des projets présidentiels. C'est pour tout ça que j'ai voté contre.

● **Rosario, après ta tournée en Europe, en passant par la Belgique, la Suisse et la France, vu la situation actuelle au Chiapas, quel message adresserais-tu au mouvement de solidarité des peuples d'Europe avec cette lutte ?**

Le message que j'ai répété tout au long de ma tournée : une invitation à com-

## **La campagne de protestaion doit continuer**

Envoyez vos lettres de protestation contre la repression des zapatistes et pour le retrait de l'armée mexicaine aux adresses suivantes :

► Presidente de Mexico : Dr. Ernesto Zedillo Ponce de Leon, Residencia Oficial de Los Pinos. Av. Molino del Rey 246, Co. San Miguel Chapultepec, Mexico, DF, Mexico, CP 11850.

► Secretario de Gobernacion de Mexico, Moctezuma Barragan. Secretaria de Gobernacion, 99, Col. Centro. Mexico, DF, Mexico, CP, 06600.

prendre la douloureuse réalité du peuple du Mexique, à comprendre que ce n'est pas seulement la lutte des zapatistes, que l'EZLN l'a dit et répété, qu'ils ne sont pas seulement une armée de libération du peuple du Chiapas, mais une armée zapatiste de libération nationale, qui plonge de profondes racines dans la conscience du peuple, parce que c'est eux qui sont les dépositaires des aspirations, des vœux et des revendications de justice que, depuis de nombreuses années, je dirais même des siècles, nous portons en nous tous les Mexicains et qu'ils ont osé mettre en avant. Comme dit Marcos dans l'un de ses beaux communiqués récents, la dignité a trouvé refuge dans l'âme des plus insignifiants, des plus humbles, des plus pauvres ; ils n'ont pas d'autre richesse que la richesse millionnaire de leur dignité.

Je crois aussi que la solidarité internationale a joué un rôle clé pour bloquer la politique criminelle engagée par le gouvernement mexicain. A côté des gigantesques mobilisations à Mexico et dans tout le pays, ce qui s'est fait en Espagne, en France, en Allemagne etc., a été fondamental vis-à-vis du gouvernement mexicain, pour qu'il prenne conscience de l'ampleur du coût politique, social et diplomatique qu'impliquerait la poursuite de sa politique. Je tiens à le répéter, cette solidarité profondément humaine, profondément belle, doit continuer, doit croître et atteindre tous les coins de la planète. C'est une lutte qui s'installe dans la durée. ★

Propos, recueillis par  
Alfonso MORO.



# Le PS et les présidentielles

Depuis quelques années, ce sont de véritables séismes qui s'abattent sur le Parti socialiste (PS). Jamais depuis son congrès d'Epainay, en 1971, le PS n'est ainsi allé de crise en crise, de bourrasque en bourrasque, les craquements de la carcasse se faisant à chaque fois plus menaçants. Jacques KERGOAT s'arrête sur le dernier épisode du séisme, dans l'article publié ci-dessous, pour expliquer la signification du vote des socialistes en faveur de Lionel Jospin comme candidat à l'Elysée face à Henri Emmanuelli.

## Jacques KERGOAT

**L**a chronologie est ici éclairante. En mai 1988, quand son premier secrétaire, Lionel Jospin, passe la main, le successeur annoncé est Laurent Fabius. Cela ne semble guère poser problème : il a fait connaître ses intentions depuis longtemps, bénéficie de l'onction présidentielle, et aucun autre candidat ne s'est fait connaître. Mais c'est mal apprécier l'ampleur des divergences et contentieux qui opposent jospinistes et fabiusiens. Une partie des jospinistes suscitent contre Fabius la candidature de Pierre Mauroy et le font élire à quelques voix près.

Exit Fabius. Il lui faudra près de deux ans pour prendre sa revanche. Mais en janvier 1992, Mauroy, minoritaire au sein du comité directeur, doit présenter sa démission et Fabius le remplace.

Va-t-on alors vers une période de stabilité : à Fabius le parti, à Rocard la candidature à l'élection présidentielle ? On pourrait le croire, car c'est en effet en juillet de la même année que ce dernier est intronisé «candidat naturel» du Parti socialiste. Mais en réalité, il n'en est rien. Le désastre des élections législatives de 1993 bouleverse à nouveau la donne. Fabius doit partir, et Rocard est élu en



mars «président de la direction provisoire du Parti socialiste», puis en octobre, premier secrétaire. Ce qui donne guère plus de six mois : tête de liste aux européennes, il fait le plus mauvais score réalisé par le PS, se démet de son rôle de «candidat naturel» et se fait éjecter de son poste de premier secrétaire par Henri Emmanuelli.

## Trouver un candidat !

Reste à trouver un candidat à la présidence de la République. Une solution de remplacement semble faire très vite consensus : Jacques Delors termine à Bruxelles un parcours que le PS maas-trichtien juge sans fautes, il est resté suffisamment à l'écart de la politique française pour n'être partie prenante ni des «affaires», ni des conflits internes au PS, et surtout, il caracole en tête dans les sondages. Tous courants confondus (1), le Parti socialiste attend que Delors se décide.

C'est fait en décembre. Tout bien réfléchi, Delors ne souhaite pas être candidat et explique honnêtement pourquoi : le programme qu'il propose suppose une coalition gouvernementale entre le PS et les centristes, or ces derniers n'ont donné aucun signe permettant d'espérer leur accord pour une telle coalition. Delors en conclut que même s'il était élu président de la République, il ne disposerait pas de

la majorité parlementaire permettant d'appliquer sa politique.

Le PS est alors devant un vide que la candidature Delors avait artificiellement masqué. Et quand Lionel Jospin se porte candidat, c'est la spirale d'autodestruction qui se met à nouveau en marche. Les fabiusiens, discrètement regroupés derrière Henri Emmanuelli, estiment en effet que sur la lancée de sa campagne présidentielle, Lionel Jospin peut leur reprendre le contrôle du parti alors qu'ils viennent à peine d'en investir la direction. Commence alors la course au candidat suffisamment «consensuel» pour faire renoncer Jospin. Mais les pressentis — Joxe, Badinter — refusent. Jack Lang accepte, mais il n'est pas pressenti. En dernière instance, c'est Emmanuelli qui se résout à se porter candidat, arguant de sa légitimité de premier secrétaire. Jospin ne renonce évidemment pas, et il faut donc recourir à une consultation interne au Parti socialiste. On en connaît les résultats : à la surprise générale, c'est Jospin qui l'emporte, et avec les 2/3 des suffrages des militants. Emmanuelli, ainsi désavoué, hésite à démissionner, se décide finalement à rester au poste de premier secrétaire, du moins pour le temps des campagnes électorales, présidentielle ou municipales.

1) Seul Jean-Luc Mélenchon, le dirigeant de la Gauche socialiste, émet quelques réserves.

Séismes à répétition donc, provoqués par des clans qui s'arrachent avec férocité un pouvoir interne de plus en plus dérisoire. On ne peut qu'être frappé du rythme accéléré auquel se succèdent les séismes, surtout quand on se rappelle que François Mitterrand a été premier secrétaire 9 ans (de 1971 à 1980), Lionel Jospin 8 ans (de 1980 à 1988) et que, en 24 ans, il n'y a eu qu'un seul candidat aux élections présidentielles (François Mitterrand) devant lequel les autres candidats potentiels se sont chaque fois retirés sans qu'il soit besoin de recourir au vote des militants.

Or une fois Mauroy investi, il n'aura fallu que 22 mois pour que sa place soit remise en cause au congrès de Rennes, 21 mois ensuite pour qu'il soit démissionné et remplacé par Fabius, 18 mois pour que Rocard chasse Fabius, 15 mois pour qu'Emmanueli expulse Rocard, et 8 mois pour que Jospin batte Emmanueli.

## L'après mitterrandisme

Il est nécessaire de s'arrêter sur ce dernier épisode. Quelle est en effet la signification du vote en faveur de Jospin ? Sûrement pas une différence de projet, car les projets initialement avancés par les deux hommes se distinguaient fort peu. Les partisans d'Emmanueli avancent à posteriori plusieurs explications. Jospin s'étant déclaré le premier, c'est Emmanueli qui aurait été perçu comme diviseur. Jospin apparaissait également moins lié à un appareil partitair, en quelque sorte plus libre et plus autonome. Enfin, les sondages lui donnaient de meilleurs résultats qu'Emmanueli, et sa candidature permettait d'espérer, avec moins d'incertitude, la présence de la gauche au second tour du scrutin.

Tous ces éléments ont très certainement joué. Ils esquivent cependant ce qui paraît bien être la raison principale de ce vote, c'est-à-dire la proposition formulée par Henri Emmanueli de regrouper au sein d'une même confédération le Parti socialiste et «Radical» (2), le parti de l'affairiste Bernard Tapie (3).

C'est un vote «moral» qu'ont ainsi effectué les militants du PS. Ils ont d'ailleurs voté «contre l'alliance avec Tapie» que «pour Jospin». Et ils ont manifesté avec une grande clarté que le Parti socialiste était bel et bien entré dans l'après-mitterrandisme. Nul ne doute, en effet, que Tapie est bien en cour à l'Élysée, que sa candidature aux élections européennes avait été impulsée par François Mitterrand pour «abattre en plein vol», selon l'expression employée par l'intéressé, la candidature de Michel Rocard. Et nul ne doutait non plus que la candidature d'Henri

Emmanueli avait les faveurs du président, ou plus exactement que celle de Jospin ne les avait pas.

La forte participation aux élections dans les sections, malgré les consignes d'abstention de certains proches de Jacques Delors (Ségolène Royal), a manifesté aussi un sursaut : ne plus se laisser imposer ses choix par François Mitterrand, en finir avec les «combines».

## Deux blocs

Avec ce vote, se sont aussi constitués ou reconstitués, deux grands blocs au sein du Parti Socialiste. Reconstitués, en partie au moins, car ces deux blocs ressemblent beaucoup à ceux qui s'étaient affrontés à Rennes : d'un côté fabiusiens, poperénistes et militants de la Gauche socialiste, de l'autre côté jospinistes, mauroyistes, rocardiens et chevènementistes (4). Mais deux éléments sont venus depuis lors se superposer.

Le premier est que sont apparues les révélations sur le passé de François Mitterrand, ses relations troubles avec les «collaborateurs» de Vichy, maintenues dans l'après-guerre. Le premier bloc, autour d'Emmanueli, a choisi de dénoncer à cette occasion la campagne menée contre François Mitterrand. Le second bloc, autour de Lionel Jospin (à la notable exception des chevènementistes) a choisi de faire connaître son malaise et son trouble.

Le deuxième élément est le poids nouveau pris dans le PS, non seulement par Jacques Delors, mais par sa petite famille politique : Martine Aubry, François Hollande, Ségolène Royal, etc. Alors que les «deloristes» avaient jusqu'alors le double profil «deuxième gauche modérée» et «fidélité à François Mitterrand», ils se sont cette fois-ci ralliés à Lionel Jospin.

Mais, en réalité, l'existence de ces deux blocs ne clarifie rien sur le plan politique.

Le premier bloc, autour d'Emmanueli (5), parle incontestablement à gauche : c'est lui, par exemple, qui a imposé que le parti prenne position sur les 35 heures sans diminution de salaire. Mais il propose par contre une alliance à droite, avec Radical, le parti de Bernard Tapie.

Le deuxième bloc (6), lui, apparaît comme proposant des alliances à «gauche». A travers les «assises de la transformation sociale», dont Jean-Christophe Cambadélis a été l'initiateur, il s'est tourné vers les écologistes de Dominique Voynet aussi bien que vers les communistes critiques de Charles Fiterman et de Marcel Rigout. Par contre sur les questions programmatiques, ce bloc s'exprime à

droite, prend souvent des positions ostensiblement modérées : il s'est ainsi tant que faire se pouvait opposé aux 35 heures sans réduction de salaire.

Voilà donc qui ne simplifie pas l'analyse. Le verbe gauche pour s'allier à la droite, le molletisme et les diverses variantes de néo-molletisme (7) y ont habitué le mouvement ouvrier français. Quant au fait de parler à droite et de chercher malgré tout des alliances à gauche, les social-démocraties allemandes et nordiques y ont déjà eu recours : un bon «Bad-Godesberg» théorique n'est pas incompatible avec la volonté de trouver des interstices où quelques écologistes remuants puissent s'ébrouer tranquillement. Mais, jusqu'à présent une telle situation n'a pas été expérimentée en France.

A quoi il faut ajouter que ces deux blocs ne sont pas homogènes, loin de là. Dans le premier bloc, la capacité à «parler à gauche» est à porter principalement au crédit de la Gauche socialiste, d'Emmanueli et dans une moindre mesure, des poperénistes. Les fabiusiens, quelle que soit leur agilité doctrinale, n'ont jamais brillé par le côté radical de leurs propositions. Et dans le deuxième bloc, la capacité à dialoguer avec les écologistes et la gauche critique est à porter au crédit de Cambadélis, et dans une moindre mesure, de Lionel Jospin. Par contre, les deloristes, tout en laissant faire, n'ont jamais caché qu'en termes d'alliance, c'est la démocratie chrétienne qui les intéressait. Et Michel Rocard s'est précipité aux dernières «assises de la transformations sociales», pour conforter Delors dans l'idée qu'il fallait former une majorité de gouvernement avec les centristes, et pour rappeler à ceux qui l'auraient oublié, que c'était bien là le sens de ce qu'il avait préconisé, il y a quelques années, sous le nom de «big bang».

Au moment où ses lignes sont écrites, la campagne de Lionel Jospin démarre à peine. Mais déjà, le programme présenté par Lionel Jospin a surpris par son extrême modération et le grand flou de ses proposi-

2) Le Mouvement des radicaux de gauche (MRG) avait très récemment changé son nom en Radical.

3) Bernard Tapie est à l'heure actuelle sous le coup d'une procédure judiciaire qui lui interdit d'exercer un mandat électif.

4) Les amis de Jean-Pierre Chevenement ont depuis lors quitté le Parti socialiste et fondé le Mouvement des citoyens. Mais ils ont rallié, le 11 mars, la candidature de Lionel Jospin.

5) Il regroupe aujourd'hui les fabiusiens, les poperénistes, la Gauche socialiste et le petit groupe des emmanuelistes.

6) Il est composé des amis de Jean-Christophe Cambadélis, des mauroyistes, des rocardiens et des jospinistes «pur sucre».

7) Du nom de Guy Mollet, secrétaire de la SFIO de 1946 à 1970, qui avait la réputation de gagner ses congrès à gauche, et de mener ensuite une politique de droite.

tions. Incontestablement, le poids de Jacques Delors et de son entourage (8), s'est ici fait sentir.

Certaines des propositions du candidat sont ouvertement contradictoires avec celles contenues dans le programme du parti, comme, par exemple, sur la réduction du temps de travail, où Lionel Jospin ne propose sur les deux années qui viennent, qu'une réduction du temps de travail à 37 heures ce qui n'est pas sans causer un certain malaise chez les militants socialistes eux-mêmes.

### **Et la recomposition ?**

Que va-t-il se passer dans le Parti socialiste au lendemain de l'élection présidentielle ?

Si Jospin est présent au second tour (9), et y fait un bon score, il aura la possibilité de s'imposer comme patron du Parti socialiste, très certainement dans la douleur, mais peut-être sans crise majeure. Paradoxalement, il est vraisemblable que les perspectives de recomposition seraient alors brouillées.

Pour ses partenaires d'abord : le PS «jospiniste» serait alors le partenaire hégémonique de la recomposition et celle-ci aurait toutes les chances de devoir se faire dans le PS, ou en tout cas sous sa domination ostensible. Cela peut en faire hésiter plus d'un, sinon du côté des dirigeants, du moins du côté des troupes.

Mais c'est aussi pour Jospin lui-même que les perspectives de recomposition peuvent se trouver bouleversées. Réinstallé à la tête d'un grand parti, il peut alors regarder avec un peu moins de considération des partenaires somme toute lilliputiens. Il peut se prendre au jeu de la «social-démocratie à la française», celle que lui proposent les journalistes (10) et les politologues (11) qui oublient la crise et la division du syndicalisme, la faiblesse du mouvement associatif et l'existence maintenue du Parti communiste. Il peut aussi, lui qui est très réellement attaché à l'esprit de parti, avoir envie d'entreprendre la reconstruction d'un PS que François Mitterrand lui aura finalement laissé dans un état pire que celui où il l'avait trouvé.

Ecologistes et communistes critiques trouveraient-ils alors, à front renversé, des interlocuteurs du côté du premier bloc, et notamment du côté de la Gauche socialiste ? Il faudrait pour cela, que ces derniers aient visiblement renoncé à leur démarche en direction de Bernard Tapie, et qu'ils aient réussi à effacer l'image désastreuse qui s'attache maintenant à leurs continuels retournements.

À l'inverse, si Jospin fait un médiocre résultat, il est vraisemblable que les cou-

teaux sortiront de l'ombre et que la crise traversera alors l'ensemble du Parti socialiste. Débouchera-t-elle sur une scission ? C'est peu probable, mais ce ne saurait être exclu. Mais en tout état de cause, la recomposition serait alors à l'ordre du jour : un Jospin minoritaire effrayerait évidemment moins les écologistes et les communistes critiques.

Existe-t-il, pour le Parti socialiste, d'autres projets de recomposition ? Faut-il envisager qu'une victoire de Jacques Chirac rendrait cette fois-ci des centristes disponibles pour l'aventure d'un «parti démocrate à l'américaine» ?

Il n'est pas évident, en tout cas, que le PS soit en mesure de saisir cette opportunité. Les forces qui se sont déjà placées dans cette perspective sont en effet en position subordonnée dans chaque bloc : les fabiusiens derrière Emmanuelli, les rocardiens et les deloristes derrière Jospin. Et l'on voit mal, compte-tenu des contentieux personnels, comment fabiusiens, rocardiens et deloristes pourraient défendre ensemble cette perspective,

condition pourtant indispensable s'ils veulent l'imposer. Il semble donc peu probable que la rencontre avec les centristes et le «parti démocrate à l'américaine» soient à l'ordre du jour dès le lendemain de l'élection présidentielle.

À moins que, sur la lancée de sa campagne du second tour, ce ne soit finalement ce cheval là qu'enfourche Lionel Jospin. Serait-ce là un comportement surprenant ? On a déjà vu, dans l'histoire du Parti socialiste, bien des comportements surprenants.★

**Le 15 mars 1995**

8) Lionel Jospin a pris Jacques Delors comme président de son comité de soutien.

9) Nous n'envisageons pas dans cette série d'hypothèses, celle qui ferait que Jospin serait élu président de la République. Quoique l'exaspération des conflits au sein de la droite ne permette pas d'exclure complètement cette possibilité.

10) Cf. Alain Duhamel dans *Libération* du 9 mars 1995.

11) Bergougnaux et Manin dans leur dernier ouvrage.

## **Pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes russes de Tchétchénie !**

La guerre en Tchétchénie est une guerre contre le peuple tchétchène. La lutte contre la mafia et contre le régime «illégitime» du général Douaïev ne sont que des prétextes. La résistance des milices tchétchènes contre l'armée russe jouit, quant à elle, d'un large appui populaire. Elle a donc une légitimité réelle.

Le nationalisme du peuple tchétchène, quel que soit son contenu idéologique, ne saurait être mis sur le même pied que le chauvinisme impérial grand-russe, sur lequel s'appuie la tentative de reconstruire un Etat fort oppresseur en Russie. Une fois de plus, la démonstration est faite qu'un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre : les mesures prises contre la liberté de la presse en Russie en sont un témoignage.

La complicité des puissances occidentales avec les responsables de l'invasion de la Tchétchénie, Yeltsine en tête, est flagrante. Leur hypocrisie est évidente, lorsque l'on compare la manière dont elles ont encouragé le démantèlement de la Fédération yougoslave aux arguments qu'elles avancent pour justifier la mainmise russe sur la Tchétchénie.

Le silence lâche de la «gauche respectueuse» devant ce drame, à travers le monde, est tout aussi affligeant. La seule lueur d'espérance face à cette sale guerre est la résistance qui se développe en Russie même, où des médias refusent de se faire l'écho des thèses officielles et où les manifestations anti-guerre ont mobilisé plus de gens que prévu.

Combien de milliers de morts faudra-t-il encore en Tchétchénie, combien de cercueils de soldats russes devront encore revenir en Russie, avant que ne s'organisent des actions internationales de protestation énergique ?

Il est urgent que, partout, nous soyons nombreux à réclamer le retrait immédiat et inconditionnel des troupes russes de Tchétchénie, et le respect du droit du peuple tchétchène à l'autodétermination.

**Déclaration du Secrétariat unifié de la Quatrième internationale.**

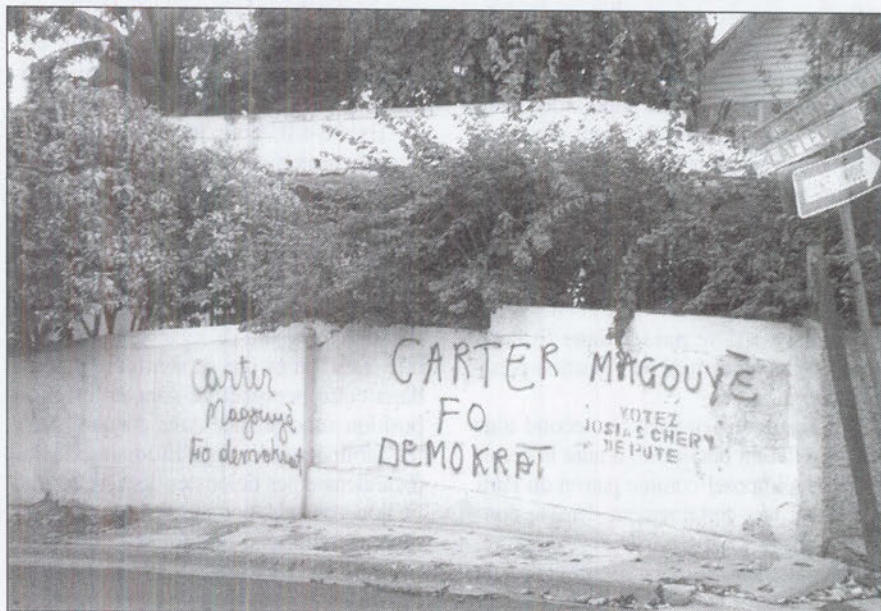
# Une dérive inquiétante

«Justice, transparence et participation», telles étaient les promesses de Jean-Bertrand Aristide lors de sa campagne électorale de 1990. Depuis qu'il est revenu au pouvoir, ces slogans ont été jetés aux oubliettes.

Arthur Mahon

**S**ous plusieurs aspects, le mouvement populaire haïtien est sorti très affaibli des trois années de dictature. Beaucoup de cadres ont été tués ou ont pris l'exil. D'importantes organisations populaires ont été démantelées. Parallèlement, de nouvelles organisations sont apparues. Mais, en général, leurs animateurs n'ont pas le niveau de conscience politique de leurs prédécesseurs. Ils sont notamment bien plus perméables aux manœuvres des occupants nord-américains.

Ces derniers effectuent un travail considérable à travers tout le pays. Sous la dictature, l'USAID et le PIREP (Programme intégré pour le renforcement de la démocratie) avaient déjà accompli un travail pernicieux. Le PIREP, dirigé par l'anthropologue Ira Lowenthal, prenait contact avec les organisations populaires et leur proposait son aide. Il repérait ainsi les cadres des organisations et tentait de les acheter, notamment en leur proposant un visa pour les Etats-Unis. Aujourd'hui, le Département d'Etat nord-américain emploie d'autres instruments. L'USAID et PIREP sont en train d'être écartés au profit de l'OMI (Organisation des migrations internationales), qui dispose d'un budget bien supérieur à celui de l'Etat haïtien. Pendant la dictature, l'OMI avait ouvert des bureaux dans trois villes du pays pour enregistrer les demandes d'asile. Les candidats au départ subissaient de longs interrogatoires. Pour justifier leur demande de visa, il leur fallait décrire leurs activités et celles des organisations auxquelles ils appartenaient. L'OMI a ainsi constitué une base de données fantastique sur le mouvement populaire haïtien. Le travail de l'OMI en Haïti a été dirigé par un ancien membre de l'armée nazi. Les services de renseignements américains ont gardé le contact avec certains des militants accueillis aux



Etats-Unis. Et depuis leur retour en Haïti, ils essayent de les utiliser à des tâches d'infiltration. Aujourd'hui, l'OMI est notamment chargée d'encadrer les militaires qui ont été démobilisés au mois de décembre. Le prétexte est de leur donner un salaire et une formation afin de les aider à s'intégrer à la vie civile. Par ailleurs, des agents de l'OMI tiennent des réunions afin de propager une propagande anti-Lavalas, donnent des cours d'instruction civique et proposent des activités rémunérées. Selon son directeur, James Purcell, «l'OMI travaille avec plus de six cents organisations communautaires», enseigne à la population «la participation dans un système politique démocratique» et «met en place des projets qui améliorent la qualité de la vie». L'OMI n'est pas le seul organisme américain à se livrer à un tel travail. L'AIFLD (Institut américain pour le développement du syndicalisme libre) propose des stages de formation, et surtout des sommes considérables aux syndicats haïtiens. Très peu refusent ces offres. De son côté, le NDI (National Democratic Institute) prend pour cible les organisations politiques et organise des séminaires d'instruction civique.

## Populisme

Face à cette œuvre gigantesque d'infiltration, le président Aristide joue un jeu fort trouble, fait tout à la fois de complicité et de concurrence. Il a laissé des hommes liés aux Etats-Unis prendre en charge des éléments clés des services de

sécurité, sans doute afin de lutter contre les complots duvaliéristes. En même temps, il tente de desserrer l'emprise américaine et de jouer son propre jeu. Il est revenu en Haïti sans disposer d'une base organisée, et encore moins d'un parti politique. Il tente de compenser cette faiblesse en s'appuyant sur une partie des organisations populaires. Elles sont nombreuses, mais ne sont souvent constituées que de quelques individus tentant de trouver un emploi ou un peu d'argent dans les allées du pouvoir. On avait déjà connu ce phénomène en 1991. Mais aujourd'hui, il prend une tout autre envergure.

Tout comme les Nord-Américains, le Palais présidentiel distribue beaucoup d'argent à des groupes de base, par exemple sous le prétexte d'accomplir quelques travaux (réparation de routes, ramassage d'ordures, etc.) qui ne sont souvent pas menés à terme. Et bien souvent, les réseaux remontant au Palais présidentiel et à l'ambassade américaine s'entremêlent, car cet aspect de la politique du pouvoir constitue un terrain en or pour les manœuvres d'infiltration de la CIA. Au mois de novembre, Aristide avait réuni au Palais national plusieurs centaines de responsables d'organisations populaires. A la stupeur des plus sérieuses, il avait, selon le bulletin *Haïti Info* (1), annoncé qu'elles recevraient de grosses sommes d'argent pour s'organiser, mais qu'il leur faudrait donner les noms et adresses de leurs membres. Ce qui, à l'époque, pou-

1) *Haïti Info*, 3 décembre 1994, vol.3, numéro 5, c. Lynx Air, Box 407139, Ft. Lauderdale, FL 33340 USA.

vait apparaître comme de l'irresponsabilité, faisait en fait partie d'une politique de corruption et de cooptation. Durant la lutte contre la dictature, Aristide avait ignoré les organisations qui tentaient avec héroïsme d'organiser la lutte sur le terrain. Aujourd'hui, il tente de les contourner en constituant à la va-vite un conglomerat d'organisations qu'il puisse contrôler et qui lui serve de masse de manœuvre. Il est aidé en cela par toute la nébuleuse qui gravite aujourd'hui autour de lui. Plusieurs journaux ont révélé récemment les salaires mirifiques et les sommes considérables que l'on dépense aujourd'hui à l'ombre du Palais, où règne le népotisme et où s'installe graduellement un pouvoir populiste assez classique.

Après la catastrophe occasionnée par la tempête tropicale Gordon au mois de novembre, des chèques ont été remis aux députés, même dans les circonscriptions qui ont été épargnées. En tournée à Jérémie, Aristide a apporté un chèque d'environ deux cent mille dollars américains, qui sème depuis la division parmi les pauvres de cette ville.

## Rester au pouvoir

Devant la montée des mécontentements, Aristide fait semblant de prendre un cours gauche. Son porte-parole, Yvon Neptune, a reconnu le 9 mars que *«le pays tout comme le peuple sont en train de souffrir»*. Il a fait porter la responsabilité sur *«ceux qui à l'intérieur du gouvernement»* ne prennent pas les mesures nécessaires, et a encouragé la population à *«exercer ses droits»* et même à manifester pour exiger la baisse des prix. Cependant, un mois plus tôt, dans une interview, l'ultra-libéral gouverneur de la Banque centrale, Leslie Delatour, reprochait au président de s'être montré *«extrêmement généreux envers certaines personnes»* telles que la très riche famille des Mews, qui se dit aujourd'hui pro-Aristide. Interrogé à ce sujet, le président a répondu : *«il vaut mieux être trop doux que trop dur»*. C'est pourtant en s'attaquant aux intérêts de gens comme Mews qu'il pourrait être possible de faire baisser les prix !

Le 7 février, pour répondre à la montée de l'insécurité, devant laquelle la police se fait impuissante, Aristide avait appelé la population à organiser des brigades de vigilance. Il s'agissait a priori d'une intention louable. Mais dans l'ambiance malsaine qui règne actuellement, où les organisations populaires sérieuses ne sont qu'une petite minorité, cet appel ne pouvait qu'être très ambigu. Dans certains quartiers, il a effectivement encouragé la population à faire la chasse aux brigands.

Et l'insistance d'Aristide et des Américains pour que ces brigades agissent en liaison avec la police et la force multinationale n'a guère été suivie d'effet. Chaque jour, la population se fait maintenant justice elle-même. Mais, parallèlement, n'importe quel individu mal intentionné peut maintenant s'estimer autorisé à monter de prétendues «brigades de vigilance» afin de renforcer son pouvoir. Et d'autant plus que de l'argent a été distribué à cette fin. On a d'ailleurs commencé à voir des anciens militaires se dire «brigades de vigilance» pour prendre le contrôle d'un quartier.

Il ne fait guère de doute que l'équipe en place veut rester au pouvoir. Il n'est pas exclu que, pour cela, il soit proposé un amendement à la constitution lors de la prochaine session parlementaire, afin que le mandat du président soit prolongé de la durée des trois ans passés en exil. Jusqu'à présent, Aristide reste épargné par la critique populaire qui reproche au gouvernement de ne rien faire pour lutter contre la vie chère et le sous-emploi. Des explosions sociales peuvent survenir à tout moment, même si la population se montre aujourd'hui très méfiante, sentant bien qu'il y a des pièges disposés partout autour d'elle. Dans ces conditions, une partie des cercles dirigeants américains pourrait être favorable à ce qu'Aristide reste en place au delà du 7 février 1996, afin de neutraliser les protestations.

Les élections, dont le premier tour se déroulera le 4 juin 1995, constituent un enjeu considérable. A cette occasion seront élus les députés, les deux tiers des sénateurs, les maires, les conseils de commune et de section rurale. Il y a plus de deux mille postes à pourvoir. Or il n'est pas du tout sûr que le travail de sape réalisé actuellement par les diverses agences américaines se révèle aussi payant qu'elles peuvent l'espérer, même si, en raison de la déception qui règne actuellement, le taux d'abstention risque d'être important. Contrairement même à ce qui s'était passé en 1990, les puissances impérialistes ne disposent guère à l'heure actuelle d'un réel parti politique à leur service.

## Privatisations

Sans doute les Etats-Unis vont-ils essayer notamment de s'appuyer sur les divers réseaux duvaliéristes. Dans plusieurs zones du pays, ceux-ci restent très arrogants, souvent avec le soutien des militaires américains. Ces derniers se laissent de plus en plus aller à des «dérapages». Dans l'importante ville des Cayes, on a même vu des officiers américains se laisser aller à brutaliser des responsables

haïtiens et les traiter de «chiens». Faute de mieux, les services américains et leurs complices s'ingénieront à créer une atmosphère de violence afin de décourager la population d'aller voter. Les assassinats politiques risquent ainsi de se multiplier. Des attentats contre des personnalités de plusieurs bords se sont déjà produits. Le 1er mars, le chauffeur du MPP (Mouvement paysan de Papaye) a ainsi été abattu à Port-au-Prince sans que rien ne lui soit dérobé. Le MPP a dénoncé ce meurtre comme étant un «avertissement clair». Cela n'a pas empêché le congrès de ce mouvement, qui s'est tenu quelques semaines plus tard, de prendre des positions fermes, notamment contre l'occupation américaine.

Les Etats-Unis craignent que l'OPL (Organisation politique Lavalas) ne remporte une victoire lors des élections. On dit que le président Aristide partage cette crainte. Cette organisation a été fondée sous la dictature par des dissidents du parti communiste haïtien, des religieux, des intellectuels, des personnalités liées à des organisations populaires. Elle a succédé à l'Organisation Lavalas, qui avait été créée en février 1991, mais n'avait pas réussi à prendre son essor. L'OPL prend peu de positions publiques, conserve un profil assez flou, et ne semble pas armée d'un programme de revendications concrètes. Mais, dans sa majorité, elle refuse de tremper dans les manœuvres du pouvoir et de se subordonner aux desiderata de la présidence. Cet esprit d'indépendance n'est pas pour plaire à un président qui s'éloigne chaque jour un peu plus des options premières de «Lavalas», notamment en matière d'éthique politique. Sous la pression du président, l'OPL va néanmoins prendre part aux élections dans le cadre d'un front où elle se trouvera associée à deux petites formations politiques, dont les exigences envers Aristide semblent bien moins prononcées.

Quelle sera l'attitude des députés de l'OPL et de ses alliés lorsqu'il s'agira de voter les mesures contenues dans le plan d'ajustement structurel que prépare l'actuel gouvernement ? Voici une question sur laquelle on s'interroge tant au Palais présidentiel que dans les agences américaines. Pour leur part, les syndicats de six entreprises visées par les projets de privatisation se sont prononcés avec clarté, en déplorant *«les conséquences sociales, économiques et politiques»* de ces mesures, ainsi que *«l'absence de transparence»* de la part du gouvernement. Elles lui ont demandé de stopper le processus de privatisation et demandé *«un débat public afin que la population puisse en connaître les conséquences»*. ★

## Introduction

Pendant plus de 50 ans des militants dans le monde entier se sont efforcés de comprendre les Etats-Unis. Depuis les élections de novembre 1994, les préoccupations sur les développements en cours aux Etats-Unis se sont accentuées. Ce numéro d'*Inprecor* consacre son dossier à la société et à la politique de ce pays clé.

L'article G. Busters sur Newt Gingrich, président républicain de la chambre des représentants explique le dernier tournant à droite dont la plus grande responsabilité repose sur Bill Clinton. Malgré deux années de prospérité économique, le président du parti démocrate a perdu le soutien qu'il avait non seulement au sein de la classe ouvrière mais aussi parmi ces capitalistes qui l'ont appuyé en 1992. La pauvreté et les attaques contre les salaires et les services sociaux propres à la décennie de Reagan-Bush ont continué. Aucune des promesses faites par Clinton — reconstruction d'une infrastructure qui est en train de s'écrouler, allègement des fardeaux que les coûts de santé les plus élevés du monde représentent aussi bien pour les salariés, de nouveaux emplois grâce à l'ALÉNA et au GATT — n'a été tenue. Cette faillite ne s'explique pas uniquement par l'incompétence personnelle de Clinton : elle révèle les profondes faiblesses de la plus puissante économie au monde. Le mécontentement populaire a mené à une victoire de la droite. L'article d'Evelyn Sell décrit le mécanisme de la victoire réactionnaire en Californie qui a produit, aussi bien, Nixon que Reagan, en analysant la victoire de la proposition 187 contre l'immigration et la mobilisation qui se poursuit contre cette loi. La Californie, un Etat d'immigrés dans un pays d'immigrés, indique comment et avec quelle facilité les immigrés d'hier peuvent être mobilisés contre ceux d'aujourd'hui.

Enfin l'article de Patrick Caligari analyse le mouvement pour la justice écologique au sein de la communauté noire.

Peter Drucker

# My name is Gingrich and I'm Frankenstein

L'article qui suit est tiré de la revue *Viento Sur*, numéro 18 de décembre 1994, publiée à Madrid.

G. BUSTER

**A** mi-mandat de la présidence de Clinton, la défaite du Parti démocrate aux élections législatives de novembre 1994 peut seulement être comparée à celle du Parti républicain en 1992, sous la direction de Bush. La perte de la majorité à la Chambre des représentants (au bout de 40 ans) et au Sénat (au bout de 8) pose à nouveau la question de l'affrontement entre l'exécutif et le législatif et du blocage politique qui en résulte, un des thèmes principaux sur lequel Clinton a gagné sa campagne en 1992 (1). Après trois ans et demi de redressement économique, tout semble indiquer que ce sont ses conséquences mêmes — l'augmentation des inégalités de revenus et la plus grande flexibilité sur le marché du travail — ainsi que la méfiance croissante face à l'inefficacité et à la corruption de l'administration fédérale, qui sont à l'origine de la défaite des démocrates. Une défaite dont les indices alarmants tiennent à la faible participation au scrutin (39 %) et à l'appui croissant que des secteurs de la population blanche salariée, qui se voient menacés dans leur niveau de vie et leur statut social, apportent à la droite populiste ultra-libérale qu'incarne le nouveau porte-parole de la Chambre des représentants, Newt Gingrich.

## L'ampleur de la défaite démocrate

Tous les sondages avant les élections annonçaient un recul important des démocrates. Mais aucun n'a réussi à prévoir pareil effondrement : la perte de 55 des 427 sièges de la Chambre, de 9 des 100 sièges du Sénat (compte tenu qu'il y a un transfuge, le conservateur démocrate de l'Alabama, Richard Shelby). A l'échelle du pays, 8 gouverneurs démocrates ont été battus, dont certaines figures aussi repré-



sentatives que Mario Cuomo à New York et Ann Richards au Texas.

Le responsable direct de cette défaite, c'est Clinton. Un sondage post-électoral de *Time/CNN* attribuait la victoire républicaine pour 50 % à un vote sanction contre Clinton, pour 24 % à l'opposition au programme démocrate et seulement pour 12 % à l'adhésion au programme républicain. Les personnes interrogées pour savoir si la nouvelle donne au Congrès ouvrirait une nouvelle étape, ont estimé à 63 % que tout continuerait comme avant, et seuls 32 % attendaient des changements politiques importants.

Le vote de protestation qui a mis fin en 1992 à la «révolution Reagan-Bush» a de nouveau eu lieu contre la nouvelle administration démocrate. Le renouvellement de génération de l'élite politique atteint déjà 25 % au Sénat et 52 % à la Chambre, alors que l'abstention poursuit sa croissance lors de chaque nouveau scrutin, et atteint 61 %. Le discrédit de la Présidence atteint avec Clinton des niveaux comparables à ceux de Nixon après le scandale du Watergate, mais le Congrès n'est pas plus populaire : en 1992, 49 % des personnes interrogées n'approuvaient pas son travail législatif et en 1994 ces chiffres ont atteint 73 %. De fait, les élections aux

1) Sur les raisons de la victoire de Clinton et le programme démocrate de 1992, voir G. Buster, «My Name is Clinton and I'm Funky», *Viento Sur*, décembre 1992.

USA se gagnent ou se perdent depuis les années 70 selon la capacité à mobiliser momentanément différents secteurs abstentionnistes parmi les salariés, qui viennent s'ajouter aux noyaux minoritaires d'électeurs fidèles à chaque parti.

L'enquête détaillée publiée par le *New York Times* (13 novembre 1994) permet d'identifier ces secteurs dont les démocrates viennent de perdre le soutien. Ils s'agit d'hommes de race blanche, entre 30 et 40 ans (ainsi qu'un second groupe, celui des plus de 60 ans), avec un niveau scolaire de base, protestants, appartenant aux deux catégories salariales les plus basses (moins de 15 000 et 29 000 dollars par an), provenant du centre-ouest et du sud du pays. Quoique bénéficiant du plein emploi ces dernières années, ils ont été déçus dans leurs attentes en espérant retrouver le niveau de vie d'avant la récession. Face à ce secteur, il faut relever la fidélité des minorités noires et hispaniques vis-à-vis des démocrates, alors que leur situation est nettement plus mauvaise.

La victoire de Clinton en 1992 s'est faite sur des bases très fragiles, malgré les espérances qu'elle a soulevées. Ses 43 % de votants ne représentaient que 24 % de l'électorat, et d'après les sondages, seuls 28 % pensaient qu'il ferait mieux que Bush. Mais on peut faire la même analyse aujourd'hui de la fragilité de la victoire républicaine au Congrès. La réalité de cette crise de crédibilité qui touche l'ensemble du système politique nord-américain, qui annonce la fin de tout un cycle qui a débuté avec la fin de la guerre du Vietnam, c'est qu'aucun parti n'est capable de préserver un bloc électoral multisectoriel et pluriculturel et qu'il se crée un immense vide en matière de représentativité à un moment clé de la restructuration économique et sociale du pays et de la redéfinition de son hégémonie internationale.

## Les conséquences de la reprise économique

Depuis le deuxième semestre de 1991, l'économie des USA a créé 5,5 millions de postes de travail, à un rythme de croissance annuel du PNB qui dépasse 3 % en moyenne et qui a atteint 4,4 % en 1994, ce qui lui a permis, après huit années, de retrouver sa place d'économie la plus compétitive au monde.

Pourtant, dans une enquête de *Time/CNN* d'octobre 1994, alors que 38 % des sondés pensaient que les USA étaient sortis de la récession (contre 9 % d'avis contraire), 54 % affirmaient que dans leur secteur, ce n'était pas encore vrai. La contradiction était encore plus flagrante

quand on considérait leur situation individuelle : 81 % affirmaient qu'elle s'était améliorée en général, mais 58 % disaient que ce n'était pas vrai pour eux personnellement.

Ce casse-tête reflète la crise sociale que provoque la reprise économique. En premier lieu, les 5,5 millions de postes de travail créés auraient dû atteindre 8 millions si on avait retrouvé le taux de croissance de l'emploi du milieu des années 80, avant la récession. Le taux de chômage est toujours au-dessus de 5 %, malgré la chute de près de 50 % du nombre de personnes qui arrivent sur le marché du travail, du fait du déclin démographique. En deuxième lieu, les salaires réels ne croissent absolument pas : le revenu moyen par foyer a chuté à 312 dollars en 1994 et un million de personnes supplémentaires se retrouvent en-dessous du seuil de pauvreté, qui est passé de 14,8 % à 15,1 % en cette quatrième année de la reprise économique. En troisième lieu, même si de nouveaux secteurs se sont incorporés au marché du travail, comme les femmes (dont les salaires ont augmenté de 16 %), le gros de la classe ouvrière, avec un niveau d'éducation de base, a vu ses revenus chuter de 14 %.

La croissance impressionnante de la productivité horaire ces quatre dernières années est due non pas à l'introduction massive de nouvelles technologies de production, mais à un accroissement sans précédent pour cette génération de l'exploitation absolue des travailleurs, avec l'extension de la journée de travail, les «contrats poubelle» et la flexibilisation du travail. La moyenne hebdomadaire de la durée du travail atteint 42 heures (dont plus de 5 en heures supplémentaires) et chez les trois *majors* de l'industrie automobile, le nombre d'heures supplémentaires par semaine est de 10, y compris 6 samedi sur l'année. Malgré la reprise, 713 entreprises interrogées par l'American Management Association prévoyaient de réduire leurs effectifs de 25 % en 1995.

Cette anorexie des entreprises a des conséquences désastreuses sur la santé physique et mentale des travailleurs. Dans l'usine de Buick City de General Motors, fin septembre 1994, sur 11 500 travailleurs, il y en a eu jusqu'à 1 000 en arrêt de travail le même jour pour cause de maladie, remplacés par 200 temporaires seulement, aux salaires inférieurs de quelque 50 %. La pression sur les cadences a provoqué une grève du syndicat pour obtenir l'embauche de nouveaux travailleurs fixes, suivie dans l'enthousiasme, qui a permis d'obtenir 779 emplois supplémentaires (2).

Les emplois créés par la reprise

concernent dans leur immense majorité le secteur des services, où les «contrats poubelle» temporaires, à 5 dollars de l'heure, ne permettent pas à de nombreuses familles monoparentales de payer un loyer ni de sortir de la pauvreté, dans le cadre d'une crise sans précédent du rêve américain, qui s'est transformé en insomnie pendant la récession de 1989-1991 et tourne au cauchemar pour de nombreux salariés à l'heure de la reprise.



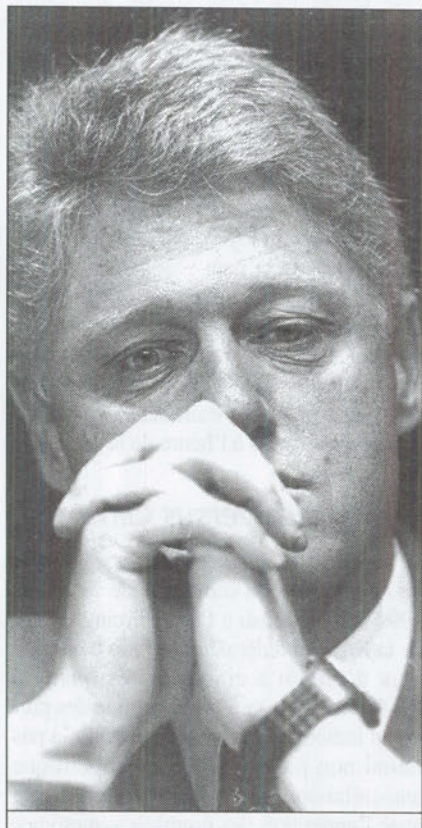
## Gingrich versus Clinton

«C'est l'économie, imbéciles !» fut le cri de guerre de la campagne de 1992. De 1990 à 1991, Bush a fait le forcing auprès de la Réserve fédérale pour faire baisser le taux d'intérêt à cinq reprises, jusqu'à 4,5 %, sans réussir à tirer bénéfice des premiers indices de la reprise. Clinton n'a pas réussi non plus à empêcher la politique anti-inflationniste de la Réserve fédérale avec l'apparition des premiers symptômes d'une légère reprise de l'inflation, qui a relevé le taux d'intérêt à cinq reprises en 1994, jusqu'à 5,44 % (avec toutefois un taux interbancaire de 8,5 %). Comme l'a résumé Clinton à Pannetta, son chef de cabinet, à la suite de sa visite au Minnesota en novembre, après avoir essuyé les plaintes des électeurs démocrates : «Chaque fois que nous créons de nouveaux postes de travail, les intérêts montent et moi je perds des voix.»

Le programme démocrate de 1992, le Nouveau pacte social, était une combinaison des idées de Robert B. Reich, l'actuel ministre du Travail et des recettes des économistes de l'école de Paul Krugman. Investissements publics en infrastructures et recherche pré-compétitive, pour subventionner la croissance de la productivité et l'extension des services sociaux universels à l'ensemble des salariés, tout en contenant les salaires. Tout cela devait attirer les capitaux flottants de l'économie globale, au prix d'une augmentation dans un premier temps du déficit budgétaire pour le rationaliser avant de l'équilibrer. Le symbole de cette offensive, c'est la réforme de la Santé, sous la houlette de Hillary Clinton.

Deux ans plus tard, Clinton a obtenu certains succès importants dans sa diplomatie économique internationale : signature du GATT, accords avec l'APEC. Mais

2) Sur la situation syndicale aux USA ces dernières années, voir Jane Slaughter, «Survivre au Toyotisme», *Viento Sur*, octobre 1994.



la signature du Traité de libre commerce, et la crise vertigineuse provoquée au Mexique, après le plan d'ajustement de Salinas de Gortari, ont exigé une intervention immédiate de Washington de 6 000 millions de dollars pour soutenir le peso. Les coupes successives dans le projet du nouveau système de santé, sous la pression de l'industrie pharmaceutique, du secteur privé de la santé et des corporations de médecins, ont eu raison du plan de Hillary Clinton, qui n'a même pas pu être formellement examiné au Congrès. La lutte contre l'influence des «groupes d'intérêts particuliers» et la corruption à Washington, s'est achevée avec la reconnaissance de la domination absolue des premiers, en particulier les plus conservateurs, et l'ouverture de procédures contre Clinton et son épouse, accusés de spéculation immobilière dans le cas de Whitewater, avec en prime le suicide de l'un de leurs plus proches collaborateurs et amis.

Cet enchaînement d'échecs a fini par renforcer le soupçon que l'administration fédérale est incapable d'opérer une redistribution au bénéfice des secteurs les plus faibles de la société américaine et que toute hausse des impôts, qui repose majoritairement sur les secteurs salariés à l'emploi stable, ne sert qu'à alimenter la corruption. Tout le discours de la campagne législative de 1994 a été dominé par la promesse d'une réduction des impôts pour la «classe moyenne».

C'est le terrain qui a permis à Newt Gingrich, le dirigeant des nouveaux

conservateurs ultra-libéraux, d'unifier la campagne du Parti républicain autour de son Contrat avec l'Amérique, une plateforme électorale à laquelle ont adhéré 300 candidats de son parti, et qui a pris la forme d'un authentique référendum contre Clinton et son programme de 1992, avec l'objectif déclaré d'en finir avec les restes de l'Etat providence aux Etats-Unis.

La réduction d'impôts pour la «classe moyenne» proposée par les républicains, pour un coût total de 147 000 millions de dollars, devra s'accompagner d'une réduction de 176 000 millions de dollars dans les programmes sociaux, qu'il s'agisse des subsides à l'agriculture (2 500 millions) ou à la santé (9 000 millions). Comme il apparaît dans l'encadré, il s'agit d'une attaque directe et brutale contre les secteurs les plus exposés de la population. Malgré ces coupes claires, le déficit budgétaire atteindra encore en l'an 2000 un montant de 365 000 millions de dollars, ce qui obligera à une nouvelle vague de coupes pour atteindre l'équilibre budgétaire que promet le Contrat avec l'Amérique pour l'an 2 002. Mais le propre responsable de la commission du budget du Congrès dans les années 80, Rudolph Penner, croit que c'est «irréaliste», parce que *«tous les ministères devraient alors être réduits à leur plus simple expression»*.

Tout comme Clinton en 1992, Gingrich a promis de changer la situation politique en 100 jours, avec un train de mesures d'urgence. De sa capacité à le faire avant les élections présidentielles de 1996 dépendront en grande partie la campagne électorale et l'avenir d'une paix sociale qui, après l'explosion de Los Angeles, se maintient très difficilement et au prix d'une poussée de la criminalité sans précédent depuis les années 30. Gingrich n'est que le président de la Chambre, mais il jouera un rôle décisif dans la désignation du candidat républicain.

Entre-temps, l'arrivée de l'ultra droitier Jesse Helms à la commission des Affaires étrangères du Sénat, du néolibéral D'Amato à celle de la Banque, de Hatfield à celle des Appropriations ou de Dominici à celle du Budget de la Chambre, supposent le blocage complet de toute mesure démocrate, dans la foulée du programme de 1992, durant les prochaines années.

### Que peut faire Clinton ?

Après les élections de novembre, 58 % des personnes interrogées considèrent que le Parti démocrate doit présenter aux élections de 1996 un candidat autre que Clinton. Il n'était pas difficile il y a deux ans de prévoir que les «nouveaux démocrates» du Democratic Leadership Council

seraient incapables de mener à bien un programme lourd d'incohérences. Aujourd'hui, un secteur accuse Clinton d'avoir trahi cette orientation en se laissant mener par une prétendue gauche démocrate, représentée par Hillary Clinton. Sa recette consiste à rechercher l'initiative politique sur les terrains où la Présidence peut agir sans l'accord du Congrès, comme en politique extérieure, et démontrer le programme de politique intérieure républicain en l'adoptant et en obligeant le Congrès à passer des accords bipartites qu'ils ne peuvent pas refuser. Le premier effet de cette orientation a été la proposition de Clinton d'une réduction démocrate des impôts pour la «classe moyenne» (500 dollars par enfant, des encouragements à recourir à des pensions privées et pour l'enseignement supérieur), pour un montant de 60 000 millions de dollars en cinq ans.

Pour les secteurs les plus libéraux du Parti démocrate, il est inutile de prétendre disputer ce terrain aux républicains, ni de faire des concessions en matière de réduction des programmes sociaux, parce que cela ne fera que les déporter vers la droite, avec une pression croissante sur la Maison blanche. Mais il est tout aussi inutile de vouloir remettre en marche le programme de 1992, du fait du blocage du Congrès et du climat politique créé par la victoire républicaine. Sa stratégie vise à rendre le nouveau Congrès républicain responsable de la polarisation sociale croissante, de bloquer et d'opposer un veto à ses initiatives législatives. Le nouveau président du Parti démocrate, Christopher Dodd, a été désigné récemment pour satisfaire ce secteur.

Les conclusions ne sont pas difficiles à tirer, pas plus qu'elles ne l'étaient, malheureusement, il y a deux ans. Le blocage politique sera constant au milieu d'une polarisation sociale croissante, et les espoirs d'une grande réforme et d'une régénération internes soulevés en 1992 continueront à s'effondrer, tandis que Clinton cherchera en politique extérieure une initiative politique qui lui est interdite par le Congrès sur le plan interne. Mais la pression de la nouvelle droite républicaine peut le pousser en permanence, sur ce terrain également, à des contradictions. Et les élections de 1996 se tiendront dans un climat de frustration plus grande encore qu'en 1992.

Pour la classe dirigeante de la puissance mondiale hégémonique elle-même, s'adapter au nouveau désordre mondial commence à devenir difficile.★

Décembre, 1994

## **«Le Contrat avec l'Amérique» de la droite républicaine**

Nous, membres républicains de la Chambre des représentants et citoyens qui aspirent à y être élus, nous ne voulons pas seulement changer la politique actuelle mais, ce qui est plus important, restaurer les rapports de confiance entre le peuple et ses représentants élus.

Aussi, en ces temps d'ambiguïté officielle et de fausses promesses, nous voulons proposer un programme détaillé pour la rénovation nationale, un engagement écrit indéfectible. Les élections de cette année offrent l'occasion, après quatre décennies de domination d'un seul parti, d'élire à la Chambre une nouvelle majorité qui change la façon de fonctionner du Congrès. Ce changement historique sera la fin de gouvernements surdimensionnés, qui interviennent abusivement dans nos existences et dilapident trop facilement l'argent public. Il peut marquer le début d'un Congrès qui respecte les valeurs et partage la foi de la famille américaine.

Comme Lincoln, notre premier président républicain, nous voulons agir «avec la fermeté du droit, tout comme Dieu nous l'enseigne». Rendre au Congrès son authentique caractère représentatif. En finir avec une période de scandales et de honte. Que nous puissions recouvrer l'orgueil d'être un peuple libre qui s'autogouverne.

Le premier jour de la 104<sup>ème</sup> législature du Congrès, la nouvelle majorité républicaine approuvera immédiatement les réformes fondamentales suivantes, qui visent à restaurer la foi et la confiance du peuple américain dans son gouvernement :

- ▶ Premièrement, exiger que toutes les lois qui s'appliquent au reste du pays s'appliquent également au Congrès.
- ▶ Deuxièmement, choisir un cabinet indépendant et reconnu pour procéder à un audit des malversations, des fraudes et des abus commis par le Congrès.
- ▶ Troisièmement, réduire d'un tiers le nombre de commissions de la Chambre et le personnel qu'elle emploie.
- ▶ Quatrièmement, limiter le pouvoir de tous les présidents de commissions.
- ▶ Cinquièmement, interdire le vote par procuration dans les commissions.
- ▶ Sixièmement, exiger que les réunions des commissions soient publiques.
- ▶ Septièmement, exiger une majorité des 3/5 pour l'approbation de toute augmentation des impôts.
- ▶ Huitièmement, garantir une comptabilité honnête de notre budget fédéral en instaurant son équilibre.

Ainsi, durant les 100 premiers jours de la 104<sup>ème</sup> session du Congrès, nous présenterons les projets de loi suivants, pour qu'ils soient débattus publiquement, votés dans la clarté et l'honnêteté et dont le texte sera disponible pour que l'opinion publique puisse l'étudier et l'analyser.

1. La loi de responsabilité fiscale : un amendement constitutionnel sur l'équilibre budgétaire et la limitation des impôts et la possibilité de veto présidentiel sur des aspects concrets des propositions législatives qui restaure la responsabilité fiscale du Congrès, en l'obligeant à vivre sous les mêmes contraintes budgétaires que celles que subissent les familles et les entreprises.

2. La loi de récupération de nos rues : un ensemble de mesures législatives qui aggravent les peines, éliminent les circonstances atténuantes pour «bonne foi», applique effectivement la peine de mort et consacre une partie des fonds sociaux prévus dans la loi contre le crime adoptée cet été à la construction de prisons et d'autres mesures pénales qui assurent que les gens puissent vivre sans danger dans leurs quartiers et les enfants étudier dans leurs écoles.

3. La loi de responsabilité personnelle : décourager les grossesses illégitimes et celles d'adolescentes en réduisant les aides sociales et en appliquant un programme sévère qui limite à deux ans les aides, en exigeant la recherche d'un travail, pour promouvoir la responsabilité personnelle.

4. La loi de renforcement de la famille : assurer le paiement de pensions alimentaires aux enfants de familles divorcées ; encouragements fiscaux pour l'adoption ; défense des droits des parents dans l'éducation de leurs enfants ; mesures sévères contre la pornographie infantile et subventions fiscales pour la garde des personnes âgées dépendantes qui permettent de renforcer le rôle central des familles dans la société américaine.

5. La loi de restauration du «rêve américain» : 500 dollars de subvention fiscale par enfant ; en finir avec la pénalisation fiscale en cas de déclaration commune de couples, et création de fonds d'épargne pour le «rêve américain», qui offrent des exemptions fiscales à la classe moyenne.

6. La loi de rétablissement de la sécurité nationale : non au déploiement de troupes US sous le mandat des Nations Unies et rétablissement des secteurs fondamentaux du budget de la sécurité nationale pour renforcer notre défense nationale et maintenir notre crédibilité dans le monde.

7. La loi pour l'égalité des citoyens du troisième âge : augmenter le plafond des ressources extraordinaires compatibles avec le droit à toucher une pension, pour éviter leur exclusion du marché du travail, abolir l'alourdissement des impôts de 1993 sur les bénéfices de la Sécurité sociale, et approuver les incitations fiscales pour promouvoir les assurances privées à long terme, pour que les personnes âgées puissent percevoir une plus grande part de leurs économies.

8. La loi pour le développement de l'emploi et l'amélioration des salaires : encouragements fiscaux pour le petit commerce ; baisse des impôts sur les bénéfices du capital ; renforcement de la loi de la régulation flexible et réforme, sans budget additionnel, du marché du travail.

9. La loi de réforme du système légal : loi mettant les frais à la charge des coupables ; fixation de plafonds pour les réclamations relatives aux dégâts subis ; réforme de la loi de défense du consommateur pour en finir avec la mise sous juridiction de la société.

10. La loi pour une législature des citoyens : vote, pour la première fois, pour fixer les limites de mandats des hommes politiques, pour remplacer les politiciens professionnels par des citoyens. ★

# Le combat pour les droits des immigrants continue

Le 8 novembre 1994, une proposition de loi visant à priver les immigrants clandestins et leurs enfants de tout accès aux services sociaux, de santé ou au système éducatif et encourageant les agents de l'administration à dénoncer les personnes qu'ils soupçonnent d'être entré illégalement aux Etats-Unis était soumise à un référendum dans l'Etat de Californie. Quelques heures à peine après avoir remporté 59 % des suffrages, la Proposition 187 était contestée par huit plaintes en justice dirigées contre les violations des garanties constitutionnelles en matière de respect de la procédure, de la vie privée, du droit à une protection sociale entre autres droits humains, qu'elle implique.

**Evelyn SELL \***

**L**es batailles juridiques acharnées qui devaient s'ensuivre ont reçu davantage de publicité que les résultats des élections parlementaires. Les opposants à la Proposition 187 dénonçaient la multitude de transgressions des libertés constitutionnelles qu'elle impliquait, s'appuyant notamment sur une décision de la Cour suprême des Etats-Unis, datant de 1982, contre une loi texane prétendant interdire l'accès à l'école publique aux enfants sans papier. Suite aux plaintes déposées par les conseils d'administration des écoles de Los Angeles et de San Francisco, un juge de l'Etat a provisoirement gelé l'application de la Proposition 187 en matière d'exclusion scolaire des immigrants clandestins — cette injonction s'étendant d'ailleurs à l'enseignement supérieur (public et privé). Un juge fédéral a prévu une audition le 16 novembre pour recevoir quatre plaintes déposées par des associations de défense des droits civiques ou des personnalités, et



visant à vider la nouvelle loi d'autres de ses aspects.

Avide de capitaliser sa victoire référendaire, le gouverneur Pete Wilson, réélu à l'occasion, a immédiatement donné l'ordre de supprimer l'accès aux soins prénataux et les admissions en crèches — faisant des femmes enceintes, des nouveaux nés et des personnes dépendant de soins médicaux les premières victimes de la Proposition 187. Le procureur général Lungren a sur le champ fait distribuer aux organismes judiciaires locaux des formulaires pour la délation afin de recueillir les noms des immigrants illégaux présumés. Bien que la proposition ne concernait pas les emplois, le *Los Angeles Times* a fait état de cas de patrons imposant d'ores et déjà un contrôle des papiers préalable aux candidats à l'emploi.

Des manifestations étudiantes de protestation contre l'adoption de la Proposition 187 ont été organisées à Los Angeles, Sacramento et San Francisco. Des débrayages ont eu lieu dans plusieurs facultés de droit de l'Université de Californie ainsi qu'à l'Université de Californie-Los Angeles (UCLA). Juste avant les élections, un millier d'enseignants de Los Angeles avaient signé une déclaration affirmant qu'ils ne dénonceraient aucun étudiant ; des déclarations pré-électorales

allant dans le même sens émanaient de travailleurs sociaux ou de la santé. Leurs appels à la désobéissance ont d'ailleurs redoublé après le vote.

Il est clair que la bataille va faire rage — dans les écoles et sur les lieux de travail des différentes administrations, dans les rues et devant les tribunaux — autour des droits des immigrants ainsi que ceux des citoyens dont la couleur de la peau ou le type physique en font des cibles privilégiées du soupçon d'«immigration illégale».

## Avant les élections

La proposition référendaire a été corédigée par Harold et Nelson Ezell, anciens fonctionnaires supérieurs des services d'immigration et de naturalisation, et par le parlementaire républicain Richard Mountjoy. A l'origine soutenue par un réseau assez distendu de groupes associatifs organisés en Coalition californienne pour la réforme de l'immigration, la campagne pour la collecte d'un nombre suffisant de signatures pour obtenir la tenue du scrutin a été dopée par une subvention de plus de 100 000 dollars du Parti républicain et de ses législateurs. L'emploi d'une

\*Cet article est tiré de la revue *In defense of marxism*, numéro 121 de décembre 1994-janvier 1995.

entreprise privée spécialisée dans la collecte de signatures a permis de rassembler près de 600 000 noms, ce qui suffit pour soumettre la proposition aux voix.

Dès le début, les partisans de la Proposition 187 ont flâté les préjugés et joué sur les inquiétudes des Californiens en prétendant que le chômage était due à l'«invasion» des travailleurs sans papier venant du Mexique et d'Amérique centrale, que les immigrants clandestins dilapidaient de l'argent des contribuables par leur utilisation abusive des services de santé, que les «étrangers» privaient les enfants autochtones d'un enseignement de qualité en surchargeant les écoles et que les immigrants clandestins étaient responsables de la hausse du taux de criminalité. Ces arguments visant à désigner des «boucs émissaires» étaient bien résumés par le nom officieux de la Proposition 187 : l'initiative pour «sauver notre Etat» (ce qui donne «save our state», SOS en anglais, ndt). La campagne de soutien à la Proposition a été menée avec force événements médiatiques, publicités radiophoniques et déclarations de soutien de personnalités et d'organisations connues. Le gouverneur Pete Wilson, que les sondages prédisaient perdant face à son adversaire démocrate Kathleen Brown, a fait de son soutien à la Proposition 187 le point central de sa campagne pour conserver son mandat.

Cette attaque en règle — et bien financée — contre les immigrants n'a rencontré au départ que l'opposition de groupes n'ayant ni les ressources, ni le poids politique pour peser réellement à l'échelle de l'Etat. Parmi ceux-ci, on peut citer l'Alliance pour la mobilisation en faveur des immigrants qui a été fondée dans la région de Los Angeles en juin 1993, pour *«répondre aux attaques de plus en plus nombreuses contre les immigrants, qu'ils aient des papiers ou non, qu'ils viennent du gouvernement, de groupes ou de personnes privées. Pour défendre le respect des droits civiques et humains des immigrants indépendamment de leur statut légal. Pour défendre le droit des immigrants au travail dans la dignité, sans peur du harcèlement ou de la déportation.»* Afin de défendre les droits des immigrants, l'Alliance se proposait d'organiser des marches, des pickets, des forums publics et aussi de formuler des réponses aux attaques anti-immigrants issues des différents médias qui façonnent l'opinion publique.

Les gesticulations racistes des forces «pro-187» n'ont pas été combattues par des personnalités ou organisations ayant un poids réel avant la période pré-électorale. L'alliance des Contribuables contre la Proposition 187 n'a été formée qu'en

juillet 1994 par une coalition à l'échelle de l'Etat d'organisations ouvrières, de travailleurs de l'éducation, de la santé ou du système judiciaire. Leur première conférence publique n'a eu lieu qu'au milieu du mois d'août, l'argent collecté par leur souscription ne dépassait pas le million de dollars un mois avant les élections, et leur argument «anti-187» consistait à dire que l'immigration clandestine posait un sérieux problème mais que la Proposition ne ferait qu'empirer une situation déjà mauvaise.

Dirigée par une entreprise privée de consultants, la campagne des organisations majoritaires parmi les «anti-187» a en fait apporté de l'eau au moulin de la thématique raciste des défenseurs de l'initiative en s'adressant aux travailleurs blancs avec l'argument suivant : *«si des centaines de milliers d'étudiants sont chassés de l'école, ils commettront des crimes dans les rues où on les aura rejetés, si les immigrants clandestins n'ont pas accès à la santé et que leurs enfants se voient refusé le droit d'être immunisés, ils répandront des maladies dans toute la population»*. De gros efforts ont été déployés en coulisse pour «ne pas brusquer» les candidats du Parti démocrate et pour ne pas exiger d'eux qu'ils prennent position fermement contre la Proposition 187 et il y a eu des tentatives pour étouffer les manifestations de rues organisées par la communauté latino-américaine et les étudiants.

### **La mobilisation des Latinos et des lycéens**

Le 16 octobre 1994, au moins 100 000 personnes ont parcouru les deux kilomètres séparant le quartier latino de Eastside de l'hôtel de ville de Los Angeles pour protester contre la Proposition 187. Une telle affluence est sans précédent, même le moratoire des Chicanos de 1970 n'avait fait descendre «que» 25 000 manifestants dans les rues. Majoritairement Mexicains, Chicanos (les américains d'origine mexicaine nés aux Etats-Unis) et centro-américains, les marcheurs «anti-187» incluaient aussi des contingents coréens, philippins, asiatiques, afro-américains ou «anglo». Manifestaient aussi des membres des syndicats des employés de l'hôtellerie, du Syndicat unifié des enseignants de Los Angeles, du Syndicat des travailleurs de la confection (ILGWU), du Syndicat unifié des travailleurs de l'électricité et de l'Union internationale des employés de maison. Au meeting qui s'est tenu sur la place de l'hôtel de ville, sont intervenus des représentants connus de la communauté latino-américaine ainsi que le président de la Conférence des chrétiens du Sud.

### **Proposition 187 \***

«Cette initiative sur le statut des étrangers illégaux propose de [les] empêcher d'être bénéficiaires des services sociaux publics, des services de santé publique (sauf cas d'urgence en accord avec les lois fédérales) et d'une inscription de les écoles publiques.

Elle exige des administrations locales et de l'Etat qu'elles dénoncent les personnes suspectes d'être des étrangers clandestins. Impact fiscal : une économie annuelle dans les budgets locaux et de l'Etat d'environ 200 millions de dollars, avec en contrepartie des frais administratifs s'élevant à plusieurs dizaines de millions de dollars (possiblement 100 millions de dollars la première année). Remise en cause des milliards de dollars de subventions fédérales pour la Californie.»

**\* Extrait du document officiel d'information des électeurs, publié par le Comté de Los Angeles**

L'énorme manifestation et le meeting consécutif, de même que les actions de masses qui ont suivi, ont eu un impact significatif sur les sondages d'opinion. Les avis favorables à la Proposition 187, qui planaient à 60 % sont redescendus à 51 % pour faire pratiquement faire jeu égal avec les «non» à la veille des élections. Réagissant à ce qu'ils percevaient de l'opinion publique et parce qu'ils étaient engagés dans des batailles électorales acharnées, des candidats de premier plan du Parti démocrate, comme le sénateur Dianne Feinstein, ont annoncé leur opposition à la Proposition 187 — ce qui n'a pas empêché cette dernière de dire dans son meeting électoral du 6 novembre qu'il fallait que les électeurs *«la laisse retourner à Washington... pour y faire adopter une loi correcte pour faire cesser l'immigration illégale aux frontières»*.

Parallèlement à la mobilisation de masse du 16 octobre, les actions des étudiants ont constitué les plus marquants des événements «anti-187» jusqu'au jour du scrutin. Le 1er novembre, des étudiants ont débrayé dans huit établissements de Los Angeles. Le lendemain, plus de 10 000 jeunes sont partis en manifestation dans plus de 30 écoles de Los Angeles et ont pris part à plusieurs meetings : devant l'immeuble de l'administration fédérale à Westwood, dans la *South-central street* et sur les marches de l'hôtel de ville. Des actions similaires ont été menées par des étudiants des villes voisines et du Comté d'Orange. On estime à 4 000 le nombre

d'étudiants ayant pris part aux débrayages le 3 novembre, dont 1 000 jeunes venus des nombreux lycées, et qui se sont rassemblés sur la pelouse du *college* de Cerritos. Des manifestations dispersées ont également eu lieu dans tout le Comté de Los Angeles le 4 novembre.

L'administration unifiée des écoles de Los Angeles et des politiciens latino-américains ont appelé les étudiants à rester en cours. Le cardinal Roger M. Mahoney, un opposant virulent à la Proposition 187, s'est également élevé contre les débrayages étudiants ; il a félicité les étudiants pour «leur intérêt passionné pour ces élections» mais leur a demandé d'attendre la fin des cours pour combattre la Proposition 187. Dans un autre meeting organisé par les Contribuables contre la Proposition 187, les étudiants ont été pressés de se conformer à une liste des «dix meilleurs moyens» pour faire barrage à la Proposition 187, une liste incluant : la participation à une permanence téléphonique, le port d'un autocollant disant «non à la Proposition 187» sur leur cartable, l'organisation d'une opération de lavage de voitures entre autres opérations visant à collecter des fonds pour payer la publicité à la radio ou de se cantonner aux efforts plus strictement électoraux pour battre la Proposition 187. Pourtant, les actions locales des étudiants se sont poursuivies et la veille du scrutin, ils ont massivement participé à une manifestation devant l'hôtel de ville avec un grand nombre de travailleurs de la confection du district de Los Angeles.

Inquiets des troubles qui pourraient se produire s'ils essayaient de réprimer le mouvement, la plupart des directeurs d'écoles n'ont pas pénalisé les protestataires. Dans certains cas, des enseignants et des membres de l'administration ont même accompagné les étudiants dans leurs manifestations, leur fournissant des porte-voix, organisant un retour des manifestants sur le campus en bus scolaires et en n'essayant pas de faire rentrer dans les rangs les jeunes activistes. Dans un établissement pourtant, six heures de retenue ont été infligées à 700 étudiants qui avaient manifesté devant l'immeuble de l'administration fédérale de Westwood.

## La direction étudiante

L'administration scolaire et les services de police se sont rencontrés pour planifier la réponse à d'éventuelles réactions «violentes» si la Proposition 187 venait à être approuvée par les électeurs. Le jour du scrutin, le Département de police de Los Angeles a été placé en état d'alerte, et des membres des unités anti-émeutes étaient

ostensiblement déployés dans les rues.

Les actions des étudiants étaient dans une large mesure auto-organisées et souvent spontanées. C'est, par exemple, révoltés par les attaques anti-immigrants clandestins de la campagne de Pete Wilson, que des étudiants des lycées ont fondé le Mouvement étudiant d'octobre (OSM) afin d'organiser des meetings anti-Wilson durant le mois précédent les élections. Un dirigeant de premier plan de l'OSM avait par exemple milité chez les Californiens unis contre la Proposition 187, un mouvement plus important qui a organisé une conférence estivale où des centaines de lycéens et d'étudiants ont pu discuter des méthodes de mobilisations. Des organisations étudiantes plus anciennes, comme le Mouvement étudiant chicano de Aztlán (MEChA), se sont jointes à ce que l'on a appelé le «mouvement étudiant». Les objectifs principaux des directions de ce mouvement étaient de pousser les étudiants à s'impliquer dans des activités politiques traditionnelles, à tenir des meetings ou à organiser des marches à l'échelle des circonscriptions électorales le 5 novembre.

En septembre, des lycéens ont commencé à discuter de débrayages contre la Proposition 187. Mis en garde contre les manifestations en dehors de leurs écoles par des organisations «anti-187» (comme le MEChA ou les Californiens unis) et par des dirigeants de premier plan de la communauté chicano (comme la présidente du conseil du Comté de Los Angeles, Gloria Molina), beaucoup d'étudiants ont exprimé leurs sentiments anti-187 à travers des pétitions, des réunions ou des assemblées générales dans les écoles, des meetings en dehors des heures de cours ou des activités électorales. Dans d'autres cas, selon un reportage du *Los Angeles Times*, ce sont des étudiants non-organisés qui ont pris l'initiative d'appeler les jeunes à quitter les salles de cours. C'est le cas par exemple de Mariela Flores, âgée de 15 ans, qui a interpellé ses camarades de classe et les a poussés à se joindre au mouvement de débrayage. Elle a été poussée à prendre cette initiative après avoir vu le film *El Norte* et après s'être dit qu'il «décrivait bien la situation qu'elle vivait et que cela ne faisait qu'empirer».

Il semble aujourd'hui que les jeunes vont continuer sur la lancée de ce mouvement de débrayage et d'intervention des étudiants dans la bataille politique. Il y a un fort potentiel pour la constitution d'un mouvement étudiant vigoureux — mais le danger existe aussi que ces jeunes soient phagocytés et remis dans «le droit che-

min» par les organisations traditionnelles. A ce titre, les étudiants devront résoudre les mêmes problèmes auxquels sont confrontées les autres forces qui s'opposent aux attaques contre les immigrants.

## Dangereux clivages

Un mouvement durable pour la protection et l'extension des droits des immigrants devra dépasser les divisions ethniques et raciales révélées par les débats et les prises de positions de la campagne électorale ainsi que par les résultats du vote eux-mêmes. Le *Los Angeles Times* rapporte que les débrayages pré-électoraux au lycée Leuzinger ont «cristallisé l'hostilité entre Latinos et Afro-américains. Que dans certains cas, des Latinos ont vu leurs camarades de classe noirs attendre avec allégresse qu'ils soient renvoyés de l'école. Parallèlement, des étudiants noirs ont vu leurs camarades latinos leur reprocher l'existence de la Proposition 187».

Un enseignant afro-américain d'une école du *South-Central* a affirmé qu'il ne pensait pas que «nos frontières, notre système d'Etat-providence ou notre système scolaire devaient être en libre-service. Cette proposition [la 187] dissuadera peut-être des gens de traverser la frontière, par qu'ils se sauraient sous haute surveillance. Ils réfléchiront désormais à deux fois avant de rentrer dans notre pays pour y trouver un travail et des faux papiers... Ainsi il y aura moins de personnes en concurrence pour les services sociaux. Nous avons déjà bien assez de personnes dans le besoin.»

Un membre de la Commission pour l'éducation des Noirs du district scolaire de Los Angeles s'est plaint que «l'argent public soit dépensé pour les immigrants clandestins». Un cofondateur de la Croisade de la fraternité et président pour l'Etat du Congrès pour l'égalité raciale a déclaré que si on ne fait rien «les enfants légitimes de Californie ne pourraient pas bénéficier pleinement du fait qu'ils y vivent. La Proposition 187 ne ferme pas les frontières mais ne fait que supprimer l'effet magnétique qui attire les gens ici. Quelque chose doit être fait pour stopper l'escalade du coût social supplémentaire ou alors aucun habitant de l'Etat ne survivra.»

Un nombre significatif de Latinos étaient également favorables à la Proposition 187. Comme l'expliquait un immigrant légal «si vous en discutez avec les Latinos qui sont ici depuis des années et des années, vous verrez qu'ils sont pour. Les gens qui ont immigré légalement pensent que cela leur ouvrira des opportunités. Et, bien entendu, cela leur en ouvrira»

Il est faux d'affirmer comme l'ont fait

plusieurs commentateurs, que les électeurs blancs ont approuvé la Proposition 187 à une écrasante majorité, tandis que les électeurs membres des minorités s'y seraient majoritairement opposés. La cruelle réalité des faits est que si 56 % des électeurs afro-américains ont voté contre la Proposition 187, 44 % d'entre eux ont voté pour et que si 54 % des électeurs d'origine asiatique ont voté contre, pas moins de 46 % l'ont approuvée. Il s'est même trouvé 22 % des électeurs latinos pour approuver la Proposition 187 (78 % d'entre eux votant contre). Dans un quartier du sud de Los Angeles, peuplé principalement par des Latinos et des Noirs, la Proposition 187 a été soutenue par une étroite majorité. Il y a une explication toute faite à ces chiffres : la très mauvaise situation économique de la Californie a créé une atmosphère d'insécurité, de peur et de ressentiment très aigus. Dans ce contexte, la désignation de boucs émissaires par les patrons et par les politiciens à leur service ont convaincu beaucoup de travailleurs du fait que leur problèmes étaient causés par les immigrés clandestins qui prendrait une trop grosse part d'un gâteau qui tombe en miettes.

Les militants du mouvement syndical, ceux des mouvements pour l'égalité des droits ou pour les libertés démocratiques, ainsi que les révolutionnaires, sont confrontés à la tâche ardue consistant à dépasser les divisions mises en lumière par la victoire électorale de la Proposition 187. Il faudra qu'ils soient imaginatifs pour réparer ces déchirures au sein de la classe ouvrière et pour que soit poursuivi le combat exaltant des opposants à la Proposition 187. ★

Los Angeles, novembre 1994



# Justice sociale et écologie

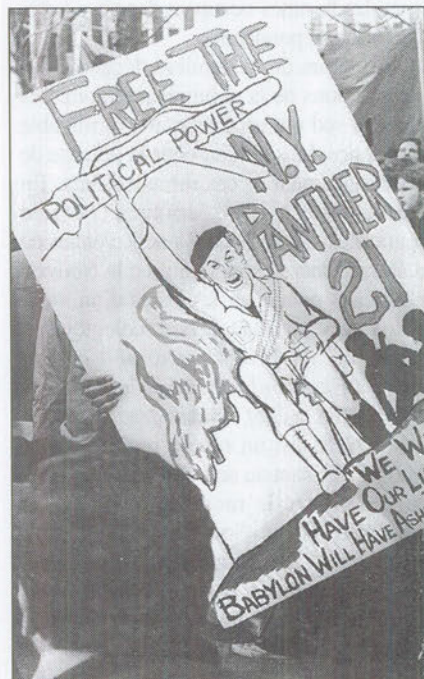
**Les minorités ethniques des Etats-Unis sont les premières à être frappées de plein fouet par la pollution. C'est en effet d'abord dans leurs villes, leurs quartiers et leurs ghettos que les usines déversent leurs produits toxiques et que sont installées les décharges de déchets industriels. Selon certains rapports officiels, le taux d'intoxication moyen est deux fois plus élevé chez les enfants noirs que chez les enfants blancs.**

**Patick CALIGARI**

**D**ans la cité des Anges, 71 % des Afro-américains et 50 % des Latinos vivent dans les zones les plus polluées contre 31 % des Blancs. Avec les couches pauvres de la population blanche, les minorités sont donc les premières victimes d'un système de production qui épuise les ressources naturelles sans satisfaire les besoins sociaux et qui, dans la logique folle de la course au profit, assassine les populations les plus démunies. Comme toujours aux Etats-Unis, la question raciale surdétermine l'ensemble des questions.

Comme l'écrivait récemment l'ancien président de l'Association nationale pour le progrès des gens de couleur (NAACP), le révérend Ben Chavis Jr, c'est en effet la discrimination raciale qui ordonne et répartit — volontairement — le poids des pollutions, des empoisonnements, des intoxications et qui décide, en dernier ressort, de la vie et de la mort de certains secteurs de la société nord-américaine.

S'il est vrai que les émanations toxiques ne connaissent ni les frontières naturelles, ni les barrières de classe, ni les fossés inter-raciaux, il n'en est pas moins vrai que ne sont pas neutres, mais bien marqués racialement et socialement, les lieux où éclatent les catastrophes écologiques et les localités où, au quotidien, res-



pirer, travailler, dormir et manger signifie s'intoxiquer progressivement.

Race et classe sont donc ici inextricablement enchevêtrées bien que l'on ne puisse ni réduire l'une à l'autre ni les confondre.

## Old Dixie et la justice écologique

C'est donc au cœur même de Dixie (les Etats du sud), parmi les masses noires, que la prise de conscience des menaces écologiques s'est greffée sur une conscience citoyenne dont les aspirations sont encore loin d'être satisfaites. En cela, sous des formes nouvelles, le Mouvement pour la justice écologique apparaît pour certains observateurs comme le phénomène de masse qui est à même de reprendre le flambeau mal éteint du mouvement pour les droits civiques des sixties.

Les Etats-Unis comptent aujourd'hui environ 7 000 groupes se réclamant de la «justice écologique». Créés pour la plupart à la fin des années 80, ces groupes sont essentiellement composés de militants trop jeunes pour avoir connu les batailles des années soixante ; pourtant, à l'évidence, il y a une profonde filiation avec le mouvement qui avait «secoué les masses du sud». Cette filiation apparaît dans les

formes de lutte et d'organisation et dans le discours très inspiré qui n'est pas sans rappeler ceux de Luther King dans leur «radicalisme moral» : manifestations, pétitions, boycotts, enquêtes, propositions de lois, travail d'éducation et d'organisation au sein des communautés, etc. D'autre part, et c'est un fait relevé par tous les observateurs, les femmes occupent dans ces luttes une place prépondérante.

Au cours de la dernière décennie, les organisations de la communauté noire des Etats du sud ont accumulé une formidable expérience dans la lutte pour la défense de l'environnement et des droits sociaux. En décembre 1992, 2 500 personnes (70 % de «minorités» et 30 % de Blancs), venues de quatorze Etats se sont réunies à la Nouvelle-Orléans pour jeter les bases d'un vaste mouvement pour la «justice écologique» à l'appel du *Southern Organizing Committee for Economic and Social Justice* (SOC) et de la *Gulf Tenant Organization*.

Le SOC est un réseau multiracial de groupes agissant au sein des communautés du sud contre le racisme, la guerre et l'injustice sociale. Son manifeste est sans ambiguïté et très caractéristique dans son langage et dans ses conceptions de l'approche politique des mouvements sociaux qui se développent aujourd'hui aux Etats-Unis :

*«Notre mouvement, animé par des gens de couleur, par des pauvres et par des gens issus de la classe ouvrière est un mouvement à objectifs multiples. La population doit en effet faire face à tant de problèmes pressants, que les gens ne se réunissent jamais pour discuter de la lutte contre la pollution sans aborder, en même temps, la question des brutalités policières, du chômage, de la santé, du logement et de l'éducation. Nous commençons à tisser des liens entre ceux qui travaillent à la sauvegarde de leurs quartiers et ceux qui s'organisent contre leurs conditions mortelles de travail. Nous commençons aussi à toucher les communautés ouvrières blanches qui mènent la lutte pour la vie, contre l'empoisonnement de leur environnement. Nous combattons pour une révolution environnementale qui peut sauver la terre et ses habitants. Afin d'arrêter la destruction causée par la société moderne, nos processus de production doivent être profondément modifiés ainsi que notre utilisation des ressources. Seul un mouvement qui implique une approche globale à faces multiples peut jeter les fondements de changements aussi profonds».*

De son côté, la *Gulf Tenant Organization* est une organisation de locataires implantée le long de la «Route du cancer», cette longue bande polluée qui s'étire entre Bâton-Rouge et la Nouvelle-Orléans. La

lutte pour le droit au logement social a conduit l'association à la nécessité d'étendre son champ d'activité en recherchant des alliances : *«il ne sert à rien de se battre pour des logements décents, si en sortant de chez nous, il nous faut respirer l'air pollué par les usines pétro-chimiques concentrées le long du Mississippi».*

Enfin, le *People of Color Environmental Leadership Summit* a réuni des syndicalistes, des écologistes et des membres de la communauté noire pour débattre de l'articulation entre les préoccupations des uns et des autres. Cette conférence a constitué un événement sans précédent qui a par ailleurs pris de court les grandes organisations écologistes. Des centaines de délégués venus des quatre coins des Etats-Unis et issus de toutes les communautés — *«black, latino, native, asian, anglo»* — ont adopté «Dix-sept principes pour la justice écologique». Pour Ann Braden, co-présidente du sommet, *«si cette initiative fait partie du mouvement écologique, elle est aussi un nouveau mouvement pour la justice sociale qui doit redéfinir le terme d'écologisme pour y inclure tout ce qui touche aux conditions de vie des communautés».* De son côté, Willie Rudd, président du Syndicat des travailleurs du bois, indiquait clairement le défi auquel est consacré le syndicalisme : *«Nous sommes concernés par la vie des gens que nous représentons ou que nous voulons représenter. Si nous obtenons des conditions de travail satisfaisantes dans l'entreprise, mais que chez eux, les travailleurs sont empoisonnés par les pollutions diverses, c'est aussi notre problème. Nous devons également nous engager sur ce terrain».*

### **Une nouvelle frontière : une alliance progressiste**

Nombreux sont ceux qui pensent que renouant les fils de l'histoire en réanimant les aspirations du mouvement pour les droits civiques, le processus qui est en cours «secouera la Nation toute entière». Les chemins de la construction d'une nouvelle alliance, d'un «arc-en-ciel social et ethnique» sont esquissés. *«Le mouvement se développe de façon à faire place à tous»* souligne encore Ann Braden. Mais, comme dans toutes les tentatives de coalition, «faire place à tous» n'a de sens que dans la reconnaissance de l'«identité particulière» de chacune des composantes — qu'elle soit sociale, ethnique ou de genre — et des oppressions et exploitations particulières dont chacune d'entre elle est victime.

C'est là qu'intervient deux problèmes

essentiels qui se discutent depuis des lustres dans l'aire progressiste nord-américaine : l'indépendance du mouvement noir et la construction d'une force politique indépendante. C'était sans aucun doute le sens donné par Ron Daniels à sa candidature aux présidentielles de 1992. Il va sans dire aussi qu'une des données essentielles de cette longue marche a été constituée par la rébellion de Los Angeles (1992) et par la paix des gangs qui s'en est suivie. *«Donnez-nous un marteau et des clous et nous reconstruirons la ville»* reste de ce point de vue le slogan et le programme des jeunes membres des gangs noirs qui se sont propulsés sur le devant de la scène comme un groupe social aspirant à reconstruire la cité des anges sous «contrôle communautaire». Cette paix, sortie des cendres de South central, est ainsi une des expressions de la volonté des bannis de l'intérieur d'être partie prenante d'un monde à reconstruire.

### **Une pensée stratégique pour une gauche moléculaire**

Certaines de ces initiatives commencent à se rassembler dans des processus diversifiés et plus larges de fondation de coalitions autour d'un programme de changements sociaux. Ces coalitions naissent de la convergence d'initiatives de mouvements agissants à la base. Le Parti démocrate étant inapte — et surtout considéré comme tel par des franges militantes de plus en plus larges — à répondre aux attentes du mouvement social, de nombreux regroupements ont déjà présenté aux élections locales des candidats issus de leurs propres rangs. Des dizaines d'entre eux ont ainsi été élus au plan local et au plan des Etats tandis que des *caucus* (forums) d'élus progressistes se constituaient dans plusieurs Etats. De son côté, le mouvement ouvrier est toujours très affaibli mais il semble beaucoup moins isolé qu'au cours des années 80. Les luttes victorieuses comme celles des charbonnages Pittston, de l'Université de Yale, de la manufacture d'armes Colt sont en rapport étroit avec les choix stratégiques de sortir le syndicalisme de l'enfermement au sein des enceintes de l'usine. Le *community support*, c'est-à-dire la recherche d'appui dans les communautés et les collectivités territoriales, a été la clé qui a permis de sortir de l'isolement et de construire un rapport de force nouveau et de franchir les murs d'incompréhension et de rivalités, notamment entre les communautés. Cette recherche d'alliances concerne désormais l'ensemble des mouvements sociaux qui y

ont été contraints face aux difficultés et aux reculs que chacun d'entre eux connaissait dans son domaine d'activité propre. Tout en affirmant leur spécificité et leur autonomie, les mouvements pour les droits civiques, les droits sociaux, les mouvements des minorités, les mouvements de défense des droits des homosexuel(les), les organisations féministes, les mouvements de défense de l'environnement, forment des coalitions à géométrie variable en fonction des objectifs à atteindre. Un processus nouveau s'est ainsi mis en marche. Il a conduit les militants à développer un nouveau mode d'intervention, une nouvelle pratique politique qui s'adresse aux «autres».

C'est le *bridge building*, la construction de passerelles. Il s'agit de mettre en relation des mouvements d'intérêts divers — parfois divergents —, de les faire cohabiter et agir ensemble. Des mouvements autrefois isolés, pensant pouvoir agir seuls, se considèrent maintenant comme «partie d'une alliance en constitution». Cette stratégie n'est pas encore clairement définie : elle est à la fois «mouvement de mouvements, coalition de coalitions, convergence démocratique, nouveau bloc social, etc.». Elle varie selon la culture de chacune des organisations constituantes et est conçue sur l'idée du «droit à la divergence». Ces coalitions ne sont plus comme par le passé de simples alliances de circonstances se réduisant à une unité d'action superficielle (le «chacun pour soi ensemble»). Au contraire, ces coalitions reposent sur l'idée centrale de la «Justice pour tous» : «*Les préoccupations du mouvement ouvrier devenaient de nouveau celles des droits civiques, des femmes, des consommateurs. Il n'avait pas d'intérêt particulier à défendre mais il reprenait sa place dans la défense de l'intérêt public*». La stratégie des coalitions permet, sans les nier, de dépasser les contradictions internes aux mouvements sociaux, de franchir les divisions de races, d'origines, de sexes et les frontières d'intérêts. Elle répond à la multiplicité des sphères sociales, à la globalisation du capitalisme et à la fragmentation des pouvoirs d'une société moderne et complexe. Pour l'observateur superficiel, l'ère Reagan paraissait avoir scellé définitivement le sort des mouvements contestataires qui en leur temps avaient imposé les droits civiques et contribué à contraindre l'Oncle Sam à rapatrier ses boys d'Indochine. L'Amérique ne serait plus que la terre promise des raiders où la misère quotidienne ne serait qu'occasionnellement secouée par des jacqueries urbaines sans lendemain durement réprimées par une Garde nationale et un FBI omni-puissants. Le Black

Power a été réduit par la force, aspiré vers les classes moyennes ou volatilisé par le crack. La moral majority triomphe, le droit des femmes à choisir est remis en cause, les cliniques d'IVG. sont incendiées. Et c'est évidemment le syndicalisme défilé qui symbolise le triomphe de cette «Corporate America» qui malgré ses faiblesses continue à mettre le monde en coupe réglée tandis que le marché-roi et l'Amérique impériale imposent leur loi et leur ordre. Pourtant, le Nouveau Monde pourrait bien être un des berceaux où balbutient les prémices d'une voie nouvelle vers un monde nouveau. Est-il besoin de le dire, les résistances sont massives mais le renouveau politique qui en découle n'est encore qu'à l'état moléculaire. C'est la force d'une organisation comme Solidarity (organisation marxiste révolutionnaire) et de sa revue *Against The Current* de nous permettre d'apercevoir ce qui se passe dans le ventre de l'Amérique de la contestation et de tenter de lui donner des traductions politiques transitoires.

Paradoxalement, c'est au moment où le rapport de forces est le plus défavorable que l'idée d'une «nouvelle indépendance» sous la forme d'un «troisième parti» refait surface. C'était le sens de la candidature de Ron Daniels en 1992 ou d'un groupe d'initiatives comme *Labor Party Advocates*. L'irruption de cette question du «troisième parti» dans certains secteurs du mouvement syndical et plus généralement du mouvement social est le résultat de l'accumulation des luttes de résistance à l'offensive généralisée du libéralisme. La défense des laissés pour compte de l'*American dream*, participe de la construction d'une nouvelle conscience sociale qui s'appuie sur la diversité des mouvements sociaux et qui dessine les contours d'une nouvelle «alliance progressiste».

C'est là un facteur d'espoir et un défi politique qui donnent une force certaine à l'Amérique qui veut mettre à bas «Babylone et ses maîtres».★

## Pour un nouveau parti des travailleurs \*

La lutte au sein du mouvement ouvrier pour créer les conditions favorables la construction d'un nouveau parti indépendant des travailleurs, est plus nécessaire que jamais.

La soi-disant marrée conservatrice n'est pas irrésistible. Le fait que des orientations politiques progressistes indépendantes peuvent donner des résultats lorsqu'elles sont exprimées ouvertement, a été confirmé encore une fois par la réélection victorieuse de Bernie Sanders au Vermont. Même si Sanders a été l'objet de critiques, en partie justifiées, dans la presse de gauche, sa réélection est une importante victoire symbolique pour la gauche au niveau national à condition que nous en tirons les leçons nécessaires.

La leçon est qu'il est temps de débayer le terrain, de construire un parti qui donne la priorité à la classe ouvrière et une Amérique multiraciale.

Cette tâche peut être partiellement accomplie par une activité électorale, mais surtout par une résistance sociale active dans la difficile période que nous traversons.

L'événement le plus important de l'automne dernier s'est produit en Californie où des grèves des étudiants ont éclaté dans la phase finale de la campagne électorale concernant la Proposition 187 (voir l'article p 18) contre les immigrants. Cette proposition a été adoptée mais un mouvement en défense des droits humains des immigrants susceptible de lancer des actions de défi, a émergé.

C'est des mouvements de ce type qui ont historiquement changer les termes du débat et illustré clairement d'autres options pour les électeurs. H

\* Extrait de l'éditorial de *Against the current*, numéro 5 de janvier/février 1995



# Corruption et crime d'Etat

Au cours des derniers mois, la scène politique espagnole a été bouleversée par une série de scandales. Parmi les plus significatifs est celui qui a mis en lumière les activités du Groupe anti-terroriste de libération (GAL) et de Luis Roldan ex-directeur général de la Guardia civil. La trame du GAL et le «cas» Roldan ne sont pas comparables en dimension, mais font partie d'une seule et même rocambolesque tragi-comédie, où les rats qui vivent dans les cloaques de l'Etat et les hommes politiques sans scrupules qui s'engraissent avec l'argent destiné aux premiers, forment le corps des acteurs de la lutte appelée lutte anti-ETA. De fait l'affaire du GAL, que tout le monde donnait pour classée une fois condamnés et incarcérés les ex-inspecteurs de police Jose Amedo et Michel Dominguez, est revenue sur le devant de la scène (en juin 1993) à cause de la fuite de Luis Roldan.

**Joxe IRIARTE «BIKILA» \***

**E**n effet, par cette fuite, Roldan laisse dans une situation ridicule le ministre de l'intérieur d'alors, M. Asuncion, en l'obligeant à démissionner. D'un seul coup, Amedo et Dominguez, qui se croyaient en relative sécurité, subissent la première vague de panique : d'un côté, ils savent que le gouvernement protecteur du Parti socialiste ouvrier d'Espagne (PSOE) peut perdre le pouvoir ; de plus ils se rendent compte que le nouveau ministre de l'intérieur, Juan Alberto Belloch, n'a pas l'intention de les amnistier et maintient le système du



«troisième degré» (ils doivent revenir passer toutes les nuits en prison). Plus grave encore est qu'ils s'aperçoivent que l'argent régulièrement versé à leur famille n'arrive plus. Le juge Baltasar Garzon, qui a réouvert le dossier Marey, premier enlèvement réalisé par le GAL, a gelé les comptes des «fonds réservés» qui sont liés à cette affaire.

Les deux détenus réagissent rapidement et menacent de parler. Par la bouche de l'ex-policier Jose Amedo, le public commence à être mis au courant que Amedo et Dominguez ont accepté de jouer le rôle de bouc-émissaires, en échange de quoi ils recevaient protection et compensations économiques pour toute la vie. Ils fournissent des preuves indéniables qu'ils n'ont pas agi seuls, démentant la thèse défendue par le gouvernement espagnol, selon laquelle «le GAL n'a pas existé» au delà de ces deux fous solitaires.

Il restait clair que, comme réseau ou comme organisation (que ce soit l'un ou l'autre importe peu), le GAL fut une véritable trame noire créée et alimentée par différents niveaux de l'appareil d'Etat. L'arrestation des chefs directs des deux détenus, Planchuelo et Alvarez (qui sont accusés d'avoir préparé et exécuté diverses actions) plus celle de Jose San Cristobal, ex-gouverneur civil et ex-secrétaire d'Etat à la sécurité et de son successeur Rafael Vera, à qui a succédé Ricardo Garcia Damborenea, responsable politique du PSOE en Bizkaia

et toujours avec le même style, met en évidence la profondeur de l'implication du parti du gouvernement et des appareils de l'Etat. Les choses ne se sont pas arrêtées là. On sait aussi maintenant à quoi ont servi les fonds réservés : pas seulement pour payer des informateurs, contracter des tueurs, mais aussi pour remplir les porte-feuilles privés des chefs eux-mêmes, dont les ex-ministres Barrionuevo et Corcuera, de la soi-disant lutte anti-terroriste, qui s'auto-attribuaient des salaires supplémentaires et des primes de risque. A une politique criminelle, faisant appel pour en finir à des coups policiers et para-policiers, ce qui pose une question politique, c'est-à-dire l'existence de l'ETA, s'ajoutait une corruption sans limites. Ceux qui administraient l'argent destiné à financer cette lutte à «n'importe quel prix» s'en répartissaient une bonne part entre eux.

## **Lutte anti-terroriste et guerre sale**

Ce n'est ni la première fois, ni la dernière que des guerres sont jugées propres ou sales, mais au fond elles sont toujours une immense affaire pour les bourgeois, les politiques et les militaires. C'est pourquoi ils tiennent à ce qu'elles se perpétuent.

\* Membre du ZUTIK, organisation de gauche révolutionnaire issue de la fusion du Mouvement communiste et de la Ligue communiste internationaliste (section de la Quatrième internationale en Euzkadi).

Dans cette affaire, peu importe de savoir si la guerre sale a été créée par le PSOE ou s'il a hérité de quelque chose qui existait, mais lui a ajouté sa propre empreinte. Les données indiquent que le PSOE a trouvé différents réseaux et expériences (les ATE, AAA, GANE, guerrilleros du Christ-roi et bataillons basco-espagnols qui ont laissé derrière eux un solde de 37 morts et 166 blessés), mais au lieu de les démanteler il en a profité et les a rendu les plus puissants possible. Il faut se rappeler que le PSOE est arrivé au gouvernement en pleine vague post-putchiste (23 février 1982). Cela a produit un repli centriste dans la question nationaliste en réinterprétant de manière restrictive les statuts d'autonomie, exigeant une main plus dure contre le nationalisme radical et armé de l'ETA. Cédant à ces pressions le PSOE a adapté la loi anti-terroriste et a préparé le plan ZEN (Zona Especial Norte) qui donnait des pouvoirs spéciaux aux corps de sécurité de l'Etat placés dans les Communautés autonomes basque et Navarre (les deux communautés qui forment l'Euskadi sud), c'est-à-dire que la loi a été appliquée dans sa version la plus extrême en couvrant mauvais traitements, tortures, etc. Malgré cela, ils n'ont pas réussi à vaincre l'ETA qui à cette époque avait une grande capacité opérationnelle et un soutien politique et social en hausse. Ils ont alors décidé d'en finir avec ce qu'ils appelaient le «sanctuaire français». Ils ont compté pour cela sur le gouvernement frère du parti socialiste français, qui prendra en charge de contrôler et de réprimer dans la mesure du possible le soutien que l'ETA a en Iparralde (pays basque français), à l'intérieur de la colonie de réfugiés et dans le secteur du propre nationalisme basque autochtone, mais ils ont compté aussi avec la volonté d'activer un nouveau type d'opération anti-terroriste pour frapper le plus fort possible : ainsi se met en marche le GAL.

Les policiers espagnols, avec la collaboration des fonctionnaires français et des débris de l'ancienne extrême droite française ont contracté des professionnels du crime à qui, en plus d'argent, ils offrent un soutien du «côté espagnol». Ainsi de 1983 à 1993 le mélange des maffiosi, ex-OAS et policiers espagnols va réaliser divers enlèvements, disparitions et meurtres avec des attentats terroristes.

## Gestionnaire socialiste !

Le GAL en seulement trois ans

1983-1986 a accompli 28 meurtres, 2 disparitions, 30 blessés et plusieurs enlèvements, en territoire français, et sans que les autorités françaises réagissent. Le résultat est clair : le GAL avec ses assassinats d'une part et la politique du gouvernement français d'autre part ont réussi à désarticuler pratiquement toute l'infrastructure de l'ETA en Iparralde. Roldan, connu comme «El Algarrobo» (pour sa ressemblance physique avec un bandit mythique d'une série télévisée) est quelqu'un de la génération des jeunes socialistes arrivés au PSOE la veille de sa victoire électorale et qui ont très rapidement fait leur le mot d'ordre «enrichissez-vous!».

De conseiller municipal à la mairie de Saragosse, il passe délégué du gouvernement central en Navarre. Là, il crée rapidement un noyau d'amitié au sommet du PSOE et avec une partie du patronat régional. Très vite il devient le premier civil à occuper le poste de directeur général de la Guardia civil, qui malgré son nom est encore dirigée selon des codes et des lois militaires. La Guardia civil a sans doute été créée pour les besoins répressifs de l'Etat espagnol. Depuis toujours haïe par la population, socialement isolée entre les quatre murs de ses «maisons-casernes», elle a été l'objet d'un changement d'image et de modernisation. Il s'agissait de lui donner un nouveau visage et surtout de l'adapter à l'époque, d'attirer des gens nouveaux ayant un certain niveau culturel et de la préparer à une lutte anti-terroriste plus spécialisée. En résumé, un important volume d'investissements a été effectué en matière d'armements, blindage de véhicules, réseaux informatiques et installations diverses.

Tout cela constituait un terrain d'une valeur incalculable pour celui qui pourrait combiner une apparence d'intégrité dans la lutte anti-terroriste avec une absence totale de scrupules dans l'usage et l'abus de ces outils afin de s'enrichir dans les plus brefs délais. Roldan était cet homme-là.

Avec la complicité de différents membres de la Guardia civil, il a donné des permis de construire pour des nouvelles casernes, a acheté des matériaux au double de leur valeur, tout ça en échange de pots de vin de plusieurs millions. Il a détourné des fonds réservés à ses propres comptes courants et a même réussi à escroquer l'Institut des orphelins de la Guardia civil elle-même (c'est-à-dire que celui qui présidait les funérailles des parents tombés dans la lutte anti-ETA était celui-là même qui

volait en permanence l'argent des enfants orphelins).

Mais son patrimoine a tellement gonflé que finalement un journal, «Cambio 16» a donné l'alarme et est apparue à la lumière du jour une fortune oscillant entre 2 000 et 4 000 millions de pesetas. Pas mal pour celui qui était entré en politique sans un sou, milliardaire au bout de 10 ans!

Le gouvernement a dû intervenir, la justice aussi et en très peu de temps Roldan est passé de candidat sérieux au ministère de l'intérieur à être obligé de démissionner, tout en étant soumis à une investigation judiciaire et parlementaire. En juin 1993, il a pris la fuite bien qu'en théorie il fût sous surveillance policière. Ses amis l'ont aidé, c'est clair. La liste des gens ayant intérêt à ce que Roldan ne soit pas capturé était très longue, comme on a pu le prouver grâce aux documents trouvés dans son coffre en Suisse. Le fait que le Service d'intelligence militaire (CESID) ait été l'une des mains protectrices de la fuite de Roldan est un secret de Polichinelle. Après 10 mois de fuite, Roldan s'est rendu à la police dans des circonstances pas claires. La rapide diffusion par le journal *El Mundo* de documents prétendument émis par les autorités laotiennes, selon lesquels celles-ci donnaient Roldan à la condition qu'il soit jugé seulement pour deux délits et selon le code pénal du Laos, a ouvert la porte du scandale. Le ministre Juan Alberto Belloch a reconnu à posteriori l'existence de ces documents mais en a minimisé l'importance. Mais cette histoire s'est aussi avérée fautive, puisque les autorités laotiennes n'ont pas reconnu les documents et ont même nié que Roldan ait été détenu dans ce pays. Ce nouveau scandale a dépassé largement le précédent. Dans l'actualité rien n'est vérité et tout est fiction, sauf que Roldan est détenu et que le ministre, immaculé en théorie, de la justice et de l'intérieur est enfoncé jusqu'au cou. Des diverses hypothèses qui circulent dans les couloirs politiques, la plus fiable est celle qui favorise une manœuvre du ministère de l'intérieur qui trompe Roldan grâce à des documents falsifiés (qui apparemment lui garantissent des peines très minimes). N'empêche que l'intervention combinée de plusieurs services secrets contrôlés par des ministres rivaux, ont fait échouer la manœuvre et ont laissé le ministre de l'intérieur sans défense. ★

San Sebastian, 22 mars 1995

# 35 heures avec gain de salaires !

En obtenant le 7 mars une augmentation de salaires et la confirmation du passage à 35 heures le 1 octobre prochain, les métallurgistes de Bavière ont franchi un pas décisif sur la voie de la réduction du temps de travail en Europe. La fraction la mieux rémunérée et la mieux organisée de la classe ouvrière européenne a montré l'exemple : il est possible de réduire le temps de travail tout en augmentant les salaires !

## Correspondance

**E**n 1994, alors que la reprise économique était annoncée, les patrons de la métallurgie ont tenté de mettre les travailleurs à genoux : ils voulaient obtenir la suppression de la prime de vacances (50 % de salaire supplémentaire pendant les six semaines de congés) et de réduire la prime de fin de l'année, ce qui revenait à une réduction de l'ordre de 13% du salaire annuel. Cette provocation s'est heurtée à la mobilisation des travailleurs. 1,5 millions d'entre eux ont participé aux «grèves d'avertissement» (de quelques heures) à l'appel de leur syndicat IG Metall et la grève fut votée à une très large majorité. A la veille de celle-ci la direction de l'IG Metall, devant les menaces de lock-out généralisé, signait une convention, qui prévoyait tout de même la stagnation du salaire nominal pendant une année dans la branche. Cet accord, signé dans le dos des grévistes eut un effet démoralisant. IG Metall, le plus puissant et le plus combatif des syndicats allemands, faisait preuve d'impuissance aux yeux de larges secteurs ouvriers.

Si le syndicalisme allemand est loin de

connaître l'affaiblissement du mouvement syndical dans d'autres pays européens, les années d'attaques patronales et de recul des luttes ouvrières sont loin de l'avoir épargné. L'adoption en 1985 de l'article 116 de la loi «pour la promotion du travail»<sup>(1)</sup> fut un premier coup porté à la combativité du syndicalisme, forçant ce dernier à réinventer une tactique de lutte. La montée du chômage, puis l'offensive idéologique de la bourgeoisie dans la foulée de l'absorption de la RDA, ont trouvé un mouvement syndical paralysé et ses directions embourbées dans une pratique routinière de moins en moins efficace. Baisse du militantisme et perte d'adhérents<sup>(2)</sup> en furent les fruits. Le résultat de la dernière mobilisation des métallurgistes permettra-t-il de renverser cette tendance ?

Les gains salariaux obtenus ne compensent pas totalement les pertes enregistrées au cours des années précédentes, alors que durant le seul second semestre 1994 les profits ont augmenté de 22% et le coût du travail par salarié a été réduit de 7,5%. Pour les syndicalistes

les plus combatifs l'accord signé apparaissait ainsi en deçà des possibilités, compte tenu de la volonté de lutte manifestée par la base (91 % de salariés concernés ont voté en faveur de la grève). Par ailleurs le résultat de la lutte est largement dû à la modification de la tactique syndicale

Jean Gandois, président du Centre national du patronat français (CNPFP) n'est pas content : «Quand le patronat de la métallurgie respecte l'accord sur les 35 heures, n'obtient rien sur la flexibilité et accorde 11% d'augmentation de salaire sur moins de dix-huit mois, ce n'est pas véritablement un exemple» (propos tenus lors d'une conférence de presse le 27 mars 1995, rapportés par l'Humanité du 28 mars).

1) Cet article supprime la prise en charge par l'assurance chômage des indemnités dues au titre du chômage technique, lorsque ce dernier peut être imputable à une grève. Il a été adopté à la suite de la grève des métallurgistes de 1984 — qui avait ouvert la voie de la réduction du temps de travail — au cours de laquelle IG Metall est parvenue grâce à une grève de 57 500 métallos à paralyser le travail de 155 000 autres. L'adoption de l'article 166 permet au patronat d'opposer un lock-out massif à une grève circonscrite, obligeant ainsi la caisse de grève à prendre en charge des dizaines de milliers de travailleurs (ou d'offrir le flanc à l'accusation du manque de solidarité), limitant ainsi la tactique de grèves-bouchons que les syn-

## Ce qui a été obtenu

L'accord du 7 mars prévoit une prime de 152,20 DEM (soit 530 FRF ou 3100 BEF) qui sera versée entre janvier et avril 1995; une augmentation des salaires de 3,4% au 1 Mai et une autre de 3,6% au 1 novembre 1995. Le temps de travail sera ramené à 35 heures avec compensation équivalente du salaire horaire, le 1 octobre 1995. Les primes de fin d'année (60% du salaire mensuel avant la signature de l'accord) seront augmentées de 50% à 60%, soit une augmentation du salaire annuel de l'ordre de 4% à 5%. L'accord a été signé pour deux ans★

par la direction de l'IG Metall. Tenant compte de l'article 116, cette dernière eut recours à un programme informatique permettant d'éviter les paralysies des secteurs non grévistes lors d'une grève tournante. Elle choisit la Bavière, tenant compte de la division du patronat local (nombre de petites et moyennes entreprises disposant de carnets de commandes pleins et souhaitant en finir au plus tôt avec la grève). Tactique efficace et populaire aux yeux de la population, mais qui en même temps limite l'activité autonome des salariés<sup>(3)</sup> et accroît leur dépendance envers les permanents syndicaux, véritables managers de la lutte.

Le résultat de la grève des métallos de Bavière est un encouragement à lutter pour tous les travailleurs d'Europe. La confiance des travailleurs en l'action collective sort grandie de cette lutte, même si la frange la plus combative reste sur sa faim.★

dicats combatifs en Allemagne avaient mis au point.

2) Depuis 1992 la principale centrale syndicale DGB a perdu 2,2 millions d'adhérents (elle en compte encore 9,8 millions). Les syndicats sont également atteints par le chômage et par le vieillissement de leurs membres : ainsi 35% des adhérents de l'IG Metall payent une cotisation réduite (réservée aux chômeurs et retraités) et ce syndicat a perdu 70 000 adhérents en 1994.

3) La grève ne concernait dans un premier temps que 11 000 salariés dans 22 entreprises, puis 21 000 dans 36 entreprises dans un second temps. La majorité des syndiqués de l'IG Metall n'auront donc pas pris part à la grève.

# Contre le partage ethnique !

Nous publions ci-dessous le texte de la résolution adoptée par le Secrétariat unifié de la Quatrième internationale en mars 1995 sur la guerre en Bosnie-Herzégovine.

## Secrétariat unifié de la Quatrième internationale

**L**a guerre en Bosnie-Herzégovine est le produit des projets de partage de cette république conçus entre Milosevic et Tudjman avant la guerre, repris par les «plans de paix» et relayés en Bosnie-Herzégovine par les partis nationalistes serbes et croates : le SDS (Parti démocratique serbe) de R. Karadzic et ses «Tchetniks» (milices serbes), le HDZ (Communauté démocratique croate, droite nationaliste) de Mate Boban et ses milices du HVO (Conseil croate de la défense), ont les uns et les autres construit un Etat dans l'Etat depuis le printemps 1992, soutenus par les «républiques mères» et leurs armées.

L'arrivée au pouvoir de trois partis nationalistes et les objectifs de réislamisation des Musulmans poursuivis par une partie du SDA (Parti d'action démocratique, principal parti des «Musulmans») et Izetbegovic lui-même ont fragilisé de l'intérieur cette société multi-ethnique, surtout dans les zones rurales où les communautés sont plus juxtaposées que mélangées. Ces circonstances politiques ont accentué la polarisation interne en Bosnie-Herzégovine entre ceux qui restaient malgré tout, attachés à cet Etat et à une identité du mélange le plus affirmé dans les centres urbains, et ceux qui parmi les Serbes et les Croates se sont tournés vers les projets nationalistes de rattachement à leurs républiques mères respectives.

La crise yougoslave affecte donc la société bosniaque. Et la guerre est à la fois agression extérieure en Bosnie-Herzégovine (dont la clé est à Belgrade et Zagreb) et guerre civile déchirant la république. Cette seconde dimension a pris avec le temps de plus en plus d'importance dans la mesure où Milosevic et Tudjman sont d'abord



intéressés à consolider leur pouvoir à la tête de leur propre république. Il ne sera pas possible de sauver la Bosnie-Herzégovine multi-ethnique sans accord entre toutes ses communautés — et sans lien avec les républiques voisines. Sa sauvegarde implique aussi de répondre aux peurs réelles qui favorisent les réflexes de repli sur des communités exclusives : peur de perdre son emploi, sa terre, son identité, sa vie si on ne se trouve pas à l'intérieur des «bonnes frontières». La défense des droits individuels et collectifs de chacun(e) indépendamment de sa nationalité, donc des droits des minorités, mais aussi la poursuite des criminels de guerre (sans condamnation en bloc d'un peuple) pourront seuls rétablir la confiance.

Tels sont les enjeux politiques centraux de toute alternative au plan de dépeçage de la Bosnie. La lutte pour leur réalisation implique une totale indépendance et une attitude critique envers tous les gouvernements en place et envers tous les courants nationalistes exclusifs en Bosnie-Herzégovine même et dans les républiques voisines.

Il existe une dissymétrie majeure dans ce conflit — que l'inégalité d'armement n'a fait que creuser : les nationalismes serbe et croate ont toujours nié l'existence de la communauté ethnico-nationale des Musulmans bosniaques (qui a pris aujourd'hui le nom de «Bosniaci» —

«Bosniaks» — pour se distinguer plus clairement de la communauté religieuse) ; les projets de dépeçage territorial du pays se sont accompagnés d'une volonté de détruire les traces de la civilisation musulmane.

## La question des Musulmans

L'équation «Musulmans = fondamentalistes» a été propagée depuis le début de la guerre de façon mensongère pour faire accepter à l'Occident ce type de politique. Pourtant, des trois communautés bosniaques, les Musulmans étaient à la veille de la guerre les moins religieux, parce qu'urbanisés et sécularisés depuis plus d'un siècle.

Tout en dénonçant cette diabolisation des Musulmans, nous n'avons aucune raison d'être complaisants envers des tendances fondamentalistes et nationalistes musulmanes chaque fois qu'elles se manifestent : les discours hostiles aux mariages mixtes dans la bouche ou la presse de hauts dirigeants du SDA, les pressions des organisations caritatives musulmanes en faveur du port du foulard et de la fréquentation des mosquées sont des réalités à combattre autant que les discours et pratiques similaires venant des fondamentalismes adverses. L'existence d'un projet d'islamisation de la Bosnie (notamment

porté de façon modérée par Izetbegovic) n'est pas discutable — pas plus que le soutien qu'il recherche et reçoit du côté des Etats réactionnaires islamistes.

Autre chose est d'assimiler en bloc le SDA (l'armée, le gouvernement bosniaques) au fondamentalisme. La dénonciation publique récente par cinq membres de la Présidence bosniaque de l'islamisation du 7ème corps de l'armée bosniaque (autour de Zenica, enclave musulmane), la lutte publique menée par des cadres de l'armée et par la presse non nationaliste de Sarajevo sur cette question montrent qu'il y a lutte entre des tendances opposées et non pas un processus achevé — encore moins islamisation réussie de l'Etat. Même si le pluralisme politique du premier gouvernement contrôlé par le SDA après les élections de 1990 était largement formel, le SDA est minoritaire dans l'actuelle Présidence collégiale et l'opposition non nationaliste (Parti socialiste, Parti libéral, Union social-démocrate notamment) participent au parlement bosniaque et se battent, notamment à Tuzla où ils ont été majoritaires, pour que règne un Etat de droit.

Alors que la logique du nationalisme serbe et croate est de construire un Etat dans l'Etat bosniaque et d'obtenir un élargissement territorial des républiques mères, l'intérêt de la composante laïque du SDA musulman est de maintenir la Bosnie-Herzégovine. Mais elle veut y asseoir autant que possible son hégémonie. L'attachement des élites dirigeantes bosniaques à leur Etat exprime donc des projets de pouvoir et de privatisation analogues à ceux des autres — avec toutes les méthodes des anciens «partis uniques», c'est-à-dire aussi celles des autres partis nationalistes actuels. La nature du gouvernement bosniaque s'est notamment illustrée par une orientation essentiellement tournée vers une intervention militaire extérieure pour défendre les frontières de la Bosnie-Herzégovine.

## Dénoncer le fondamentalisme

La logique militaire d'une partie de l'Armée lorsqu'elle est contrôlée par le SDA peut également être avant tout celle d'une reconquête territoriale sans véritable projet politique attractif pour l'ensemble des communautés — pire en visant un contrôle exclusif des territoires reconquis.

Notre rôle est de dénoncer ce qui favorise le fondamentalisme — à commencer par la guerre faisant des Musulmans les principales victimes et par les plans de partage ethnique de la Bosnie-Herzégovine. Il est de soutenir ceux — et notamment

celles — en premier lieu «mauvais(es) musulman(e)s» qui y résistent.

Mais il serait naïf et contre-productif de croire qu'on peut le faire (comme beaucoup de défenseurs de la cause bosniaque le font) en se taisant sur la politique islamiste, et plus largement celle du SDA — pire en désignant comme «pro-serbe» ou «tchetnik» toute expression critique à cet égard.

Même sans garantie de succès dans un contexte d'offensive de toutes les politiques réactionnaires, notre défense d'une Bosnie-Herzégovine multi-ethnique vise à s'appuyer sur les traditions de vie commune contre toutes les agressions qu'elles subissent aujourd'hui. Elle vise à soutenir et développer les résistances contre toutes les politiques de nettoyages ethniques partout où elles sont perpétrées.

## Dénoncer la politique des grandes puissances

Une atmosphère de partage de zones d'influence règne sur l'ex-Yougoslavie et les Balkans — mais dans un monde incertain. Aucune des grandes puissances ne veut ni de guerre balkanique ni d'hostilité avec la Russie d'Eltine. Cette dernière veut de son côté se réinsérer dans la diplomatie mondiale sans s'opposer à ses choix fondamentaux. Certes chaque puissance impérialiste a des alliances privilégiées quoiqu'oscillantes (les Etats-Unis cherchent à se placer en bonne posture vers le monde musulman ; l'Allemagne a soutenu l'indépendance slovène et croate et soutient les Etats-Unis dans une logique antiserbe ; la France et la Grande-Bretagne ont misé sur un pouvoir serbe fort, celui de Milosevic, dans l'optique de son alliance avec Tudjman et d'une rupture avec les Serbes de Croatie et de Bosnie). Mais aucun ne veut perdre d'hommes dans un borbier sans enjeu stratégique à leurs yeux — d'où les «gesticulations» de l'OTAN et les conflits relatifs entre les pouvoirs qui ont des forces engagées sur le terrain (prises en otage par les milices tchetniks) et les Etats-Unis (ou l'Allemagne) qui n'en n'ont pas — et qui seraient prêts à des frappes aériennes «plus musclées», mais de très haut.

Face au drame des populations civiles prises en otage, aux appels à l'intervention militaire venant des principales victimes de la guerre, l'OTAN et l'ONU se sont profondément déconsidérées — mais le reproche qui leur est fait est de ne pas avoir pris part dans la guerre. Nous devons combattre toute illusion d'une issue de la crise bosniaque par le biais d'une intervention militaire étrangère.

L'inefficacité manifeste de la défense

des populations assiégées nous permet plus facilement aujourd'hui de :

- critiquer la nature et le fonctionnement de l'ONU et de l'OTAN, mettre en évidence ce qu'est la pseudo «communauté internationale» et l'ordre qu'elle défend, montrer les aspects contradictoires de la présence de la FORPRONU et l'hypocrisie des ultimatums de l'OTAN ;

- condamner les menaces de retrait de la FORPRONU comme une autre forme d'abandon de ces populations visant à obtenir la signature forcée des «plans de paix» ; de façon générale souligner la responsabilité des gouvernements derrière les mandats inapplicables de la FORPRONU : les enclaves minoritaires décrétées «zones de sécurité» sont la règle et non l'exception dans un impossible découpage de territoires ethniques «purs». Elles ne peuvent être que des sortes de camps de réfugiés potentiels menacés en permanence de «nettoyage ethnique» et empêchés de s'enfuir vers la «forteresse Europe» ;

- insister sur le droit de se défendre, qui ne place pas sur le même plan la résistance armée à une politique de nettoyage ethnique et les forces qui pratiquent une telle politique. Mais relier cette légitime autodéfense avec un projet politique qui mobilise les populations concernées pour prendre en main leur avenir ;

- la faiblesse intérieure d'une gauche qui développerait ces points de vue et axes de lutte est la principale cause de notre propre faiblesse. Elle est d'abord le résultat d'un reflux dramatique de la conscience et des mobilisations anti-impérialistes et anticapitalistes alimenté par la crise des pays dits socialistes. Mais cela ne doit pas servir d'alibi pour atténuer la critique envers nos carences et celles, considérables, du mouvement ouvrier, de la gauche européenne face à la crise yougoslave et à la guerre en Bosnie-Herzégovine. Nous devons les combattre en développant la solidarité «par en bas» (entre syndicats, organisations de femmes, de jeunes, contre la guerre et les nettoyages ethniques, contre le racisme en soutien des médias pluralistes, etc.) : elle vise précisément à permettre sur le terrain l'expression de choix alternatifs et à soutenir les résistances organisées aux politiques réactionnaires.

Il faut soutenir ceux qui, comme le cercle 99 de Sarajevo ou les divers Conseils consultatifs serbes de cette fédération luttent à la fois contre les Tchetniks de Karadzic, et pour faire de la fédération un Etat laïc garantissant les droits des citoyens, des droits égaux à tous les peuples de Bosnie, et un projet de développement assurant à tous la dignité — ils sont aujourd'hui sous pression de tous les

partis nationalistes.

La Fédération croato-musulmane a sensiblement élargi les marges d'expression des courants non nationalistes et fourni un embryon d'alternative au projet de découpage de la Bosnie. Mais cette fédération demeure autant fragile que l'alliance des partis nationalistes croate et musulman. Son test de viabilité sera le mode de fonctionnement des «cantons», unités de base de cette fédération qui éclatera si les cantons se construisent en pratique sur des bases ethniques exclusives — comme c'est le cas à Mostar. De ce point de vue Tuzla multiculturelle, demeure un symbole à défendre, aujourd'hui menacé. La campagne d'*International workers aid* visant en premier lieu à développer la solidarité syndicaliste envers les travailleurs de Tuzla est pour nous une priorité.

### Face aux négociations...

Nous devons souligner la nécessité de reconnaître et assurer aux peuples bosniaques et des Balkans un réel droit à l'autodétermination (c'est-à-dire le droit de choisir de vivre ou non ensemble — et si oui, comment). Dans ce processus de choix il est essentiel que s'expriment tous les courants et non pas, comme c'est le cas dans les négociations, uniquement les forces nationalistes exclusives et les chefs de guerre.

Nous devons combattre sur ce plan la tendance à assimiler les nationalismes exclusifs avec la défense de droits nationaux. Mais :

- ▮ celle-ci ne donne pas de recette simple et universelle sur les modalités d'application du droit à l'autodétermination dans un contexte non-colonial de pays multinationaux aux territoires ethniquement mélangés ;

- ▮ nous sommes contre la construction d'Etats fondés sur le «droit du sang» et l'exclusion ;

- ▮ nous défendons le choix libre de sa propre identité ;

- ▮ nous refusons d'appliquer le droit d'autodétermination d'un peuple sur le dos d'un autre peuple ;

- ▮ nous devons juger concrètement quelle est la dynamique socio-économique et politique de la formation des nouveaux Etats-nations dans le contexte actuel. On ne peut combattre les tendances à la formation d'Etats ethniquement purs sans défendre à la fois un Etat fondé sur les droits individuels des citoyen(ne)s et sur les droits collectifs des peuples et communautés minoritaires qui le composent.

Sur ces bases, nous insistons :

- ▮ sur le fait qu'il n'y aura pas de paix durable si elle est injuste pour une quel-

conque communauté et si elle ne donne pas des réponses cohérentes et systématiques à la crise — ceci ne peut se résoudre par des procédures de règlements rapides entérinant seulement des rapports de force militaires ;

- ▮ sur l'impasse de tout «plan de paix» basé sur le partage ethnique de ces territoires mélangés. Les enclaves qu'ils créent seront la règle et non l'exception — ainsi que le drame durable des centaines de milliers de réfugiés et personnes déplacées ;

- ▮ sur l'hypocrisie des discours dénonçant cette guerre et fermant les frontières aux déserteurs et réfugiés ;

- ▮ sur l'hypocrisie de l'embargo sur les armes qui renforce inégalité de situation dans la guerre et espère imposer une paix par l'écrasement d'une communauté. Par contre, nous sommes contre toute campagne militariste tournée contre un peuple, contre toute logique de revanche ou de récupération militaire des territoires qui ne vise pas à permettre aux peuples de Bosnie de vivre ensemble, contre toute campagne sur la levée de l'embargo sur les armes qui prendrait une logique antiserbe et non pas de défaite des politiques d'exclusion. Nous mettons donc l'accent sur une telle défaite politique : celle-ci n'est possible que si la résistance militaire aux projets nationalistes exclusifs leur fait perdre leur base de masse et donc propose des alternatives au découpage ethnique du pays de façon à ce que chaque peuple y trouve sa place.

La solidarité la plus large possible avec les populations victimes de la guerre exclut également que nous fassions de la levée de l'embargo sur les armes en faveur des Bosniaques un point de clivage divisant les comités qui se mobilisent contre cette guerre.

### Pour la citoyenneté commune

Seule une union balkanique pourrait véritablement assurer une paix sur cet espace, si elle accorde une citoyenneté commune et une égalité de traitement aux peuples éclatés sur plusieurs de ces Etats — notamment le peuple albanais, le peuple serbe, le peuple croate. Cela serait une condition essentielle pour stabiliser les frontières entre ces Etats — en les rendant poreuses ; mais aussi pour permettre à tous ceux et celles qui assument une identité du mélange de trouver leur place.

Lancer une offensive militaire contre les Krajinas contrôlées par les Serbes sécessionnistes comme menace de le faire une partie des nationalistes croates n'est pas la meilleure façon d'y briser la domination du nationalisme serbe extrémiste et de permettre le retour des 300 000 Croates

réfugiés. La meilleure réponse est, à ce propos, de combattre une définition fascisante de la «croacité» qui en fait «le rempart de l'occident civilisé contre les barbares balkaniques» et de défendre toute la place de la communauté serbe, ses droits religieux et linguistiques en Croatie. C'est aussi évidemment de permettre les liens libres entre familles Serbes brutalement séparées par des frontières qui avaient disparu depuis des décennies. Et il est d'exiger la réciprocité pour les Croates.

De même, la meilleure façon d'éviter que la question albanaise ne se transforme en conflagration balkanique est d'accorder à la communauté albanaise tous les droits nationaux qu'ils revendiquent à juste titre en Macédoine — notamment celui d'avoir leurs écoles et universités en langue albanaise ; elle est de restituer au Kosovo l'autonomie politique qu'il avait conquise tout en assurant les droits nationaux des minorités Serbes au Kosovo ; elle est de permettre des liens multiples avec l'Etat albanais voisin.

La Bosnie-Herzégovine elle-même, où une partie des Serbes et des Croates ne voient leur sécurité que dans le lien avec la mère patrie respective, ne peut se maintenir sans lien avec des Etats voisins eux-mêmes pluri-ethniques.

Mais la politique libérale de l'Union européenne qui vise une association sélective des républiques et régions les plus riches ne peut que produire une logique de désagrégation. Sans sécurité et justice socio-économiques, sans programme de développement visant à réduire les écarts sur l'ensemble de cet espace, associés à une conception coopérative et non pas libérale de l'Europe, les Balkans demeureront explosifs. Mais une telle orientation, visant à la satisfaction des besoins des populations, socialiste en substance, implique une critique radicale du système de parti unique qui a dénaturé les objectifs et l'autogestion socialistes.★

Mars 1995

# Le FMLN nouveau est arrivé

En décembre dernier, l'Expression rénovatrice du peuple (ERP) et la majorité de la Résistance nationale (RN) ont quitté le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) afin de constituer un parti social-démocrate aux côtés du Mouvement national révolutionnaire (MNR). Afin de mieux connaître la nouvelle organisation interne du Front et de mesurer les avancées du programme de transfert des terres issu des accords de paix, *Inprecor* a rencontré Mario A. Mijango, ancien «commandant Raul» de l'ERP, coordinateur du secrétariat des Affaires agraires du FMLN et membre de la direction de la Tendance démocratique (TD), force qui a choisi de rester au sein du FMLN.

## Entretien avec Mario A. MIJANGO

### *Inprecor : Comment fonctionne le «nouveau» FMLN ?*

**M. A. Mijango :** Pour analyser les nouvelles perspectives du FMLN, il est important de revenir sur son histoire récente. A la fin du conflit armé, en 1992, deux nouvelles réalités sont apparues pour le FMLN : d'une part, le changement de contexte politique au Salvador (abandon de la lutte armée et insertion dans le nouveau cadre politique) ; de l'autre, un nouveau contexte international qui a obligé la gauche du monde entier à revoir dans une certaine mesure ses postulats historiques, afin de pouvoir construire de nouveaux schémas permettant de continuer la lutte pour la justice sociale.

Un important débat s'est alors ouvert au sein du FMLN, dans le cadre des discussions internes de chaque



parti. Une forte revendication de démocratie interne a vite surgi de ce débat. Si, pendant la guerre, tous les militants avaient respecté sans broncher une discipline militaire, avec l'apparition des nouvelles conditions politiques, chacun a considéré qu'il fallait développer le niveau de participation à l'intérieur des partis. Ainsi, parallèlement au débat sur la nécessité d'une rénovation politique et idéologique pour s'adapter à la nouvelle réalité salvadorienne, on a assisté dans chaque parti à une exigence de démocratisation interne et d'ouverture de plus grands espaces de participation, remettant en cause certaines méthodes et certaines conceptions. La participation active des cadres intermédiaires et des militants de base aux discussions a peu à peu entraîné une fragilisation des positions de pouvoir des directions traditionnelles, «historiques», de chaque parti. Celles-ci ont alors cherché à freiner le processus et à refermer les espaces de participation.

A ce propos, il faut signaler que ce débat n'a pas connu la même intensité dans l'ensemble du FMLN : certains partis ont réussi à verrouiller leurs discussions internes et ont mieux su contenir leur crise. En revanche, de par ses caractéristiques propres, l'ERP a permis une ouverture très large du débat, et il est regrettable qu'en fin de compte,

ces discussions aient eu une dérive négative, avec l'expulsion par le groupe dirigeant de l'opposition politique en son sein. Nous — puisque c'est de nous qu'il s'agit — demandions plus de démocratie et de participation interne. Tout en étant d'accord pour travailler à la rénovation des postulats idéologiques de l'ERP, nous affirmions qu'à travers cette rénovation il ne fallait absolument pas perdre de vue deux aspects essentiels : les intérêts sociaux de la population et la construction d'un modèle de société garantissant la justice sociale. Peu à peu, il est devenu impossible de débattre et la direction historique de l'ERP a décidé d'évacuer le problème en expulsant les cadres dirigeant l'opposition, y compris les membres de la direction nationale du parti.

Un important regroupement ne partageant pas les nouveaux choix idéologiques de l'ERP (1) et l'abandon des intérêts que nous avions toujours défendus s'est ainsi retrouvé du jour au lendemain «dans la nature». Nous avons traversé des moments difficiles, beaucoup d'entre nous avaient milité pendant plus de quinze ans dans les rangs de l'ERP. Nous avons envisagé diverses attitudes : arrêter définitivement la lutte

1) L'ERP a demandé son adhésion à l'Internationale socialiste et s'est officiellement proclamée social-démocrate à la mi-1994.

politique ; rejoindre n'importe lequel des autres partis du FMLN, ce que nous avons finalement exclu car si, au sein de l'ERP, qui avait connu un certain niveau d'ouverture, nous avons été confrontés à des problèmes de ce type, dans les autres partis, plus fermés, notre position risquait d'être encore plus précaire. C'est dans cet état d'esprit que nous avons choisi une troisième alternative, celle de rester unis en tant que groupe politique et de conserver notre lien historique avec le FMLN, que nous jugeons comme l'outil indispensable pour la révolution salvadorienne.

C'était d'ailleurs un de nos principaux points de désaccord avec la direction de l'ERP car, dès 1993, celle-ci a commencé à remettre en question la validité de l'existence du Front. Nous avons décidé de ne pas fonder une organisation politique traditionnelle, un parti de plus, mais d'apporter au FMLN une nouvelle manière de faire de la politique basée sur un concept organique différent : non plus l'addition de partis mais un parti unifié avec des tendances politiques en son sein. Nous nous sommes donc organisés dans une tendance formant partie intégrante du FMLN, essayant de lutter pour sa démocratisation et sa rénovation politique et idéologique, et pour qu'il ne s'éloigne pas des intérêts des classes sociales qu'il a toujours dit représenter.

Selon moi, le départ de l'ERP et de la RN, même s'il a été vécu difficilement, était devenu nécessaire parce que les contradictions internes liaient les mains du FMLN, l'empêchant de déployer son action politique, comme l'ont d'ailleurs bien montré nos résultats électoraux de 1994, période où les tensions au sein du Front étaient à leur apogée. Le départ de l'ERP et de la RN n'implique pas forcément que leurs bases et leurs militants aient tous quitté le Front. Ainsi, quand nous avons été exclus de l'ERP, un contingent important de cadres historiques et de sympathisants de l'ERP ont décidé de rester à nos côtés, dans les départements d'Usulután, San Miguel et Morazan, trois bastions historiques de l'ERP.

Un phénomène similaire s'est produit dans la RN : lors de la rupture avec le FMLN, un secteur dirigé par Marco Jimenez, actuel coordinateur adjoint du Front, a décidé de s'y maintenir. Ces gens se sont également organisés en tendance, la Tendance frontiste.

La nouvelle situation existant depuis décembre 1994 a ouvert un espace pour débattre de la démocratisation, de l'unification et de la rénovation politique et

idéologique du FMLN en tant que tel. La Convention des 17 et 18 décembre réunissant tous les délégués du FMLN a décidé à l'unanimité de travailler dans la direction d'une unification afin de transformer le Front en parti unifié avec droit de tendances politiques. Cela nous conduit à concevoir un système organisationnel de type nouveau : le parti unifié ne doit absolument pas reprendre le concept de parti unique, du style de ceux qui existaient dans les pays du bloc socialiste. Les tendances sont essentielles pour qu'existent un débat et une diversité permettant de dynamiser politiquement le parti et éviter qu'il se fossilise.

Dans ce contexte, la Tendance démocratique et la Tendance frontiste sont dans une position beaucoup plus confortable que les autres forces parce que le fait d'accepter le concept de parti unifié avec des tendances oblige les Forces populaires de libération (FPL), le Parti communiste (PC) et le Parti révolutionnaire des travailleurs centra-méricains (PRTC) à revoir leur propre organisation interne pour s'adapter à la nouvelle donne.

L'unification du parti permettra de

---

### ***Le départ de l'ERP et de la RN n'implique pas forcément que leurs bases et leurs militants aient tous quitté le Front***

---

mieux utiliser les ressources humaines et matérielles car, quoi qu'en disent certains, pendant la période de la guerre, le «cinquisme» (2) a entraîné une grande déperdition d'énergie. Chacun doit s'engager à développer le FMLN, même si à un moment donné, il se sent plus proche de telle ou telle tendance. Chaque tendance devra tendre avant tout au renforcement du FMLN en tant que parti, et seulement ensuite penser à sa propre construction.

Nous risquons d'être confrontés au fait que certains courants hégémoniques veulent diriger le Front ou, plus grave encore, le transformer insidieusement en parti unique. D'après nous, la construction d'un parti unique pourrait signifier la mort politique du FMLN, car c'est la diversité des positions politiques en son sein qui a donné lieu à des débats ouverts et productifs. Bien que ces dangers existent, je crois que les

perspectives d'avenir sont très prometteuses car nous sommes capables de construire un instrument politique adapté à la nouvelle période historique. Avec des nuances et une intensité différente en termes de volonté, les militants de tous les partis désirent travailler dans cette direction, ce qui est très positif selon moi.

La marche vers l'unification sera marquée par une nécessaire période de transition où chaque parti devra faire preuve de sa bonne volonté. Nous sommes en train de créer les instances internes chargées de veiller sur ce processus et de l'orienter. L'unification permettra d'unir le FMLN autour d'une seule ligne politique. Jusqu'à présent, une partie de nos faiblesses venait du fait que, dans la pratique, chaque parti développait ses propres positions et pouvait exercer son droit de veto contre les autres. La modification des structures internes a déjà produit des résultats positifs avec l'apparition d'un phénomène nouveau : tous les militants pensent en premier lieu au Front et ensuite à leur regroupement.

Le Front s'apprête à livrer bataille sur deux terrains. D'une part, le respect intégral des accords de paix, ce qui devrait avoir de nombreuses répercussions sociales, non seulement pour les bases du FMLN mais pour la société en général, car ces accords contiennent en essence le modèle de société démocratique que nous voulons construire dans ce pays. D'autre part, comme les autres partis, nous nous préparons pour la prochaine échéance électorale, prévue pour 1997 (élections de l'Assemblée législative et des conseils municipaux) en réactivant nos structures départementales et municipales. Nous essayerons de mener une campagne plus efficace que celle de 1994 où nous étions novices en la matière.

Je suis optimiste car je crois que nous avançons dans la direction réclamée par nos bases, qui sont très favorables à l'unification du Front. Les avancées actuelles correspondent à une aspiration de la société salvadorienne qui veut un FMLN unifié, qui ne représente pas simplement une opposition mais soit une véritable option de gou-

2) Dans tous les domaines, chaque parti a créé sa propre organisation (mouvements de femmes, équipes d'alphabétiseurs ou de promoteurs de santé, etc.). Par ailleurs, les cinq partis formant le Front devaient chacun avoir un représentant dans chacune des structures internes du FMLN. Le vote des décisions se faisait non pas de manière majoritaire, mais selon un système de quota : chaque parti était représenté par une voix, indépendamment de son implantation réelle dans le pays et avait la possibilité d'exercer son droit de veto contre toute décision jugée néfaste.

vernement. Tel est notre défi. Nous croyons que comme force de gauche, le FMLN a joué un très bon rôle dans l'opposition, mais nous voulons maintenant dépasser cela pour devenir une option de pouvoir crédible. Or pour ce faire, nous avons besoin d'un instrument politique fort, capable d'apporter des solutions aux problèmes du pays. C'est à cela que nous nous attelons en ce moment.

● **Aujourd'hui, chaque parti dispose de ses propres organisations populaires de base dans les campagnes. Pensez-vous les unifier ou garder des structures séparées ?**

Le débat là-dessus a lieu en ce moment et est intimement lié à la question de l'unification du parti. Nous sommes parvenus à un premier consensus : il est nécessaire de séparer le parti en tant qu'instrument politique des organisations populaires de base, qui sont l'expression des formes d'organisation sociale de la population. En tant que TD, nous voulons introduire un concept de séparation très claire car, au Salvador, nous avons besoin de deux expressions de la gauche : l'une sociale et l'autre politique. L'existence des deux ne suppose en aucune manière une déperdition d'énergie mais au contraire une complémentarité des efforts. Cette véritable indépendance des organisations populaires vis-à-vis des partis est indispensable. Il ne faut pas qu'elles continuent à être de simples extensions de l'appareil des partis, comme c'était le cas précédemment. La TD a proposé que les instances populaires reviennent à leur vocation originelle : s'identifier aux secteurs sociaux qu'elles représentent et travailler pour eux.

Par ailleurs, la TD considère qu'en tant qu'instrument politique légal, le FMLN doit jouer un rôle dans la vie politique du pays, ce qui lui offre de larges possibilités mais comporte aussi des limites, limites que n'aurait pas à respecter une gauche d'expression sociale. Ainsi, nous voulons que le FMLN accepte le concept d'autonomie réelle des organisations populaires vis-à-vis du parti. Evidemment, autonomie ne doit pas signifier apolitisme des membres de ces organisations. Cette nécessaire autonomie devrait permettre aux organisations populaires de prendre leurs propres décisions, de se refonder autour de leurs aspirations propres et de définir leurs plans d'action, tout en entretenant une relation horizontale

avec la gauche politique.

Le débat sur cette question est vif actuellement, car certains secteurs prétendent au contraire unifier les appareils des partis et ceux des organisations populaires au sein du «nouveau» FMLN. En fait, ce débat recoupe celui qui oppose les partisans d'un parti unique et les défenseurs des tendances. Je crois que dans ce domaine, les positions de la TD sont davantage comprises par les organisations populaires que par certains partis. Selon moi, prétendre unifier et convertir en une seule et même chose les organisations populaires et les partis pourrait conduire le FMLN à développer un très grand activisme politique interne, ce qui constituerait un facteur d'usure et réduirait sa marge de manœuvre dans la confrontation politique avec le gouvernement.

Une telle situation ne ferait que renforcer les problèmes actuels ; ainsi, le Conseil national du Front a récemment admis que nos problèmes internes nous avaient empêché de répondre aux attentes de notre électorat, et que le FMLN en tant qu'opposition politique à l'Assemblée n'est pas assez offensif. Il faut que nous arrivions à équilibrer notre restructuration interne avec l'action politique au niveau national. Le choix d'une dynamique entièrement tournée vers l'intérieur et la résolution de nos problèmes risqueraient de beaucoup affaiblir le Front en tant qu'option politique.

● **A deux mois du 30 avril, date limite de la fin du programme de transfert des terres (PTT) prévu par les accords de paix, quelle quantité de terres a-telle été effectivement transférée ? Que se passera-t-il si le programme n'est pas achevé ?**

Malheureusement, deux ans et demi après le début de ce programme, l'évaluation établie par le FMLN le 1er mars et approuvée par le gouvernement et l'ONUSAL, établissait que 55 % des terres avaient été effectivement transférées à leurs occupants. Donc, guère plus de la moitié du programme a été accomplie à deux mois du 30 avril. Le FMLN, et notamment le secrétariat des Affaires agraires, fait pression sur le gouvernement pour faire accélérer la procédure. Mais la législation salvadorienne crée de nombreuses difficultés : le processus de transfert d'un bien, quelle que soit son importance, nécessite environ quatorze étapes dont chacune a une com-

plexité propre. De la demande d'achat au propriétaire à la promesse de vente, il faut franchir de multiples phases intermédiaires (évaluation du prix, négociations, cadastre de la propriété, écritures juridiques diverses, etc.). Ce cadre juridique obsolète contribue à ralentir le processus. En outre, il ne faut pas sous-estimer la mauvaise volonté du gouvernement.

Le FMLN a exigé du gouvernement qu'il légifère, même de manière provisoire, pour accélérer les étapes et éliminer celles qui ne sont pas indispensables dans le cadre du programme de transfert des terres. Mais malgré de nombreuses tables rondes, cela n'avance guère : en février 1995, seulement 73 propriétés ont été négociées.

Il reste à résoudre le cas d'environ 400 anciens combattants de l'Armée nationale démocratique (END, armée du FMLN) et de plus de 2 000 occupants de terres sympathisants du Front. Nous sommes inquiets car le processus avance très lentement et le délai est trop court. Le FMLN a demandé au gouvernement la prolongation du délai, ainsi que la reconfirmation de la validité des certificats donnés aux occupants, théoriquement caducs le 30 avril. Nous ferons notre possible pour avancer au maximum jusqu'au 30 avril, mais il faut être réaliste, une extension du délai sera indispensable.

Le respect de cette clause des accords de paix aura des répercussions très importantes car cela stabilisera les bases du FMLN, ainsi que les anciens combattants des forces armées. D'ailleurs, il faut faire une parenthèse : quand je parle de 55 % de terres octroyées, je me réfère exclusivement au PTT concernant les anciens combattants et les sympathisants du FMLN, or, le programme de transfert pour les anciens soldats gouvernementaux est bien plus en retard encore, ce qui a récemment donné lieu à des actions très violentes de leur part (3).

Le programme de transfert des terres permettra une réorganisation de la structure économique du Salvador : l'octroi au secteur paysan d'une grande partie des terres productives du pays devrait permettre un développement dans les campagnes et l'acquisition d'un meilleur niveau de vie. Pour cela, il faudra que plusieurs conditions soient remplies : le transfert des terres bien sûr, mais également l'accès à des crédits suffisants, ainsi qu'un appui technique

3) Les anciens militaires ont organisé des manifestations très violentes à San Salvador fin janvier et début février pour exiger le respect des accords les concernant.

aidant à orienter la production. Tel est notre prochain défi.

Nous devons essayer de réussir à dépasser le niveau de pauvreté actuel. Selon moi, la seule façon d'échapper à la pauvreté, c'est de créer les conditions pour que les gens contribuent à leur propre développement et non de continuer à recevoir des aides extérieures. Si, à une époque donnée, l'assistance aux communautés vivant dans des conditions très difficiles a été indispensable, je pense que cela ne suffit pas à permettre de sortir de la pauvreté. Celle-ci ne peut être dépassée que par le développement. Dans cette perspective, nous ne devons plus accepter les aides extérieures sans contrepartie mais nous engager à les rembourser à moyen terme, afin d'être responsables vis-à-vis de ceux qui nous aident.

La TD a mené campagne auprès de ses sympathisants dans les communautés rurales pour faire évoluer les mentalités et leur faire comprendre qu'ils resteront pauvres tant qu'ils dépendront de programmes d'assistance. En ce qui concerne la propriété, autre point délicat, nous croyons qu'il faut dépasser le concept de grande propriété sociale avancé jusqu'ici par la gauche car, à l'évidence, ce modèle a échoué au Salvador, où la propriété coopérative ne s'est pas révélée être une forme d'organisation efficace. Attention, nous ne disons pas que la propriété privée est la panacée, ce qui reviendrait à reproduire les erreurs des pays de l'Est qui, après avoir admis que leur système social fonctionnait mal, ont cru trouver une solution dans le capitalisme.

La TD a été l'une des premières forces à diffuser un nouveau concept, celui d'une propriété sociale avec des caractéristiques privées : ainsi dans le cadre du PTT, chaque personne reçoit la terre en son nom propre et s'intègre ensuite à la production coopérative (la moitié de la terre sert à la production vivrière familiale et l'autre moitié aux cultures de la collectivité). Nous pensons que la création de petites unités productives constituées de propriétaires essayant de développer au maximum la valeur globale de leur terre peut se révéler très positive. De cette manière, les gens se sentent propriétaire du bien qu'ils travaillent et pour lequel ils investissent. Mais, en même temps, ils sont conscients que pour réussir à se développer il est indispensable de rester organisés. Concrètement, nous essayons d'associer la propriété individuelle avec une expression sociale collective.

Je suis très optimiste sur cette forme

d'organisation. Lorsqu'on en discute avec les paysans, on s'aperçoit que c'est le type de réponses qu'ils attendent.

En parallèle au programme de transfert des terres, un problème grave reste à résoudre : le transfert des terres des «villes nouvelles» créées par le FMLN dans les zones rurales. Lors de la guerre, de nombreux Salvadoriens durent quitter le pays pour chercher refuge à l'étranger et beaucoup d'autres devinrent des «déplacés» de l'intérieur. À l'approche de la fin du conflit, ces réfugiés et déplacés se regroupèrent pour créer de nouvelles communautés, telles Guarjila au Chalatenango, Segundo Montes au Morazan, Santa Marta dans le Cabañas, etc. Ces «villes nouvelles» sont aujourd'hui confrontées à deux problèmes majeurs : d'une part, elles ne sont pas reconnues par le ministère de l'Intérieur en tant que circonscriptions administratives et ne sont donc pas intégrées à la division territoriale et politique du pays, ce qui les écarte de tous les programmes d'appui social et de reconstruction financés par le gouvernement. Du coup, elles dépendent étroitement de l'aide internationale.

D'autre part, ces «villes nouvelles» font face à de multiples complications en matière de transferts de terres. Ces communautés, pour la plupart installées à l'origine sur des terrains agricoles non bâtis, ont acquis des caractéristiques urbaines (construction de lotissements, cliniques, écoles, petites usines, etc.) grâce à l'appui de la solidarité et de la coopération internationales. Cela a conduit les propriétaires à spéculer en essayant de vendre leurs terres au prix du sol urbain et non du terrain rural. Ils demandent des sommes exorbitantes. Dans la plupart des cas, il a été impossible de négocier la vente avec les propriétaires car ils veulent qu'on ajoute à la valeur du terrain celle des immeubles construits dessus par les occupants. Cela concerne plus de 900 propriétés et les négociations sont au point mort pour l'instant. Il sera impossible de résoudre ce problème à travers les formes actuelles du PTT, parce qu'il stipule que la volonté de vendre du propriétaire est indispensable. Le FMLN a donc demandé au gouvernement d'insituer un régime spécial pour ces «villes nouvelles» vu l'ampleur de ce phénomène et ses caractéristiques propres.

Un problème similaire se pose dans les centres urbains des anciennes zones contrôlées par la guérilla : au début de la guerre, les propriétaires ont généralement abandonné leurs maisons, qui ont été occupées par des sympathisants du

FMLN puis par des déplacés internes ou des réfugiés. Aujourd'hui, les propriétaires veulent récupérer leurs logements ou demandent des prix très élevés aux occupants. Nous avons répertorié plus de 1 300 cas de ce type dans tout le pays. Cette question ne pourra pas non plus être résolue par la voie du PTT tel qu'il existe, parce que la valeur d'un logement urbain est bien supérieure au prêt de 30 000 colons accordé à chaque occupant pour acheter de la terre. Il faudrait donc aussi définir un régime spécifique.

Le secrétariat des Affaires agraires du FMLN travaille à des propositions portant sur tous ces thèmes. Une sous-commission s'occupe spécifiquement des «villes nouvelles», une autre du PTT, et une troisième de la définition de la politique agraire du FMLN, avec comme objectif premier l'élaboration d'un avant-projet de Code agraire pour le Salvador — cela n'existe pas. L'un des avantages d'avoir enfin dépassé le «cinquisme» est qu'il n'y a plus obligatoirement un représentant de chaque parti par commission et que l'on a choisi leurs membres en fonction de leurs compétences et de leur motivation et non de leur appartenance politique.

**● Si, le 30 avril, le gouvernement décide d'arrêter définitivement les transferts de terres, quelle que soit la quantité effectivement transférée, le FMLN a-t-il prévu d'organiser des mobilisations comme celle qui a eu lieu à la mi-décembre (4) ?**

Nous avons exigé une accélération du processus mais il est clair que tout ne sera pas fini le 30 avril. Nous avons donc prévu des moyens de pression : nous nous réservons le droit d'appeler à des mobilisations populaires légales pour que cette question soit résolue. Les communautés concernées doivent organiser des mobilisations à la base car la table des négociations possède ses limites et les possibilités de dialogue sont en train d'épuiser. Si le gouvernement décide de tout bloquer, le FMLN appellera à des mobilisations dans tout le pays pour le droit à la terre.★

**San Salvador, 2 mars 1995**  
**Propos recueillis par**  
**Paquita Marqués**

4) Les bénéficiaires potentiels du PTT ont organisé des marches depuis toutes les régions du pays vers San Salvador pour exiger une accélération du processus.

# Rétablir la vérité !

**Redouane OSMAN** membre de la direction nationale du Parti socialiste des travailleurs (PST, organisation en solidarité avec la Quatrième internationale en Algérie) fait, dans l'interview qui suit, le point sur la situation algérienne.

**Inprecor : Depuis le début du ramadan (1er février) la presse internationale parle d'une nette recrudescence des attentats en Algérie. Peux-tu nous donner des précisions sur ce phénomène ?**

**Redouane OSMANE :** Il faut rétablir la vérité sur ce qu'on appelle «la guerre civile» en Algérie.

D'abord, les actions des intégristes se situent en général dans la périphérie urbaine et beaucoup moins à Alger même. Le quadrillage de la capitale par des patrouilles militaires, la police civile et des policiers en patrouille a fortement réduit le nombre d'attentats à Alger. Mis à part quelques attentats spectaculaires à Alger, les intégristes ont commencé à attaquer les quartiers populaires comme Ben-Jarah et Beraki où il y a eu des viols, des exactions et des rackets. Par conséquent, ce qu'on nous présente comme des victimes médiatiques — les journalistes et les anciens Moujahidinen — ne constitue à mon sens que quelques pour-cent des victimes des intégristes, alors que la grande majorité des victimes sont des travailleurs. Par exemple pour l'année 1994 les assassinats ont touché 1 800 travailleurs et plusieurs centaines de commerçants. Les chômeurs, non plus, n'ont pas été épargnés dans le but de terroriser le quartier et d'imposer l'ordre moral. Par ailleurs, les membres des institutions de l'Etat ne représentent que 2 % des victimes des intégristes. 61 étrangers ont été assassinés sur un total de 8 300 qui résident encore en Algérie soit également 2 %. Naturellement les journaux ont tendance à cadrer avec l'imaginaire extérieur occidental pour présenter des intégristes s'attaquant exclusivement aux femmes, aux étrangers et aux intellectuels alors qu'en réalité c'est toute la société qui subit la terreur. Cette manipu-

lation médiatique ne montre qu'une facette de l'Algérie : les intégristes «terroristes» d'un côté et, de l'autre, les intellectuels qui ont réussi à traverser la Méditerranée et qui développent de plus en plus un discours hystérique sur toute la société algérienne.

Le meilleur démenti à cette manipulation est aujourd'hui la résistance des femmes en Algérie qui continuent à aller travailler et affronter la mort quotidienne.

La deuxième vérité à rétablir c'est que cette «guerre civile» c'est aussi les exactions commises par le pouvoir c'est-à-dire les 3 500 victimes parmi les intégristes en 1994. Ces 3 500 ne sont pas tous des «terroristes». Ils sont pour la plupart des sympathisants, des gens qu'on a tué parmi la population civile en les attribuant au camp des intégristes.

Je pense qu'il y a aujourd'hui un équilibre de la terreur. Néanmoins, il faut noter une désaffection croissante dans les quartiers populaires vis-à-vis des intégristes, qui ne peut guère être capitaliser par le pouvoir. Les gens critiquent de plus en plus les bombes placées, donnent des informations aux personnes menacées, préviennent lorsqu'il y a quelqu'un qui n'est pas du quartier, etc.

**● Quel impact a eu en Algérie la plate-forme de Rome signée par le Front des forces socialistes (FFS), le Front de libération nationale (FLN), le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA), le Front islamique du salut (FIS) et le Parti des travailleurs (PT) ?**

Il faut d'abord souligner que la plate-forme de Rome est une initiative américaine, c'est pourquoi notre parti le Parti socialiste des travailleurs (PST, organisation en solidarité avec la Quatrième internationale en Algérie) n'en fait pas partie. Nous ne sommes pas opposés à une trêve qui met un terme à la mort qui rode autour de nous, une trêve qui permet aux gens de refaire la politique, de manifester dans la rue, mais nous sommes contre le fait que sous la simple pression des chancelleries on arrive à faire rencontrer autour d'une même table des partis politiques algériens.

Cette rencontre s'est déroulée sous l'égide de la fondation Saint Egidio dont les rapports avec l'administration américaine sont connus.

Le deuxième élément qui est important c'est que cette plate-forme ne pourra pas conduire à une trêve nationale honorable car ses initiateurs n'ont pas de relais en Algérie, soit à cause de la répression, soit parce qu'ils se contentent de vivre dans l'imaginaire journalistique. Le FFS et le FLN ne mobilisent pas aujourd'hui autour de la plate-forme, bien au contraire ils ont une attitude plus ou moins conciliatrice vis-à-vis du pouvoir dont le souci majeur aujourd'hui est l'organisation de l'élection présidentielle, qui sera une opération de plébiscite. Pour toutes ces raisons l'initiative de Rome même si elle pourrait constituer un minimum démocratique dans la réalisation d'une trêve, ne bénéficie pas d'un écho réel en Algérie. Les grèves ouvrières (dans le port d'Alger, à l'UNIEM) et le Mouvement culturel berbère (MCB) en Kabylie ont eu plus d'écho.

Par ailleurs cet événement médiatique a permis de laisser dans l'oubli un autre événement, d'importance capitale : la signature des accords de confirmation du Fonds monétaire international (FMI). Au mois de mars, alors que tout le monde était focalisé sur cet aspect des querelles médiatiques, le régime algérien était en train de signer dans le silence et dans l'opacité totale un accord avec le FMI d'une durée de trois ans, qui nous emprisonne encore plus fortement.

**● A ton avis, le pouvoir s'oriente aujourd'hui vers l'organisation de l'élection présidentielle ?**

Notre parti s'est étonné de voir qu'il n'existe aucune condition pour l'organisation de l'élection présidentielle, les conditions de la sécurité à l'exception du centre d'Alger sont déplorables, les libertés démocratiques sont quasi-inexistantes, les Algériens n'ont pas le droit de faire de la politique ou d'intervenir, toutes les manifestations (à part celles en faveur du pouvoir) sont interdites. C'est pourquoi nous pensons que le taux d'abstention sera très élevé. Malgré cela le pouvoir continue de

jouer sur le découpage électoral, sur le par-rainage des candidatures de telle façon il n'y aura que le président Zéroual qui se présentera à moins d'arriver à un accord de dernière minute avec ce qu'on appelle

l'«opposition». Cependant une brusque remontée des tensions peut encore brouiller les cartes.



Le pouvoir est en train de préparer la présidentielle, dans le but de reconquérir un semblant de légitimité extérieure qui autorise le verrouillage intérieur. Dans cette perspective les exécutions sommaires se sont accentuées pour calmer les gens et les tétaniser.

Les signataires de la plate-forme de Rome ne se sont pas encore prononcés directement sur ces élections : le FLN n'exclut pas de participer à ces élections et laisse planer une ambiguïté, le FFS ne se présentera sans doute pas sauf si cette fameuse coalition parvient à présenter un «candidat de la paix» (Aït Ahmed se verrait bien briguer l'investiture dans ce cas), le Parti des travailleurs a déclaré qu'il ne se présentera pas aux élections, etc. Tous les partis ont été convoqués par la présidence qui cherche ainsi une légitimation, et tous, sauf le PST, ont accepté l'invitation présidentielle. Les intégristes qu'on rencontre sur le terrain ne sont pas prêts à accepter un compromis s'ils n'ont pas un rapport de forces en leur faveur.

### ● Comment les femmes ont réagi par rapport à cette situation le 8 mars ?

Ce qui était admirable c'est que les femmes sont sorties, elles ont occupé la rue, les restaurants et les cafés. Cette action était spontanée. Ce qui est nouveau, c'est que les jeunes n'étaient pas agressifs vis-à-vis des femmes.

Une autre manifestation importante avait lieu ce même jour sur Alger, organisée par les femmes de RAJD (Rassemblement algérien des femmes démocrates). Le RAJD a organisé un tribunal pour juger les crimes islamistes, en condamnant symboliquement à mort Belhadj et Madani, les deux dirigeants du FIS. Cette action, qui a été largement médiatisée à l'étranger, reflète la conviction (que nous ne partageons pas) que la violence sociale n'existe pas et que le FIS n'est que le produit d'un

phénomène religieux obscurantiste. Une rencontre avec une délégation de femmes françaises, organisée à l'hôtel Aurassi à l'initiative des femmes du Conseil national de transition, a été également très médiatisée. A cette occasion des témoignages sur le terrorisme intégriste ont été présentés et une plate-forme qui appelle à l'«égalité des droits de toutes les citoyennes et de tous les citoyens devant la loi, en particulier par l'abrogation du Code de la famille» et au «renforcement de la lutte contre l'intégrisme» a été adoptée.

### ● Où en est le PST aujourd'hui ?

Il faut rappeler que la majorité des partis politiques ne parviennent plus à fonctionner à Alger, ou n'apparaissent qu'à travers des médias. Il en est de même des associations de femmes. Le PST a réussi à maintenir un local ouvert à Alger, à faire ses réunions et à intervenir tant au niveau syndical que dans le comité pour l'annulation de la dette. On continue également à intervenir dans le Mouvement culturel berbère (MCB) en Kabylie, où, après la grève, des enseignants ont été menacés et ou une défense syndicale s'organise. On essaie donc de mobiliser pour construire cette troisième force qui permette de poser le problème de la lutte contre l'intégrisme d'une façon politique, en tenant compte de la question sociale, qui est une dimension centrale, car on peut en aucun cas lutter contre l'intégrisme en fermant les yeux sur les causes profondes qui ont généré ce phénomène. Le FIS a été capable de caputaliser le profond mécontentement social, parce que les autres forces lui ont laissé ce terrain. Nous avons été à l'initiative de la création de l'Association de l'initiative pour la résistance sociale (AIRS), qui est un comité regroupant plusieurs fédérations syndicales et aussi des individus sur la question cruciale de l'annulation de la dette et, au delà, des choix économiques et sociaux.

Même si on passe par une période très difficile, même si plusieurs de nos camarades sont en danger de mort parce qu'ils sont exposés dans les mouvements de masse, on maintient cette intervention.

Heureusement, le PST ne représente pas l'unique cadre de résistance aujourd'hui. Le mouvement syndical continue à se réunir et à organiser des grèves. Il y a eu des grèves contre la privatisation comme au port d'Alger, les travailleurs des entreprises publiques, telle la TVC (transports), commencent à bouger autour des revendications salariales, etc.

Cela prouve que leur combativité n'a pas été anéantie, même si l'UGTA (Union générale de travailleurs algériens) a souffert des assassinats et des fermetures de locaux.

### ● Qu'en est-il du MCB aujourd'hui ?

Le MCB a réussi à arracher certains acquis, notamment le droit d'être cité : la question de l'identité berbère n'est plus un tabou en Algérie, etc. Le MCB reste une force démocratique importante dans le pays et ce malgré les divisions qui le traversent entre éradicateurs et militants proches du FFS (à titre d'exemple suite à la rencontre de Rome les militants du FFS voulaient que le MCB soutienne officiellement l'initiative, ce qui constitue à mon sens une erreur fatale susceptible de mettre la cohésion du mouvement en danger). Mais ces divisions paralysent sa direction et l'empêchent de définir des revendications aptes à faire progresser le mouvement social. Malgré les faiblesses du MCB ce mouvement continue à être un mythe et les gens continuent le boycott des écoles.

### ● L'association de jeunes «Rage» a récemment fait parler d'elle, peux-tu nous préciser la nature de cette association ?

C'est une association indépendante, qui regroupe des jeunes, notamment à Bougie, sur des positions démocratiques. Elle a essayé d'organiser des activités à Alger, mais sans succès et est aussi apparue à Oran. Il s'agit de jeunes qui se posent des problèmes de la démocratie et de la transparence. Ils n'hésitent pas à critiquer publiquement les ministres et ils ont fait une campagne contre les exécutions sommaires et la torture. Le PST soutient les initiatives de «Rage», car il s'agit de jeunes qui tentent d'occuper le terrain et qui sont l'expression d'une nouvelle expérience.

Propos recueillis le 18 mars 1995  
par Sonia Leith

#### EL KHATWA

Journal d'information et d'analyse édité par le Parti socialiste des travailleurs (PST, organisation en solidarité avec la Quatrième internationale en Algérie), 27, Boulevard Zirout Youcef Alger.

# Les autres voix de la planète

Le rassemblement international organisé par le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers monde (CADTM), le 18 mars a rencontré un grand succès. 1 200 personnes se sont réunies en 10 ateliers différents suivis d'une conférence générale avec débat et d'un meeting final au cours duquel Gilles Perrault a lu la déclaration finale que voici. Elle a été rédigée par une commission de rédaction composée de Gilles Perrault, Pierre Galand et Isabelle Stengers. Les ateliers animés par l'Indienne Vandana Shiva (écologiste et féministe), par Rosario Ibarra (Mexique) et Michel Chessudovsky (Canada) ont été très suivis. Les travaux se sont poursuivis jusqu'au lundi 20 mars en soirée. Des délégations invitées de 22 pays étaient présentes.

La campagne pour l'abolition des dettes et des institutions de Bretton Woods se poursuivra autour de l'Appel mondial «FMI/BM : ça suffit !» (voir *Inprecor* n°385 novembre 1994) jusqu'en juillet 1996, moment où se réunira à Paris le G 7.

**A** l'aube du troisième millénaire, l'humanité n'a jamais disposé d'autant de ressources matérielles et de richesses humaines. Une gestion équitable de l'ensemble de ces moyens devrait permettre aux peuples qui la composent d'accéder enfin au bien-être et à la dignité.

Et pourtant, autour de nous, malgré les efforts de tant de communautés, nous ne voyons que misères, famines, guerres, désespoir, catastrophes écologiques et montées des haines.

Le saccage social, écologique et culturel de notre patrimoine commun, avec les effroyables conséquences humaines, est le fait d'une minorité qui édicte les règles d'une gestion mondiale fonctionnant pour son plus grand profit.

Ses instruments sont les institutions en charge du contrôle de la planète : la Banque

mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI) et l'organisation mondiale du commerce. On y tient un discours médiatique parfaitement hypocrite qui recouvre les pratiques les plus cyniques. En particulier la gestion de la dette représente le plus formidable instrument de chantage et de terreur à l'encontre des droits et de la dignité des populations du Tiers monde. Les peuples de l'Est entrent à leur tour dans ce terrible engrenage.

Les programmes d'ajustements structurel, les méga-projets initiés par la BM, la dictature du marché aboutissent à déposséder les peuples de leur présent et de leur avenir en les privant de toute initiative autonome. Ils doivent s'aligner et subir.

### Une autre voix est possible

L'annulation de la dette du Tiers monde en reste le point de départ. Ce n'est que justice. Cette annulation doit s'accompagner du gel des fortunes volées par les dictatures et les régimes corrompus et souvent placées à l'étranger, afin qu'elles soient rétrocédées aux populations locales pour contribuer à leur développement. Il faut aussi tourner le dos à un système qui a la prétention d'imposer à la planète un modèle économique unique. Sous prétexte de favoriser la croissance par la compétition, c'est en fait un régime de guerre économique sans fin qui est instauré.

Notre engagement repose sur des choix exactement inverses. Nous voulons participer à la construction d'un monde pluriel, riche de ses diversités, où la coopération entre les peuples assurera à chacun la possibilité de s'organiser et de créer son avenir. L'invention d'un tel avenir requiert quelques décisions fortes. Les femmes du Sud, comme celles du Nord, sont les premières victimes des politiques dites de restructuration économiques. Leur participation effective aux décisions, la prise en compte de leurs besoins et de leurs intérêts, doivent être réalisés de manière prioritaire.

Il faut mettre en place une politique d'accueil positive. Quant au droit d'asile, il doit être absolument respecté.

On nous dit aujourd'hui que la seule croissance qui vaille, c'est celle de la consommation. Un monde écologique viable implique au contraire une dissocation entre l'accroissement de la consommation marchande et une meilleure qualité de vie. Nous affirmons que la lutte écologique pour le respect de la planète et la lutte politique pour l'émancipation des peuples sont une seule et même lutte.

S'il fallait un symbole, un seul, de gaspillage insensé des efforts de l'humanité, du détournement pervers de la créativité, ce serait la course aux armements.

Nous exigeons une réduction drastique des dépenses militaires, la reconversion à des fins civiles des industries d'armements, l'arrêt du commerce des armes, premiers pas vers un désarmement intégral. Nous savons bien que les problèmes ne se posent pas de la même manière au Nord et au Sud.

Les solutions sont donc différentes. Au Sud, trop souvent il s'agit de la conquête de droits politiques et sociaux élémentaires. La nécessité s'y impose d'une réforme agraire, afin de garantir à tous et à toutes l'accès à la terre.

Au Nord, la lutte contre le chômage implique la création de millions d'emplois socialement utiles et la réduction du temps de travail. Mais ce que nous savons, c'est que nous avons, au Sud comme au Nord, le même adversaire.

Nous appelons tous ceux — partis politiques, syndicats, associations — qui luttent contre cet adversaire à unir leur effort et à inventer de nouvelles formes de solidarité internationale.

**Bruxelles, 18 mars 1995.**

**\*Pour prendre contact avec la Campagne «FMI/BM, ça suffit» : 29, rue Plantin B1070 Bruxelles, Belgique.**

**Tel : 32 2 523 40 23**

**Fax : 32 2 522 64 27**